



CENTRE DE RECHERCHE POUR L'ÉTUDE ET
L'OBSERVATION DES CONDITIONS DE VIE

Le mouvement des Gilets jaunes
ou les limites d'un modèle de société

Sandra HOIBIAN, avec la collaboration de Thibault Briera, Patricia Crouette, Romain Gauthier,
Pauline Jauneau-Cottet, Jorg Muller

CAHIER DE RECHERCHE N°349

DECEMBRE 2019

Pôle Evaluation et société

Dirigé par Sandra Hoibian

Cette recherche a bénéficié d'un financement au titre de la subvention recherche attribuée au CRÉDOC.

142 rue du Chevaleret – 75013 PARIS – www.credoc.fr

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES.....	2
RESUME.....	3
I. EN PREAMBULE UN MOUVEMENT INEDIT	10
II. LES GILETS JAUNES – UNE ASPIRATION A VIVRE MIEUX	14
1. Les petits moyens	14
Vivre dignement de son travail, se distinguer des pauvres.....	14
Des normes sociales inatteignables.....	20
Pouvoir se faire plaisir dans une société qui valorise la consommation	26
Une frustration d’autant plus difficile à accepter en période de reprise	30
2. Des difficultés de vie / accidents de parcours limitant la capacité d’autonomie	31
3. L’aspiration à l’autonomie.....	33
La soif d’une plus grande liberté.....	33
La difficulté à s’extraire de sa condition sociale - L’éthique du « projet » en question-.....	35
Plus particulièrement chez les moins de 40 ans.....	37
4. Une révolte des territoires, mais lesquels ?.....	39
Moins de Parisiens, plus de ruraux que la moyenne des Français	39
Habitants hors des métropoles	42
Des territoires en prise avec des difficultés économiques et/ou un dépeuplement.....	43
5. La remise en cause d’un mode de vie.....	45
Accéder à une forme de valorisation au prix d’une dépendance à la voiture	45
Le repli territorial des services publics.....	48
Un investissement symbolique très fort de la voiture	51
III. DES REVENDEICATIONS.....	54
1. Dix grands registres de discours issus de l’analyse du Vrai débat.....	55
2. Prendre « aux gros » pour donner « aux petits »	58
3. Un souhait de changement radical de la démocratie.....	65
Sortir de l’invisibilité.....	65
Le rejet du système politique actuel.....	67
La figure d’un « peuple apolitique » qui décide.....	69
Changer la représentation, mieux contrôler les élus	70
Des préoccupations environnementales...différentes	72
4. Une aspiration à davantage de lien social ?.....	76
IV. DU MAL-ETRE AU REJET	79
1. De fortes inquiétudes et une défiance généralisée, la famille comme refuge.....	79
2. Nous et eux : Le rejet des immigrés, des tendances complotistes et antisémites	82
3. Une porosité à des informations « étonnantes »	86
4. Une radicalité instrumentale qui débouche sur une radicalité politique ?.....	89
V. DISCUSSION.....	94
VI. ANNEXES – METHODOLOGIE.....	95
VII. BIBLIOGRAPHIE.....	100

RESUME

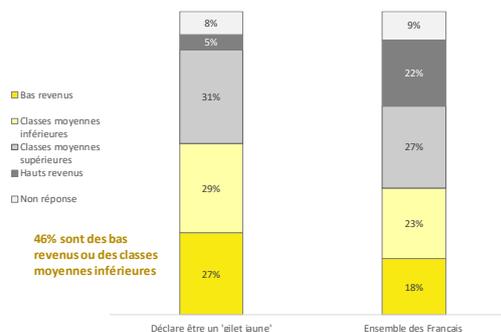
Mots clés : gilets jaunes, contestation, territoires, autonomie, consommation, mouvement, rejet, démocratie, société

Le mouvement des gilets jaunes, né à l'automne 2018, a fait couler beaucoup d'encre. **Inédit** tant dans sa constitution via les **réseaux sociaux**, que dans son organisation décentralisée et le **refus de toute représentation**, ou dans ses **formes** (blocages de ronds-points, manifestations récurrentes pendant six mois, actions en ligne) il interpelle. Le soutien de la majorité de la population (56% en janvier 2019 et 58% en juin 2019) appelle également l'intérêt. Nous avons cherché à livrer ici une compréhension transversale de celui-ci en mobilisant à la fois la richesse de l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, une analyse en data science de la consultation en ligne, le « Vrai débat », organisée par un collectif de gilets jaunes, complétés d'autres enquêtes en population générale ou d'enquêtes de terrain de différents chercheurs. Pour ainsi chercher à répondre à trois questions somme toute très simples en apparence : qui sont les gilets jaunes ? que signifie l'irruption de leur mouvement ? quels enjeux de société soulèvent-ils ?

Rappelons tout d'abord que 6% de la population se déclare eux-mêmes « gilet jaune » en janvier 2019 quelques mois après la naissance du mouvement, et 4% huit mois après. Si l'on devait résumer sociologiquement le mouvement, les différents travaux convergent pour noter en son sein la sur-représentation des **classes moyennes inférieures, actives**¹, travaillant le plus souvent dans le **secteur privé**, que leurs statuts soient salariés ou indépendants et avec des professions souvent **peu rémunératrices** (manutentionnaires, infirmiers, ...). Autour gravitent d'autres profils : retraités modestes, foyers monoparentaux, la plupart appartenant à ce que certains chercheurs (Coutant et al.) dénomment « **les petits moyens** ».

Les gilets jaunes – des foyers modestes

Niveau de vie mensuel (*) par unité de consommation des Gilets jaunes-



Habituellement peu présents dans la sphère publique, il

s'agit pour beaucoup d'entre eux de leur **premier engagement politique**. Avec un budget serré, ils aspirent à « **vivre comme tout le monde** » et profiter des atouts de la **société de consommation** valorisées tant au travers de multiples sollicitations publicitaires de tous ordres qu'au travers de représentations médiatiques (journaux télévisés, fictions). Ils aspirent ainsi à habiter une maison confortable,

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de Vie et Aspirations », début 2019

¹ Sur le plan territorial, les différentes études menées sont moins convergentes, exceptée fait d'une sous-représentation de la région parisienne, et d'une sur-représentation des territoires ruraux. La question sociale semble en réalité première.

pouvoir partir en vacances une fois par an, s'offrir de temps à autre un petit plaisir comme un restaurant, avoir une voiture solide, et **ne pas avoir à compter en permanence** avec l'inquiétude de basculer potentiellement dans un endettement sans issue. Leur situation en matière de logement est symptomatique de la course infinie vers une norme sociale qui se déplace continuellement. Les gilets jaunes vivent dans des logements de taille confortable : 66% vivent dans des logements de 4 pièces et plus contre 64% en moyenne. **87% considèrent d'ailleurs vivre dans des logements « de taille suffisante pour une famille comme la leur »**, contre 86% en moyenne. Mais ce confort a, pour eux, un **cout difficile à supporter**. 76% des Gilets jaunes s'en sortent difficilement et doivent s'imposer régulièrement des restrictions sur leur budget, contre 55% en moyenne. Avec l'augmentation des prix de l'immobilier observée ces vingt dernières années, la perspective de devenir un jour **propriétaire de leur logement s'amenuise**. Aujourd'hui, seuls 30% des gilets jaunes sont propriétaires de leur logement sans emprunt à rembourser, c'est 12 points de moins qu'en moyenne, et 23 points de moins que la proportion observée chez les personnes hostiles au mouvement. Autre exemple, seuls 47% des gilets jaunes sont **partis en vacances** au cours des 12 derniers mois, contre 67% des personnes hostiles et 58% en moyenne dans la population. Or différents travaux du CREDOC ont montré l'importance du départ en vacances, qui contribue à l'image que les individus se font de leur propre **statut social** (CREDOC-DGE 2009 ; 2010). Et qui, du point de vue de la population, fait partie des besoins jugés incontournables **pour être intégré dans la société** (CREDOC-IRES-ONPES 2014).



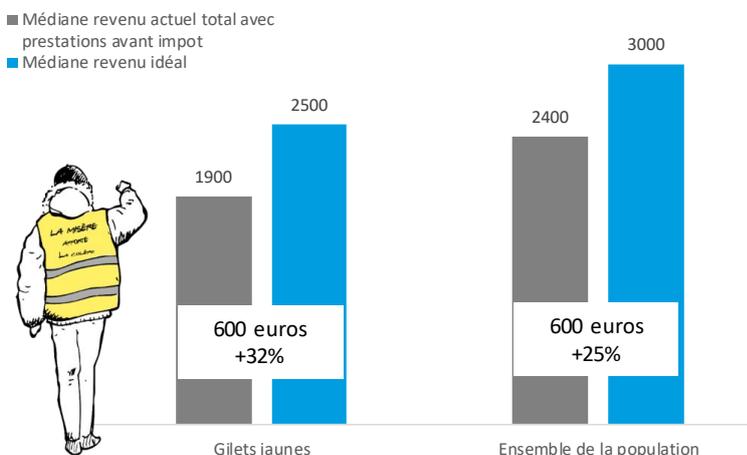
47% des gilets jaunes sont **partis en vacances** au cours des 12 derniers mois, contre 58% en moyenne dans la population.

L'analyse de leur niveau de vie « réel » et de leur auto-positionnement sur une échelle des revenus est très parlant. Alors qu'en règle générale, les Français ont plutôt tendance à voir leur situation sous un jour moins favorable qu'elle n'est en réalité, les gilets jaunes ont quant à eux plutôt tendance à **se surclasser**. C'est un mécanisme bien connu en sciences sociales, on a souvent tendance à se comparer

avec des personnes de son entourage qui, elles-mêmes, ont des conditions de vie assez proches de la sienne. A cela s'ajoute un phénomène de désirabilité sociale, qui conduit en bas de l'échelle des revenus, à souhaiter se **distinguer des plus pauvres**, et donc à se voir plus riche que l'on est. Leurs aspirations consistent principalement à **rejoindre ou se maintenir « dans la moyenne »**. Interrogés sur le revenu idéal pour une famille comme la leur, l'ensemble des Français, exceptés les hauts revenus dont

Le revenu idéal mensuel- 600 euros de plus

Revenu du foyer intégrant les prestations sociales et avant impôt (médiane) Et revenu idéal « Pour une famille comme la vôtre, quel serait le revenu mensuel dont vous souhaiteriez disposer ? » (médiane)



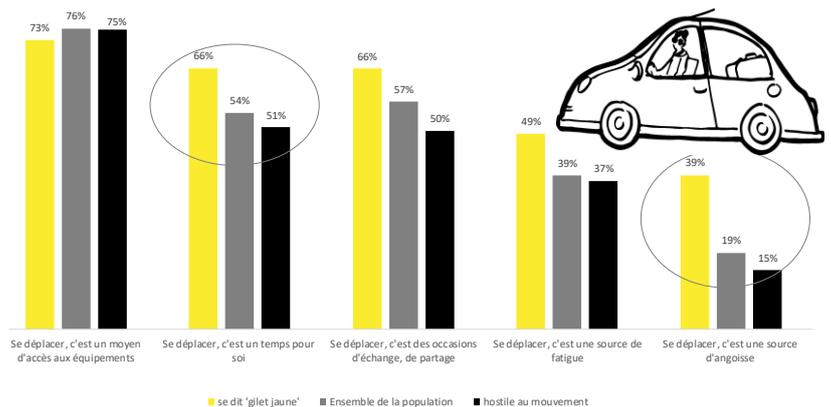
Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

les revenus dépassent franchement la moyenne, aimeraient disposer d'un **supplément de revenu moyen mensuel de 600 euros**, soit une augmentation de 25%. Les gilets jaunes indiquent en moyenne les mêmes montants (600 euros), ce qui représente, compte tenu de leurs revenus inférieurs une augmentation plus sensible (+32%) et situe **leurs aspirations autour du niveau de vie médian**.

Peu diplômés, et avec des revenus et des **perspectives de carrière limitées**, ils trouvent une **valorisation dans une vie où la famille, le lieu de vie, la maison, les amis** jouent un rôle important. La **voiture** y tient un rôle central dans la mesure où, ils résident dans des territoires avec une moindre présence de transports en communs (seuls 47% déclarent en effet avoir facilement accès à un arrêt de transport en commun contre 55% en moyenne) ou que ceux-ci sont **difficilement accessibles** compte tenu de leur situation personnelle (condition physique, état de santé) 17% des gilets jaunes contre 11% en moyenne. Actifs, avec une moindre accessibilité aux transports en communs, ils sont donc **63% à prendre leur voiture régulièrement** (au moins une fois par semaine) pour se rendre sur leur lieu de travail, contre 56% en moyenne et 44% des personnes hostiles au mouvement.

La voiture permet à la fois de **travailler** dans un contexte d'étalement urbain et d'augmentation des prix de l'immobilier depuis vingt ans, mais aussi **d'entretenir une sociabilité** bâtie autour de la maison (40% reçoivent chez eux régulièrement des amis contre 16% des Français). 37% des gilets jaunes indiquent ainsi avoir dû **renoncer pour cause de difficulté de déplacement à rendre visite à de la famille, des amis, 25% à réaliser des démarches administratives... et 24% à vivre une relation sentimentale**. Et même si les déplacements peuvent être vécus comme des sources d'angoisse ou de fatigue, la voiture est également fortement investie symboliquement comme un **« temps pour soi »**.

Le déplacement, une source de fatigue et « un temps pour soi » à la fois



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

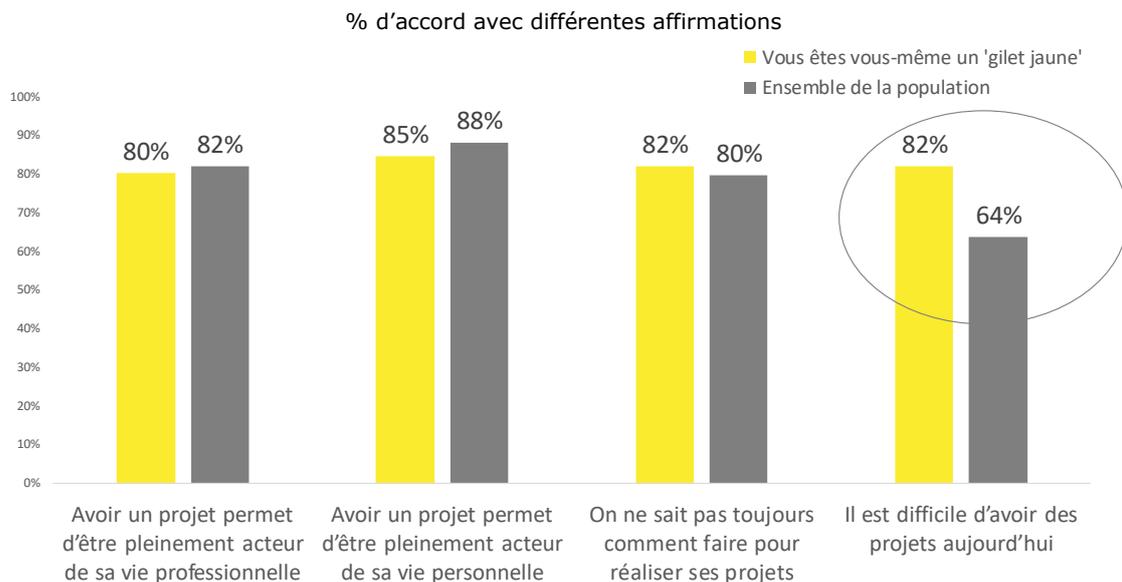
Ressentant perpétuellement une frustration par rapport à des **normes de société quasi-inatteignables**, les gilets jaunes ont le sentiment de devoir injustement se serrer la ceinture. La frustration est d'autant plus forte qu'autour les discours sur la reprise se multiplient, renforçant l'effet « tunnel » théorisé par le sociologue Albert Hirschman. Imaginez des voitures bloquées dans un embouteillages. Tant que les voitures sont bloquées, chacun prend son mal en patience. Si une autre file que la vôtre redémarre, dans un premier temps vous éprouverez l'espoir que la circulation se fluidifie aussi sur votre file. Mais si cela ne se produit pas, ou tarde à se produire, vous ressentirez une forme de colère et frustration à être bloqué sur la mauvaise file.

L'écart à la norme valorisée socialement ne se limite pas à la consommation. Les gilets jaunes adhèrent sur le principe à **l'éthique du « projet » individuel** où chacun doit être l'entrepreneur de lui-même, et se prendre en main pour réaliser ses désirs. Ils sont ainsi plus nombreux que la moyenne à envisager de se lancer dans différents projets. Par exemple, 37% déclarent qu'ils ont le projet de changer, dans les cinq prochaines années, de lieu de vie en déménageant dans une autre région ou pays

(+10 points par rapport à la moyenne) ; 32% souhaitent changer de métier ou d'entreprise (+7 pts), 36% s'installer en couple, avoir un enfant (+13 pts). Mais dans le même temps ils sont beaucoup plus nombreux à **exprimer leurs difficultés à atteindre cet objectif**. 82% estiment qu'il est difficile aujourd'hui d'avoir un projet (+18 points par rapport à la moyenne). Plusieurs éléments font obstacle à cette autonomie tant valorisée.

- Une part non négligeable des gilets jaunes est **fragilisée, par des accidents de vie** (divorce, décès de proches), une **santé dégradée**, un handicap personnel ou la prise en charge de proches handicapés, des dettes. Par exemple, 46% déclarent ainsi souffrir d'une maladie chronique ou d'un handicap, ou avoir un état de santé dégradé par rapport aux personnes de leur âge (+11 points par rapport à la moyenne des Français).
- **Le modèle de société auquel ils aspirent n'a plus le vent en poupe** : ils aspirent à devenir propriétaires, on vante la mobilité professionnelle et résidentielle, ils accordent une importance prédominante à la famille, celle-ci a perdu son caractère hégémonique dans la société, ils apprécient la liberté que leur procure la voiture, celle-ci est aujourd'hui vilipendée comme mauvaise pour la planète. Ils ont choisi ou été contraints de s'installer dans des espaces ruraux ou péri-urbains, et l'offre de services publics a depuis été regroupée au cours des trente dernières années (à l'exception des EHPAD et services de soin qui viennent signifier encore le manque de vitalité de leurs territoires).

Avoir un projet personnel... une envie difficile à concrétiser



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Le mouvement des gilets jaunes cherche tout aussi bien à s'émanciper de contraintes financières qui l'écrasent, qu'à être **reconnu dans sa liberté de choix**. 52% des gilets jaunes considèrent que la société française a besoin de « plus de liberté » (plutôt que plus d'ordre) pour mieux fonctionner contre 29% en moyenne. D'une certaine manière on retrouve ici dans ce mouvement l'aspiration à deux formes de liberté : la liberté négative et la liberté positive pour reprendre la formule d'Isaiah Berlin (1969)

reprise par Charles Taylor (1979). Doytcheva résume l'opposition de fond entre liberté négative et positive ainsi

*“[On peut distinguer] deux interprétations divergentes de l'idée de liberté qu'on peut résumer, comme le fait Isaiah Berlin [1969], sous les termes de liberté positive et liberté négative, renvoyant à la distinction établie déjà par Benjamin Constant en France entre liberté des Anciens et liberté des Modernes. Selon cette opposition, la **liberté moderne est une liberté essentiellement négative**, qui se rapproche davantage de l'**indépendance** : c'est la capacité de **s'affranchir de toute contrainte sociale** et de tout déterminisme particulier, dans les limites autorisées par la loi. La **liberté positive** désigne, en revanche, l'**autonomie**, c'est-à-dire la **capacité à choisir et à fixer soi-même les buts de son existence**. Cet auto-accomplissement passe par la **participation de l'individu à une collectivité**.” [Doytcheva, 2018, p35]*

Alors qu'ils se sentent, de longue date **invisibles** (85% chez les Gilets jaunes contre 58% en moyenne dans la population), l'augmentation des taxes sur les carburants est de ce fait, vécue comme une **entrave à leur liberté** et comme un signe de plus du **désintérêt, voire du dédain** des élites politiques dont ils se sont, comme la grande majorité des Français, détournés depuis longtemps. Saisis par un sentiment d'injustice, ils réclament que l'on « **prenne aux gros pour donner aux petits** ». Quels que soient les matériaux d'enquête consultés, la **demande de redistribution des riches vers les pauvres** est récurrente. Elle permet de réconcilier l'**anti-fiscalisme** d'une partie du mouvement et l'attente d'une plus **grande présence des services publics** sur le territoire.

Très vite, le mouvement articule à cette demande de redistribution, le souhait d'une **refonte du système démocratique** avec au centre de ces représentations, la **figure d'un peuple apolitique** qui déciderait, notamment via la proposition du RIC (référendum d'initiative citoyenne). Davantage qu'apolitique, le mouvement est en réalité plutôt **a-partisan**, c'est à dire qu'il refuse d'être associé à des mouvements politiques ou syndicaux existants, ce qui lui permet de faire ainsi un trait d'union entre des personnes qui se considèrent « très à droite » (21% contre 9% en moyenne), et d'autres très à gauche (9% vs 4%) ou encore au centre (29% vs 32% en moyenne).

Différentes expérimentations sont menées, où **le lieu** – le rond point, la maison du peuple, la cabane de fortune - permet de rassembler et faire lien entre les différences de point de vue qui peuvent se produire, et compte tenu de l'absence d'une direction organisée. Les participants des **groupes facebook** en ligne sont aussi confrontés aux questions d'organisation des décisions, de tri et régulation des publications. La question **de la légitimité** des « porte-paroles » est sans cesse questionnée. Le mouvement amène ainsi chez des publics qui n'y étaient pas familiers une forme de **conscientisation d'échange et d'implication politique**. Dans notre enquête Conditions de vie, 21% des gilets jaunes déclarent **accorder une importance maximale à la politique et la vie publique** (avec une note de 7 sur une échelle de 1 à 7), contre 13% en moyenne des Français.



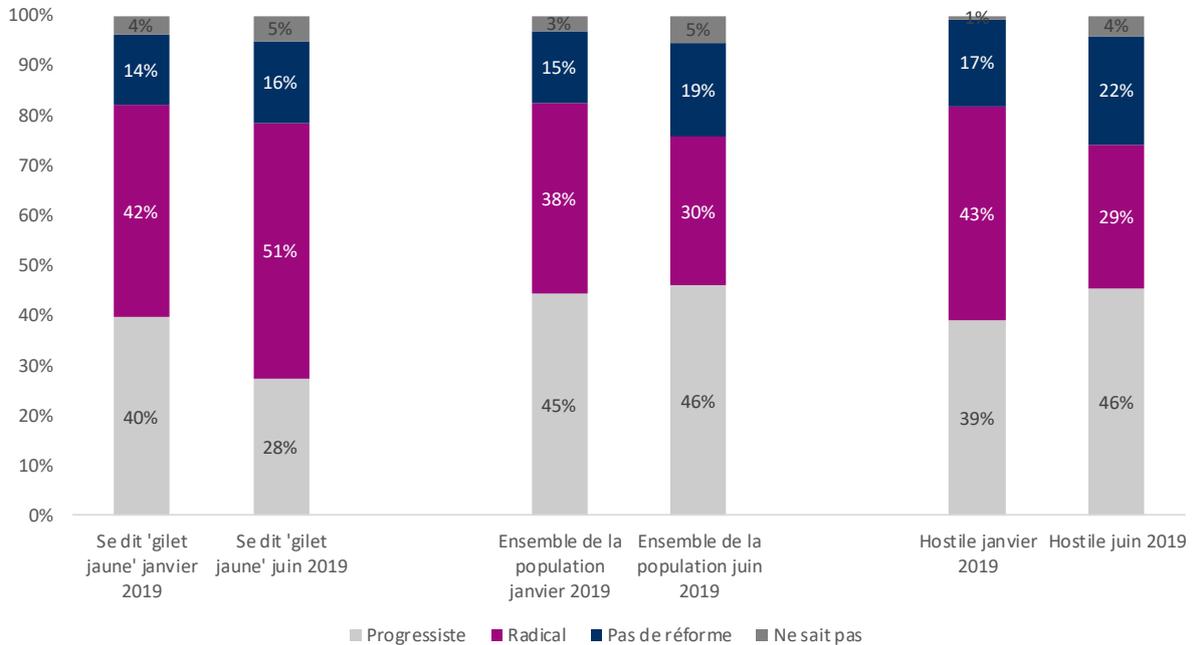
Maison du peuple, au rond-point du Bout-du-Pont-de-l'Arn à Mazamet, photo publiée dans ladepeche.fr le 6/12/2018

Il s'accompagne d'une **forte radicalité**. Initialement **instrumentale**, pour arriver à **capter l'attention des médias et des pouvoirs publics** via des actions violentes, l'enquête Conditions de vie semble montrer qu'avec le temps, la radicalité gagne du terrain sur le **plan des idées**. 42% des gilets jaunes

aspiraient à un changement radical de société au début 2019 (soit quasi autant que dans la population-38%) , ils sont 51% en juin, soit 21 points de plus que la moyenne.

Le souhait d'un changement radical de société progresse chez les gilets jaunes

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations (janvier et juin 2019)

Cette radicalité, combinée à un terrain d'inquiétudes et de défiance très fort, s'articule de manière non négligeable à une forme de **rejet de l'autre**. Si une part des collectifs de gilets jaunes réfutent tout caractère raciste, antisémite ou homophobe de leur mouvement, on observe parmi les gilets jaunes, une sur représentation d'un **rejet de l'immigration, une forte pénétration d'idées complotistes notamment antisémites**.

Le «**nous**» qui se constitue au travers du mouvement des gilets jaunes emprunte ainsi **deux voies parallèles** : une voie du nous qui se constitue **«avec»**, avec des pairs, avec d'autres personnes qui ne partagent pas tout à fait les mêmes idées, mais qui partagent une forme de lutte contre une injustice durement ressentie. Pairs, avec lesquels le dialogue est possible, souhaitable.

Et une voie du «**nous**» qui se constitue **contre**, et exprime un **rejet du «eux»** qui peut prendre la forme du rejet des élites, du gouvernement, avec une colère focalisée sur la personne du Président de la République, aussi bien que du rejet de l'immigré. Le «**nous**» est alors une version défensive par rapport à un monde jugé très anxiogène (les gilets jaunes se distinguant du reste de la population par de très nombreuses inquiétudes et un regard pessimiste sur le monde).

Le mouvement des gilets jaunes met ainsi en lumière plusieurs questions et **limites** qui se posent aujourd'hui à notre société et risquent, si elles ne trouvent pas de réponses, de faire le lit d'une **radicalisation** difficile à enrayer :

- Il vient tout d'abord mettre au jour les **limites d'une société qui place au coeur de son modèle économique et symbolique la consommation**, générant, mécaniquement, des frustrations toujours nouvelles et infinies.
- Il visibilise les **inquiétudes très fortes des catégories de travailleurs modestes** qui anticipent qu'ils seront les prochains perdants d'un **marché du travail** qui se polarise entre des «lovely jobs» bien payés, exigeants et valorisants et des «lousy jobs » (Goos et Maning, 2007) sans perspective d'ascension sociale.
- En termes de **politiques publiques**, il donne à voir les conséquences de la **très forte augmentation des prix de l'immobilier** , en particulier dans les centres villes, au cours des vingt dernières années et des politiques de regroupement des services publics qui se conjuguent pour amplifier une dépendance à la voiture.
- Sur le plan des **valeurs**, il questionne la **valorisation de la réussite individuelle** des «meilleurs» (métropoles, créateurs d'entreprises, personnes mobiles) qui produit, dans un phénomène de vases communicants, une dévalorisation ressentie par les autres et pose la question de comment arriver à trouver une **forme de valorisation et de place pour tous** dans une société où la reconnaissance est de plus en plus importante.
- Il alerte également sur **l'affaiblissement des espaces médiatiques** où peuvent se dérouler **des débats** apaisés, étayés, et mis en perspective permettant une confrontation des opinions propice à éviter un enfermement dans des bulles de filtres qui s'auto-nourrissent. Et le manque d'espaces offrant une **valorisation de la confrontation d'idées, du conflit**, plutôt que de la violence. Il souligne également les dangers du sensationnalisme médiatique qui entraîne une forme de surenchère de colères et de violences pour capter une part de l'attention. Sur le plan médiatique il met également en évidence les effets délétères de la sur- représentation des catégories supérieures qui énonce et donne à voir une moyenne largement sur-évaluée.
- Sur le plan du **vivre ensemble**, il met enfin en évidence le **manque d'espaces collectifs² de construction démocratique, d'implication des citoyens, de lieux de sociabilité** pouvant venir donner une suite aux lieux de fortune constitués sur les ronds points et offrir des suites constructives pour éviter que la construction d'un «nous» ne s'appuie sur une version défensive, voire haineuse de l'autre. Autrement dit que le «nous» ne se construise pas en **protection** envers «eux» et uniquement dans une posture critique mais dans une version «positive» de la liberté.

² Sans être l'alpha et l'omega des réponses à ces questions, il nous semble que les initiatives actuelles relevant des «communs» intégrant à la fois des élus et des citoyens pour la réalisation concrète de missions d'intérêt général nous semble prometteuse. Voir par exemple <https://www.horizonpublics.fr/international/communs-et-action-publique-en-europe-pour-quoi-faire>

I. EN PREAMBULE UN MOUVEMENT INEDIT

Le mouvement social des « Gilets jaunes » est apparu à l'automne 2018, initialement en réaction à une hausse des taxes sur les carburants et notamment une hausse du prix du diesel. Il suscite très vite l'attention des médias, des politiques mais aussi des chercheurs en sciences humaines par son **caractère inédit** qui tient à différentes dimensions que nous rappellerons ici brièvement avant de chercher à mieux le décrire, comprendre et caractériser.

Sa **naissance** tout d'abord, à partir d'initiatives individuelles **sur les réseaux sociaux**, interpelle. La pétition de Priscillia Ludosky demandant une baisse des prix des carburants recueillera plus d'un million de signataires et en parallèle, une vidéo de Jacline Mouraud postée sur Youtube comptabilise plus de six millions de vues en novembre. Les réseaux sociaux y jouent un rôle marquant à la fois comme lieu de **rencontre et d'échanges, d'expression, et d'organisation** des manifestations et blocages. Des centaines de groupes facebook sont créés. Le site « compteur officiel de gilets jaunes » en décembre 2018, au plus fort du mouvement comptabilise 2.7 millions de membres, et 1, 7 millions de membres en octobre 2019, un an après le lancement du mouvement. Les **vidéos** postées en ligne jouent un rôle récurrent qu'il s'agisse de vidéos postées par des figures médiatiques du mouvement via des « facebook lives » : rendez-vous récurrents d'expression en direct, ou de vidéos des actions.

Le mouvement sort rapidement de l'univers digital et donne lieu à différents types d'actions nouvelles et en particulier des **blocages de ronds-points** partout sur le territoire, plus rarement de péages, raffineries et dépôts pétroliers. Ces « carrefours giratoires » selon la terminologie exacte qui, jusque-là, n'étaient dédiés qu'à la circulation automobile, deviennent des nouveaux lieux de vie éphémères donnant lieu à échanges, rencontres, débats et discussions, occupation avec parfois la construction de mini-abris, blocage de la circulation. Souvent considérés comme **l'archétype des dépenses publiques inutiles** à la française : le rond-point coûte entre 200 000 euros et un million, et la France en compte beaucoup plus que d'autres pays. Ces ronds-points sont situés dans **des lieux rarement sous le feu des projecteurs médiatiques** : sortie d'autoroutes, entrée des petites villes, devant un fastfood, un hypermarché, ou à l'orée d'un lotissement pavillonnaire. Fait nouveau ; on constate³ une forte corrélation entre mobilisation online (sur Facebook) et off-line (blocages des ronds-points). Les contacts en ligne servent à organiser les protestations. Au-delà des occupations de ronds-points, des manifestations sont organisées. Elles ne se distinguent pas d'autres manifestations plus classiques par leurs ampleur (au plus fort de la mobilisation, le 17 novembre, 282 000 personnes se sont rassemblées dans toute la France selon le Ministère de l'Intérieur, en comparaison, la manifestation du 22 mars 2016 en opposition à la « loi travail » avait mobilisé 390 000 personnes) mais plutôt par leur caractère **récurrent** : tous les samedis de manière continue jusqu'en juin puis de façon plus épisodique. Fin octobre 2019, 50 « actes », tels que les dénomment les membres du mouvement, ont ainsi été organisés. Ceux-ci ont lieu dans le cœur de grandes villes, avec des appels à **se rassembler dans des villes différentes suivant les dates, et souvent des**

« Enfin les ronds-points servent à quelque chose » slogan collecté 17 nov au 26 dec 2018 sur les murs, pancartes, banderoles – source : « Le fonds de l'air est jaune »

³ BOYER, Pierre C., DELEMOTTE, Thomas, GAUTHIER, Germain, et al. (2019), Les déterminants de la mobilisation des " Gilets jaunes" 2019, Working Papers, CREST

mots d'ordre thématiques. Le refus d'une organisation centralisée du mouvement entraîne, contrairement à d'autres manifestations **l'absence de déclaration de parcours** dans les préfectures, et des lieux de rassemblement **multiples** au cœur de ces villes. Comme le résume Samuel Hayat « **les règles de la manifestation**, *fixées de longue date (on situe généralement leur formalisation en 1909⁴), sont ignorées : pas de cortège, pas de responsables légaux, pas de parcours négocié, pas de service d'ordre, pas de tracts, de banderoles, d'autocollants mais des myriades de slogans personnels inscrits au dos d'un gilet jaune* »⁵.

Ces manifestations ont lieu, de plus, dans des lieux rarement choisis pour cela. On citera l'exemple emblématique des Champs Élysées à Paris, vitrine française à l'étranger, et lieu de commerces de luxe, qui est le théâtre de plusieurs rassemblements, et débordements, dont des dégradations de l'Arc de triomphe le 1^{er} décembre 2018 avec des images diffusées dans de nombreux pays. Le nombre de manifestants est très variable et s'amenuise avec le temps. 288 000 personnes sont comptabilisées le 17 novembre 2018. 126 000 manifestants le 8 décembre 2018, 66 000 le 15 décembre, 38 600 le 22 décembre 2018, et moins d'un millier pour les dates du printemps, selon le Ministère de l'intérieur. Ces manifestations s'accompagnent de **vandalismes** de commerces (vols, incendies, casse), immeubles, matériel urbain, voitures, etc. Certaines sont ponctuées d'actions visant l'Élysée ou des ministères. Elles donnent lieu à un **déploiement lui aussi sans précédent des forces de l'ordre**. Des affrontements **violents** entre manifestants et forces de sécurité entraînent de nombreux blessés graves de part et d'autre qui font couler beaucoup d'encre tout aussi bien sur la légitimité de l'action des forces de l'ordre et l'usage notamment des « tirs de lanceurs de balles de défense (LBD) » conduisant à des blessures graves, que sur la violence des « casseurs » ou « black blocs » (individus masqués revendiquant la violence comme mode d'action légitime) du mouvement et les dégâts causés tant en termes humains que financiers et économiques ou d'image de la France. Autre caractère singulier : un nombre jamais connu **d'interpellations, de gardes à vues** de manifestants. Le 23 mars, après vingt semaines de mobilisation, la ministre de la justice fait état de 2 000 personnes condamnées depuis le 17 novembre, date du premier rassemblement, avec environ 40 % d'entre elles ayant reçu des peines d'emprisonnement ferme, et près de 1 800 personnes interpellées en attente de jugement.

⁴ Samuel Hayat, « La République, la rue et l'urne », *Pouvoirs*, vol116, 2006, p.31-44.

⁵ Samuel Hayat, L'économie morale et le pouvoir, in *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Textes réunis et présentés par Joseph Confavreux, Seuil, 2019

Nombre de manifestants Gilets jaunes en France et à Paris entre novembre et fin décembre 2018 selon le Ministère de l'intérieur



Source : CRÉDOC selon les données Ministère de l'intérieur, image les Orpimentes

Autre particularité, le mouvement se revendique comme **apolitique et avec un refus de toute représentation**. Le caractère **horizontal** de l'organisation n'est pas complètement inédit, puisque d'autres mouvements sociaux récents le précèdent : Occupied Wall street aux Etats Unis ou Indignados en Espagne, ou Nuit debout en France. Mais il n'a jamais connu des proportions aussi importantes en France.

Dernière singularité, et non des moindres, les manifestants sont revêtus de « **gilets jaunes de sécurité** ». Ce gilet est à la fois un symbole emblématique de l'univers **automobiliste**, et des contraintes imposées par **l'Etat** puisque leur possession est obligatoire depuis 2008, deux dimensions importantes dans le mouvement, nous y reviendrons. Il offre également, dans un univers médiatique où l'image compte, une **unité visuelle, télégenique**, et par la même une visibilité inédite à celui-ci. Il est également le support d'une expression **personnalisée** avec l'écriture d'une multitude de slogans des manifestants tout en permettant un signe de ralliement commun.

L'analyse du mouvement, de sa composition territoriale, sociale, de ses revendications, a mobilisé de nombreux chercheurs et analystes, issus de différentes disciplines (géographes, historiens, socio-

logues, urbanistes, philosophes, politistes, etc), et utilisant différents corpus pour décrire et comprendre ce mouvement : analyse géographique des lieux des ronds-points, du nombre de manifestants rapporté à la population du territoire, interrogation de manifestants, analyse des verbatim sur les pages facebook se revendiquant du mouvement, interrogations sur les soutiens et opposants au mouvement via des enquêtes statistiques en population générale, analyses et comparaisons historiques avec d'autres mouvements sociaux, etc. Certains analystes ont décrit un mouvement fourre-tout sans colonne vertébrale ni logique, assemblage de colères très diverses et avec des revendications contradictoires.

Le présent document cherche à donner à comprendre ce mouvement en s'appuyant sur différentes publications et en les complétant par des analyses produites par le CREDOC s'appuyant sur deux dispositifs méthodologiques différents et complémentaires :

- **L'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC**, dispositif d'enquête auprès d'un échantillon représentatif de la population française mené deux fois par an depuis 1978. Dans cette enquête a été introduit une question permettant d'identifier le positionnement des personnes par rapport au mouvement – voir encadré
- Une analyse lexicale mobilisant les outils de la data science pour analyser des corpus de gros volumes réalisée à partir des contributions spontanées sur la **plateforme « LeVraidébat »**, lancé par un collectif de gilets jaunes

Le CREDOC a inséré une question spécifique dans **l'enquête Conditions de vie, menée en janvier 2019**, permettant de graduer le soutien au mouvement. Il a été demandé aux enquêtés s'ils étaient eux-mêmes « gilet jaune », s'ils soutenaient le mouvement, s'ils ressentaient de la sympathie pour lui, s'ils ne savaient pas quoi penser ou si, au contraire, ils y étaient opposés ou même hostiles. Le graphique ci-dessous synthétise la répartition de la population. 6% déclarent être eux-mêmes « gilets jaunes ».

56% des Français expriment une affinité avec le mouvement des gilets jaunes

« Depuis octobre 2018 est apparu le mouvement des « gilets jaunes », appelant au départ des automobilistes à bloquer les routes pour protester contre la hausse des prix des carburants et demander une baisse des taxes. Quelle est votre attitude à l'égard de ce mouvement ? » - Champ : population française



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

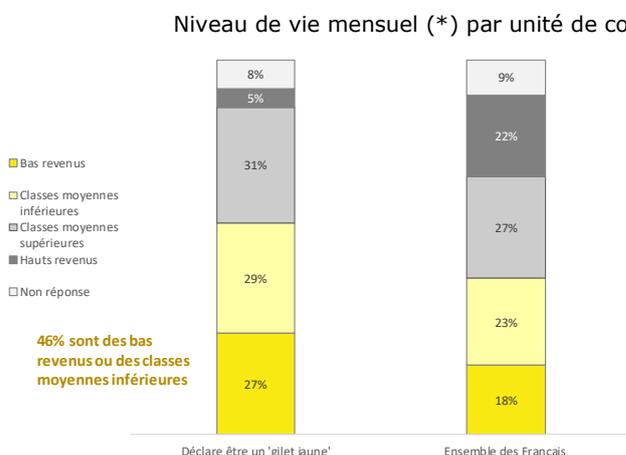
II. LES GILETS JAUNES – UNE ASPIRATION A VIVRE MIEUX

1. Les petits moyens⁶

Vivre dignement de son travail, se distinguer des pauvres

Les gilets jaunes sont, davantage que dans le reste de la population, composés de **catégories modestes** (27% contre 18% en moyenne) **et de classes moyennes inférieures** (29% contre 23%). Toutes les enquêtes menées convergent en ce sens, quelles que soient les méthodes et populations étudiées (sur les ronds-points, sur les réseaux sociaux, via une interrogation en ligne)⁷. L'enquête du CREDOC n'y déroge pas.

Les gilets jaunes – des foyers modestes



(*) Le niveau de vie correspond à l'ensemble des revenus perçus par le ménage (salaires, pensions et retraites, allocations chômage, prestations sociales, loyers perçus et revenus du capital, etc.), nets des cotisations sociales, mais avant paiement des impôts, rapporté à un nombre d'unités de consommation calculé comme la racine carrée du nombre de personnes dans le ménage. Il s'agit d'un niveau de vie déclaratif. Les bas revenus ont un niveau de vie inférieur à 70% du niveau de vie médian soit inférieur à 1200 euros pour une personne seule, les classes moyennes inférieures ont un niveau de vie compris entre 1200 et 1700 euros pour une personne seule, les classes moyennes supérieures ont un niveau de vie entre 1700 et 2600 euros pour une personne seule, et les hauts revenus ont un niveau de vie supérieur à 2600 euros pour une personne seule)

Source : CREDOC, Enquête « Conditions de Vie et Aspirations », début 2019

⁶ Expression tirée de l'ouvrage de Marie CARTIER, Isabelle COUTANT, Olivier MASCLLET, Yasmine SIBLOT, La France des « petits-moyens », Enquête sur la banlieue pavillonnaire, La Découverte, 2008

⁷ L'enquête menée par un collectif de chercheurs (mobilisant des chercheurs du Centre Emile-Durkheim (Bordeaux), du CNRS, de l'INRA et des étudiants) via 166 questionnaires distribués sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations ayant eu lieu les 24 et 1er décembre, établit qu'il s'agit de personnes « qui travaillent (ou, étant retraités, ont travaillé), âgées de 45 ans en moyenne, appartenant aux classes populaires ou à la « petite » classe moyenne. » et moins diplômés « Quelque 20 % des personnes interrogées sont diplômées du supérieur (contre 27 % de la population générale, données Insee 2014) »

L'enquête menée par la Fondation Jean Jaurès indique « Si seuls 11% des cadres supérieurs et des professions intellectuelles se sentent « gilets jaunes », cette identification étant également inférieure à la moyenne parmi les professions intermédiaires (13%), ce mouvement a en revanche résonné bien davantage parmi les catégories populaires : 26% des ouvriers et des employés mais également la même proportion d'indépendants (commerçants, artisans, petits chefs d'entreprise et agriculteurs) se sont identifiés aux « gilets jaunes ». Question posée : « Vous-même, diriez-vous que vous êtes un "gilet jaune" ? » (Note)

28% des titulaires d'un CAP/BEP se sentent ainsi « gilets jaunes », cette proportion s'établissant à 19% parmi les bacheliers et à 16% au sein des Bac+2 mais chute ensuite à 9% seulement parmi les détenteurs d'un diplôme supérieur à Bac+2 (Note 2)

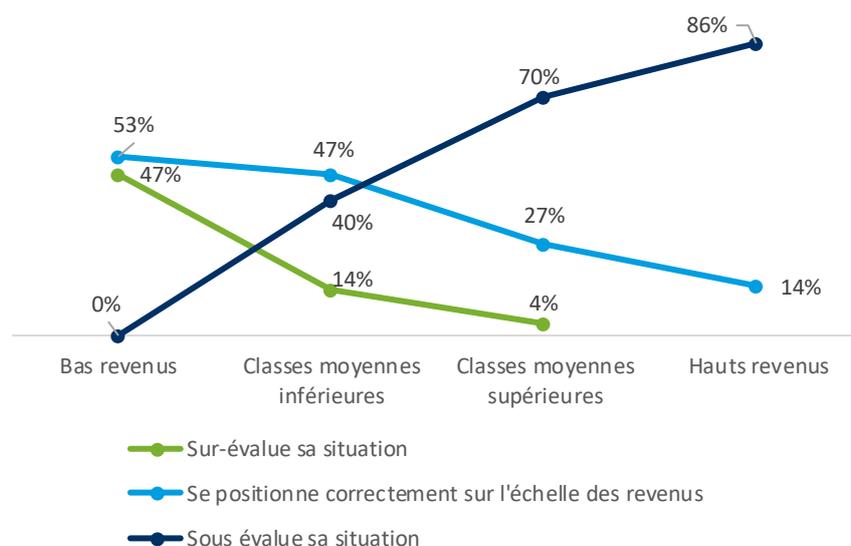
L'enquête menée par l'Institut Montaigne recense 26% d'ouvriers et 21% d'employés, 57% en emploi

L'enquête menée par le Cepremap recense « 47% des ouvriers et près de 35% des employés soutiennent « tout à fait » les Gilets jaunes, contre 27% des retraités. Près de 70% de ceux qui les soutiennent fortement vivent dans un ménage dont le revenu disponible net est inférieur à 2 480 euros – soit le revenu médian en France »

L'enquête Conditions de vie et aspirations permet d'aller plus loin dans l'analyse, puisqu'elle demande aux interviewés de s'auto-positionner sur l'échelle de revenus, en proposant différentes catégories : les privilégiés, les gens aisés, la classe moyenne supérieure, la classe moyenne inférieure, la classe populaire, les défavorisés⁸. La **comparaison de l'auto-positionnement avec la réalité de la situation financière** est riche d'enseignements. Une grande partie de la population 45% sous-estime sa situation, 38% ont une vision correcte, et seulement 18% a une vision plus positive de sa situation que la réalité. Autrement dit, en règle générale, on a plutôt tendance à voir sa situation sous un jour moins favorable qu'elle n'est en réalité.

Mais cette tendance ne se vérifie pas d'un bout à l'autre de l'échelle sociale. En particulier les personnes avec réellement de **bas revenus, ont beaucoup plus tendance que les autres à se sur-classer**. C'est un mécanisme bien connu en sciences sociales, on a souvent tendance à se comparer avec des personnes de son entourage qui, elles-mêmes, ont des conditions de vie assez proches de la sienne. A cela s'ajoute un phénomène de désirabilité sociale, qui conduit en bas de l'échelle des revenus, à souhaiter **se distinguer des plus pauvres**, et donc à se voir plus riche que l'on est. Symétriquement, on observe chez les plus aisés, le désir de ne pas non plus se distinguer de la moyenne, et donc de massivement sous-évaluer leur situation.

Comparaison entre l'auto-positionnement déclaré par les personnes, et leur niveau de vie réel



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Lecture : 53% des personnes avec un niveau de vie faible « bas revenus » sur-évalue sa situation financière

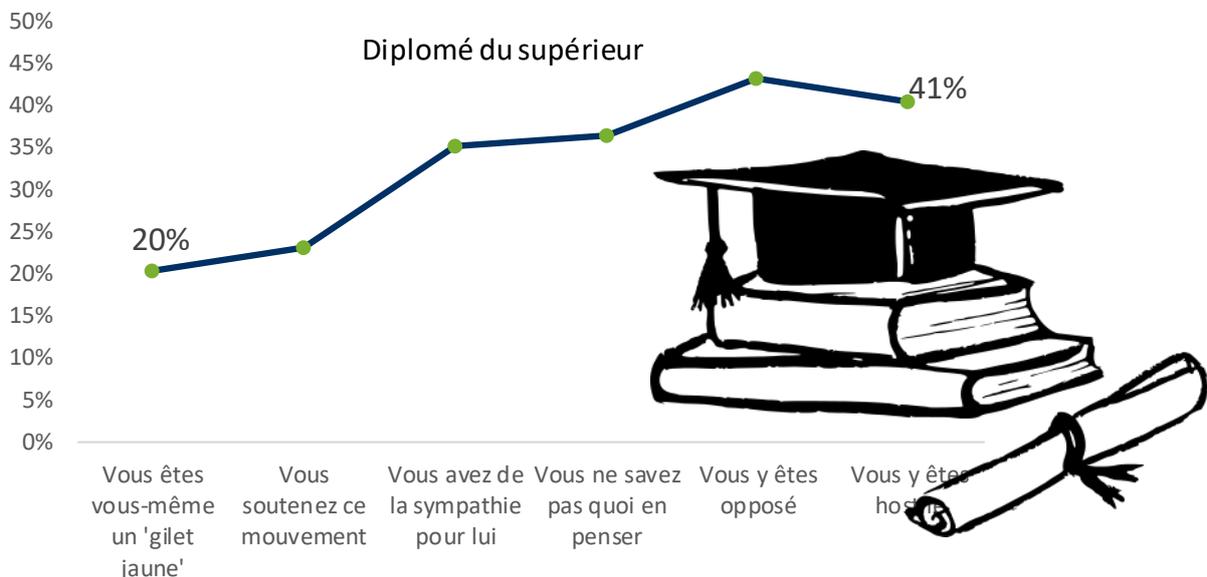
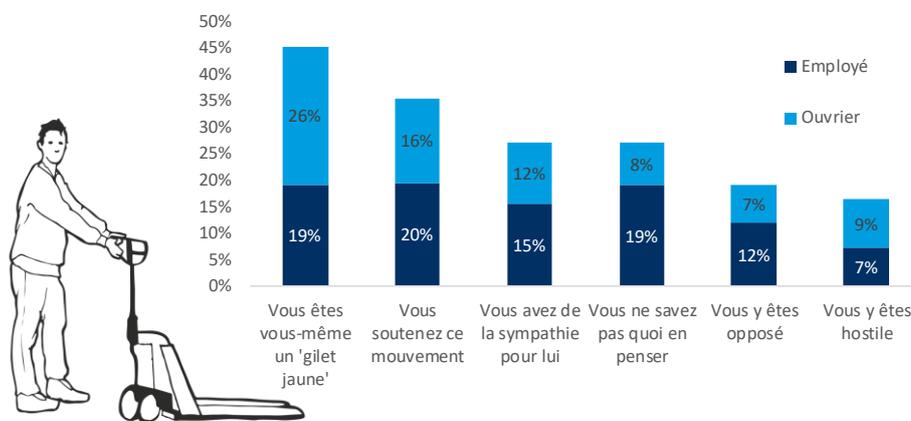
Les gilets jaunes en cela **se rapprochent plutôt des bas revenus : 24% se voient plus riches qu'ils ne sont** (contre 18% en moyenne), 36% ont une vision de leur situation financière conforme à leur niveau de revenus (contre 38% en moyenne). Toutefois on notera qu'ils semblent porter un regard plus négatif que les personnes de condition modeste : 40% **se voient plus négativement** que leur situation.

⁸ Pour ce faire les catégories « défavorisés et classe populaire » ont été regroupés et considérés comme des bas revenus, les « gens aisés et les privilégiés » regroupés et considérés comme des hauts revenus.

Les faibles marges de manœuvre financières sont d'autant plus mal vécues par les Gilets jaunes que beaucoup **travaillent**. L'affinité au mouvement est d'autant plus importante que la personne est active, en poste : 65% des personnes déclarant être Gilets jaunes sont des **actifs occupés**, contre 53% en moyenne dans la population. Au sein des actifs, **les ouvriers, employés, non-diplômés**, déclarent plus souvent qu'en moyenne s'être engagés personnellement dans le mouvement ou le soutenir activement. La corrélation entre le niveau de vie, la profession, le diplôme et la propension d'adhérer ou de soutenir le mouvement est marquée.

Les personnes qui se sentent Gilets jaunes occupent plutôt des **emplois à faible qualification** : 49% des personnes sont employés ou ouvriers alors que les deux catégories socio-professionnelles représentent 30% de la population. Le niveau de diplôme des gilets jaunes est inférieur à la moyenne (62% de non diplômés et BEP/CAP contre 51% dans l'ensemble de l'échantillon).

Un gilet jaune sur deux est ouvrier ou employé, seuls 20% diplômés du supérieur



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

5.5% sont **commerçants, chefs d'entreprise**, contre 3.7% en moyenne. 19% des gilets jaunes qui travaillent sont en CDD (contre 14% en moyenne), plutôt dans des entreprises privées (76% contre 67% en moyenne). Les figures du « comité officiel » créée le lundi 26 novembre souhaitant rencontrer le président de la République, le Premier ministre et son gouvernement sont parlantes.

- Priscillia Ludovski, auto-entrepreneuse spécialisée dans les cosmétiques bio et l'aromathérapie ; ou celle de Jacq
- Thomas Mirallès, 25 ans, chef d'entreprise de courtage en prêts immobiliers basée à Perpignan
- Jason Herbert, 25 ans, chargé de communication à la médiathèque d'Angoulême
- Eric Drouet, 33 ans, chauffeur routier à Melun
- Marine Charrette-Labadie, 22 ans, serveuse en Corrèze
- Julien Terrier, 31 ans, autoentrepreneur à Corenc, en Isère
- Mathieu Blavier, 22 ans, étudiant et fabricant de jus de pomme
- Maxime Nicolle, 31 ans, intérimaire dans les Côtes-d'Armor

Ces indicateurs renvoient à la question de la position sur un marché de l'emploi en pleine voie de **polarisation**, ce que Goos et Manning⁹, appellent la différence entre les « **lovely jobs** » et les « **lousy jobs** » en liaison avec la classe sociale et l'âge. Cette polarisation entraîne de fortes inquiétudes¹⁰ entre d'un côté des emplois à forte valeur ajoutée pour les plus diplômés et de l'autre le développement **d'emplois de mauvaise qualité** dans le secteur des services comme la vente au détail, la logistique, la restauration, la construction, les livraisons ou les soins (santé, *care* mais aussi éducation). De nombreux profils de carrière sont de plus en plus « **atypiques** » à la fois dans leurs formes (temps partiel, contrats de très courte durée, pluri-activité, etc.) et dans leurs **statuts d'activité** (franchise, sous-traitance, portage salarial, intermittence, indépendance) et **mal couverts par la protection sociale**¹¹ favorisant l'expansion des « zones grises » entre les deux statuts traditionnels de salarié et d'indépendant¹².

Rappelons que selon la DARES¹³, de 2001 à 2017, le nombre d'entrées en CDD augmente fortement, il a été multiplié par 2,5. 87% des embauches en 2017 se font en CDD. Dans le même temps **la durée moyenne** des CDD est divisée par deux, passant de 112 jours en 2001 à 46 jours en 2017. Au sein de ces CDD, **83% durent moins d'un mois et 30% de ces CDD ne durent qu'une seule journée**. Le phénomène est particulièrement marqué dans certains secteurs d'activité, comme l'hébergement médico-social, l'audiovisuel ou la restauration.

⁹ Goos M. et Manning A. (2007), « Lousy and Lovely Jobs: The Rising Polarization of Work in Britain », *Review of Economics and Statistics*, vol. 89, no 1, p. 113-133,

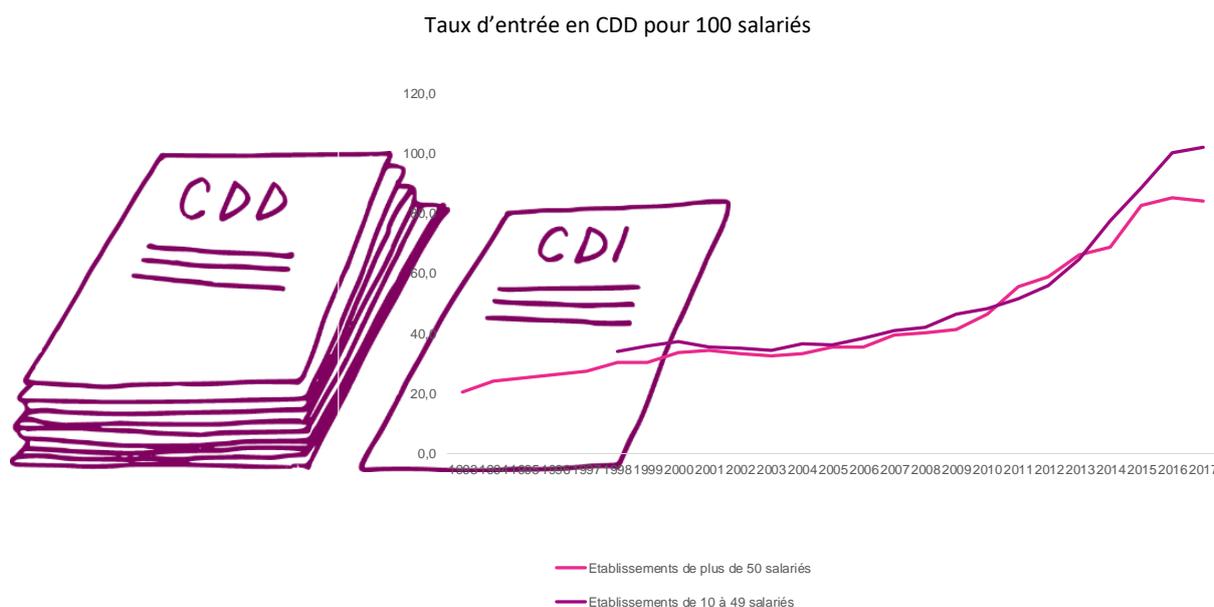
¹⁰ Autor David H. et Dorn D., (2013), « The Growth of Low-Skill Service Jobs and the Polarization of the US Labor Market », *American Economic Review* 2013, 103(5): 1553-1597 <http://dx.doi.org/10.1257/aer.103.5.1553>.

¹¹ Gazier B., Palier B., Périer H., (2014), *Refonder le système de protection sociale*, Presses de Sciences Po, chapitre 1.

¹² Chauchard J-P. (2017), « L'apparition de nouvelles formes d'emploi : l'exemple de l'ubérisation », in *Travail et protection sociale : de nouvelles articulations ?*, coll : Grands colloques, LGDJ.

¹³ CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ?, Dares analyses n°26, juin 2018

La part des entrées en CDD a été multipliée par 2.5 depuis le début des années 2000



Champ : France métropolitaine, secteur privé (hors agriculture, hors intérim), champ MMO (mouvements de main-d'œuvre). Source : Dares, MMO, données rétropolées avant 2016.

Lecture : en 2017 le taux d'entrées en CDD est de 84% dans les établissements de plus de 50 salariés

Comme l'explique Isabelle Coutant¹⁴ en s'appuyant sur une étude¹⁵ menée dans la France pavillonnaire, ce que dit le mouvement des gilets jaunes c'est une **aspiration à pouvoir vivre de son travail dignement**.

« C'est aussi une indignation morale, au-delà des revendications matérielles, face à des inégalités qui deviennent insupportables. Et une demande de considération bien plus globale. (...) « ils aspiraient essentiellement à « vivre comme tout le monde » et se sentaient fragilisés par les évolutions économiques et sociales. Ce sentiment se traduisait à l'époque par un souci de distinction vis-à-vis des habitants des cités d'habitat social (« ceux du bas »). [Coutant, 2018]

Certains travaux [Genestier, 2019] expliquent que les gilets jaunes se placent, par opposition, entre les deux bouts de l'échelle sociale. D'une certaine manière, ils formeraient justement le peuple parce qu'ils ne **vivent pas « au crochet de l'Etat »**, ne dépendent pas des aides sociales et ne fréquentent pas les équipements publics des métropoles **Cette vision reste à nuancer largement**. L'enquête Conditions de vie et aspirations montre que **36% des gilets jaunes perçoivent des prestations de la CAF**, contre 16% pour ceux hostiles au mouvement et 24% en moyenne. 18% sont bénéficiaires de la CMU-C, contre 5% en moyenne et 3% des personnes hostiles. **25% sont d'ailleurs éligibles à la CMU** (contre 12% en moyenne et 11% des personnes hostiles). **Une partie des gilets jaunes dépend donc déjà des aides de l'Etat pour vivre**. Davantage qu'un rejet **des plus pauvres qu'eux**, ces différents éléments

¹⁴ *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Textes réunis et présentés par Joseph Confavreux, Seuil, 2019

¹⁵ Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclat et Yamnie Siblot, « La France des petits-moyens. Enquête sur la banlieue pavillonnaire », Paris, la découverte, 2008-

rassemblés semblent montrer que le mouvement témoigne davantage d'une **colère face à un travail qui ne permet pas de vivre correctement, et d'atteindre un niveau de vie jugé normal.**

Le politologue Samuel Hayat¹⁶ relie ces opinions avec le concept en sciences sociales **d'économie morale**¹⁷ qui « a été développé par l'historien E. P. Thompson pour désigner un phénomène fondamental dans les mobilisations populaires au XVIIIe siècle : celles-ci faisaient appel à **des conceptions largement partagées sur ce que devait être un bon fonctionnement, au sens moral, de l'économie**¹⁸. Tout se passait comme s'il allait de soi que **certaines règles devaient être respectées** : le prix des marchandises ne devait pas être excessif par rapport à leur coût de production, des normes de réciprocité plutôt que le jeu du marché devaient régler les échanges, etc. Et lorsque ces normes non écrites se trouvaient bafouées ou menacées par l'extension des règles du marché, le peuple se sentait tout à fait dans son droit en se révoltant, souvent à l'initiative de femmes, d'ailleurs. Leur mobile était bien économique, mais pas au sens habituel : ils n'étaient pas mus par des intérêts matériels au sens strict, mais par des **revendications morales sur le fonctionnement de l'économie**. On trouve des révoltes similaires en France à la même époque, et même plus tard : les mineurs de la Compagnie d'Anzin, par exemple, la plus grande entreprise française durant une bonne partie du XIXe siècle, se mettaient régulièrement en grève pour rappeler aux patrons les normes qui devaient selon eux organiser le travail et sa rémunération, souvent en référence à un ancien ordre des choses, bref à la coutume¹⁹. La résonance avec le mouvement des gilets jaunes est frappante. Leur liste de revendications sociales est **la formulation de principes économiques essentiellement moraux** : il est impératif que les plus fragiles (SDF, handicapés...) soient protégés, que les travailleurs soient correctement rémunérés, que la solidarité fonctionne, que les services publics soient assurés, que les fraudeurs fiscaux soient punis, et que chacun contribue selon ses moyens, ce que résume parfaitement cette formule « **Que les GROS payent GROS et que les petits payent petit** ». »

Une logique qui selon le chercheur s'oppose à la philosophie utilitariste de l'économie actuellement valorisée qui mise sur des mesures capables d'attirer des capitaux, des innovations qui pourront ensuite dynamiser l'économie toute entière et profiter par effet de ricochet aux catégories modestes. « Dès lors, la cohérence du mouvement se comprend mieux, tout comme le fait qu'il ait pu se passer d'organisations centralisées : comme a pu le montrer James Scott, le recours à l'économie morale fait naître une **capacité d'agir collective**, une agency, y compris chez des acteurs sociaux dépossédés des capitaux habituellement nécessaires à la mobilisation²⁰. En effet, l'économie morale n'est pas seulement un ensemble de normes partagées passivement par les classes populaires. Elle est aussi le résultat d'un **pacte implicite** avec les dominants et s'insère donc toujours dans des **rapports de pouvoir**. Déjà, dans les classes populaires du XVIIIe siècle étudiées par E. P. Thompson, cette économie morale avait des traits profondément paternalistes : on attendait des détenteurs du pouvoir qu'ils la garantissent, en échange de quoi l'ordre social dont ils profitaient était globalement accepté. Mais que les dominants rompent ce pacte, et alors les masses pouvaient, par l'émeute, les rappeler à l'ordre. »

¹⁶ Samuel Hayat, Les Gilets Jaunes, l'économie morale et le pouvoir, 5 décembre 2018, <https://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

¹⁷ Il indique que ce lien a déjà été mentionné par plusieurs commentateurs du mouvement, notamment l'étudiant Léo Labarre (<https://lvsl.fr/le-17-novembre-au-dela-des-gilets-jaunes>) et l'historien Xavier Vigna (<http://www.leparisien.fr/economie/gilets-jaunes-ils-inventent-leurs-propres-codes-estime-un-historien-26-11-2018-7954086.php>) Sur les révoltes fiscales et l'économie morale, voir les travaux de Rachel Renault, notamment son livre La permanence de l'extraordinaire

¹⁸ Edward Palmer Thompson, « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n°50, 1971, p. 76-136

¹⁹ Samuel Hayat, « Une politique en mode mineur. Ordre patronal et ordre communautaire dans les mines du Nord au XIXe siècle », *Politix*, n°120, 2017

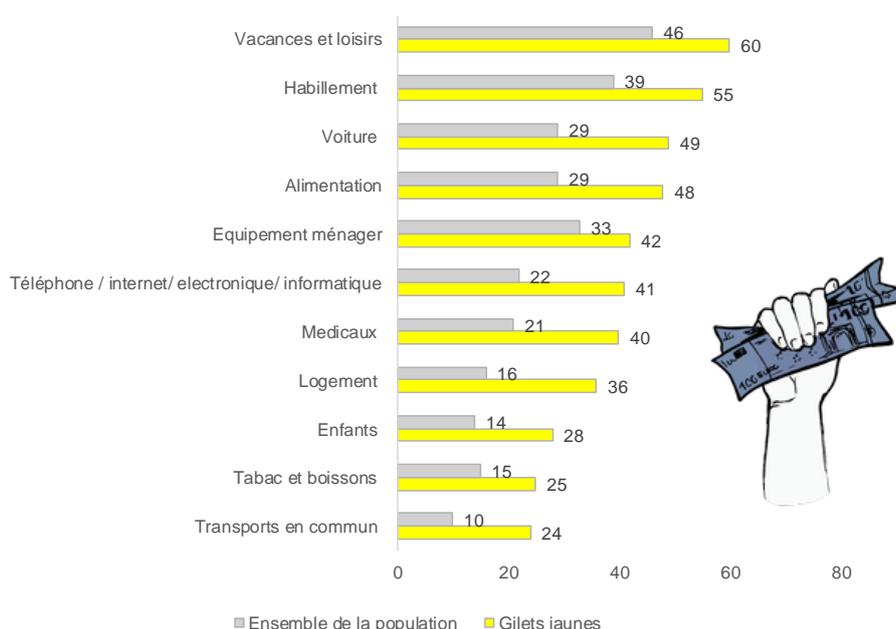
²⁰ James C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant Rebellion & Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977

Des normes sociales inatteignables

En effet, les Gilets jaunes expriment un profond sentiment de **frustration financière**. **76% des Gilets jaunes s'en sortent difficilement et doivent s'imposer régulièrement des restrictions sur leur budget**, contre 55% en moyenne et 35% chez ceux qui ne cachent pas leur hostilité au mouvement. Les Gilets jaunes ont le sentiment de **devoir se serrer la ceinture davantage** que la moyenne de la population, quels que soient les postes considérés. Le différentiel est toutefois plus marqué en ce qui concerne **le logement, les soins médicaux, les dépenses de télécommunication et d'internet, l'alimentation et la voiture**.

Le sentiment de devoir se serrer la ceinture sur tout, et en particulier sur les loisirs, l'habillement, la voiture, l'alimentation

« Est-ce que vous (ou votre foyer) êtes obligé de vous imposer régulièrement des restrictions sur certains postes de votre budget ? »



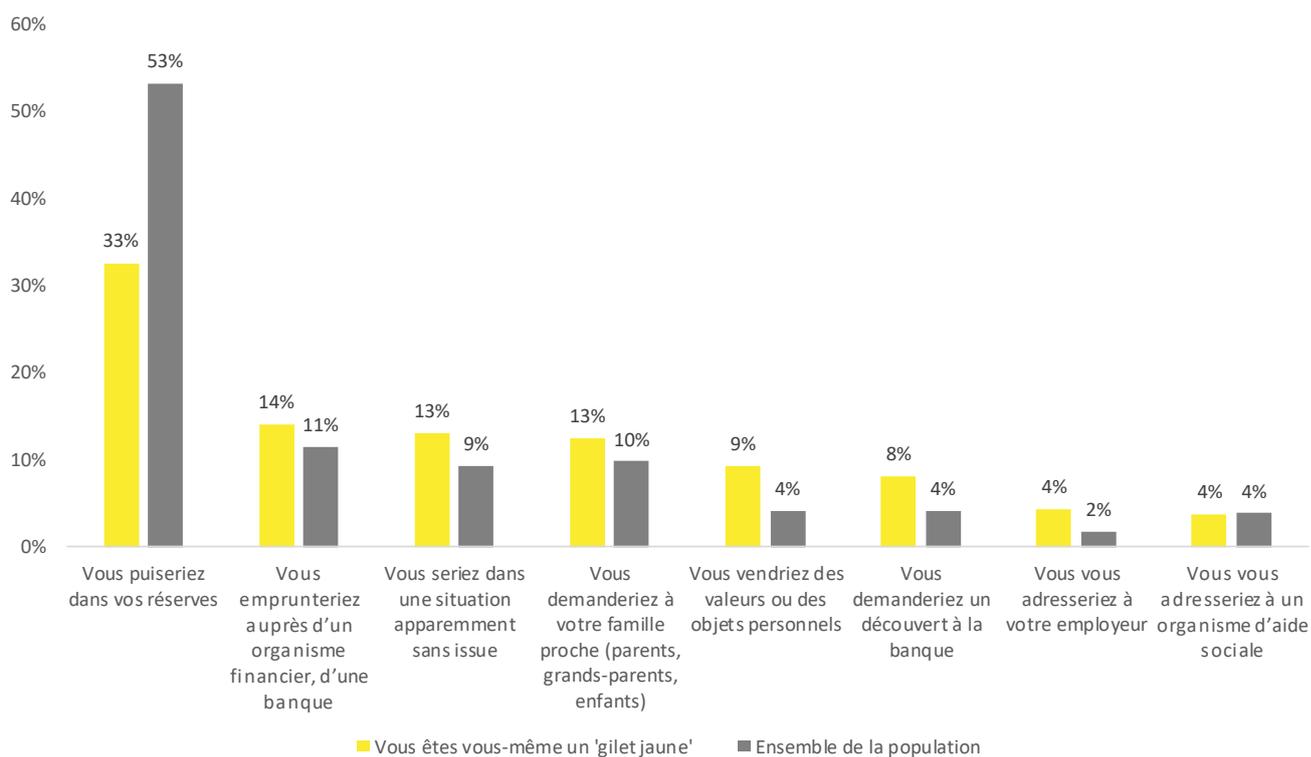
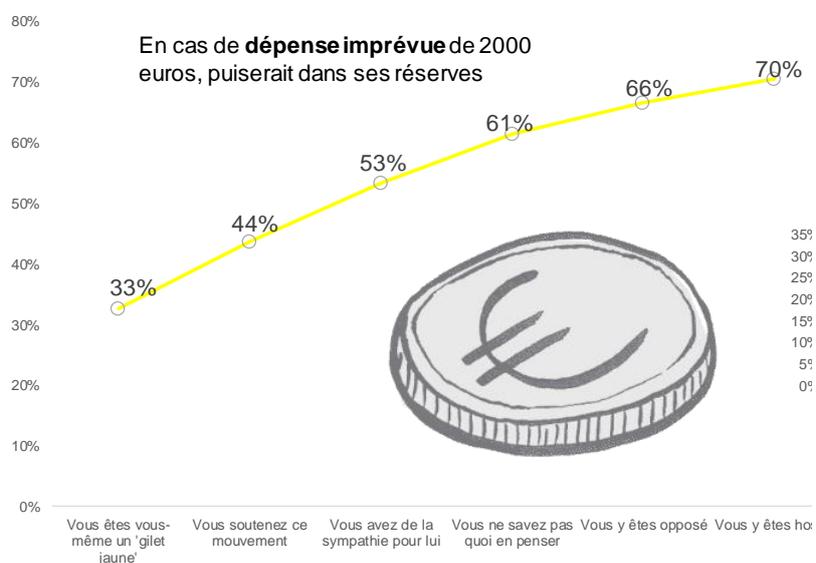
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Autant de foyers qui décrivent une gestion financière à **l'équilibre incertain**. La fragilité de la situation financière racontée par beaucoup **menace quotidiennement l'appartenance à la classe moyenne** [Gomant, 2019]. L'expérience d'un hypothétique coup dur est particulièrement révélateur à ce sujet. **Seulement 33% des Gilets jaunes sont en mesure de faire face à une dépense imprévue de 2000 euros en puisant dans leurs réserves**, contre 53% en moyenne. En revanche, 67% des opposants et 70% des personnes expressément hostiles au mouvement ont la capacité d'absorber une telle dépense.

« T'es aussi gilet jaune quand le paiement en 4x ou 10x devient ta seule issue pour goûter au confort ».
Sur le groupe La France en colère, 12 décembre 2018, 21h21

13% des gilets jaunes indiquent qu'ils seraient dans une situation apparemment sans issue (+4 points par rapport à la moyenne des Français), 13% auraient recours à un emprunt auprès d'une banque (+4 pts), et 8% demanderaient un découvert à leur banque (+4 pts), 9% vendraient des objets personnels (+5 pts). Très peu solliciteraient une aide d'un organisme social.

Seuls 20% des Gilets jaunes ont des réserves financières
Si vous deviez faire face à une dépense imprévue de l'ordre de 2 000 €, que feriez-vous essentiellement ? % Vous puiseriez dans vos réserves

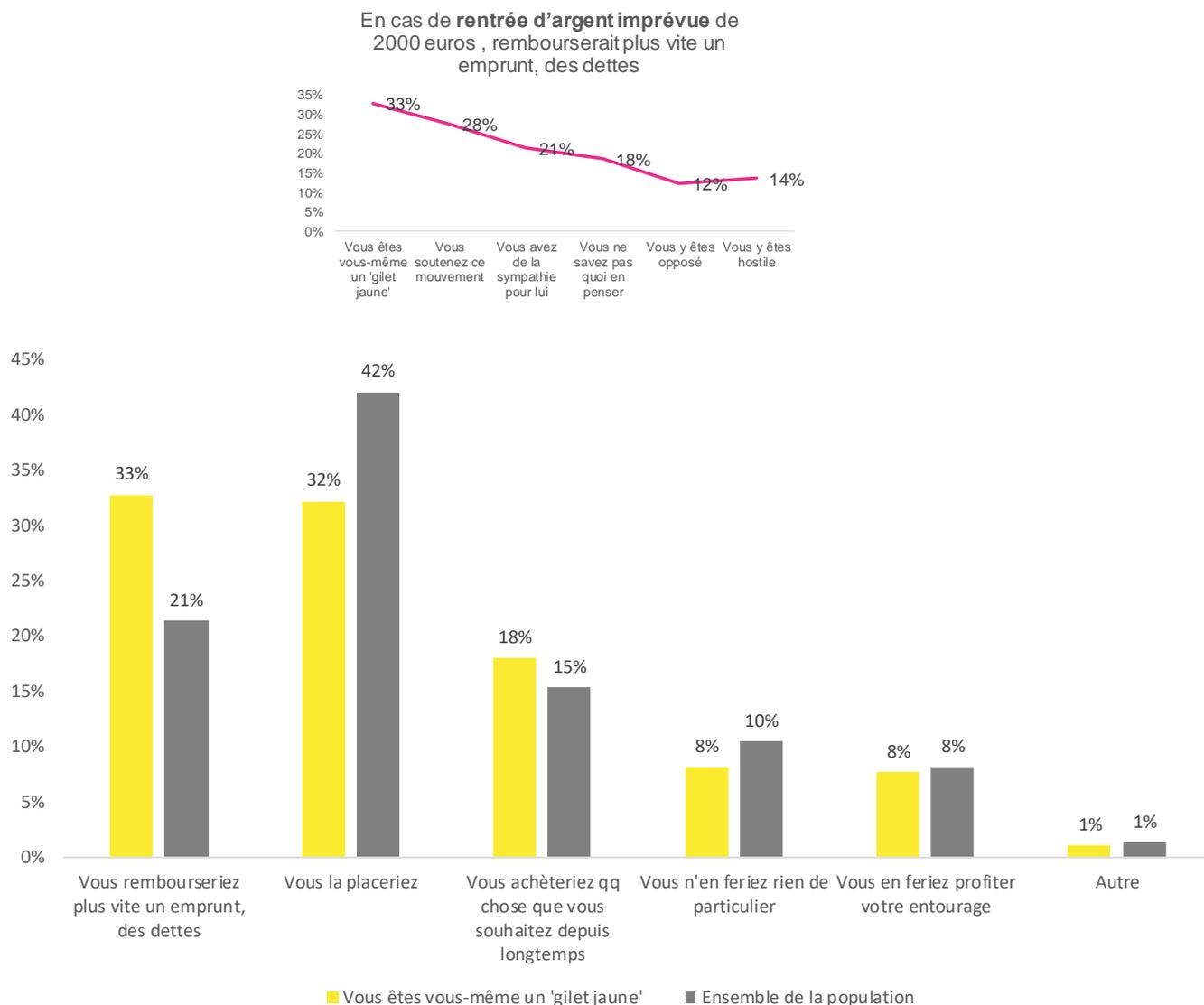


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Autre marqueur de cet équilibre précaire, en cas d'entrée d'argent imprévue, **un tiers** des gilets jaunes mobiliserait cette entrée pour **rembourser une dette (contre 21% en moyenne)**, 32% la placeraient, et **18% s'achèteraient quelque chose qu'ils désirent depuis longtemps.**

33% des Gilets jaunes ont des dettes à rembourser

Et si vous aviez une rentrée d'argent imprévue de l'ordre de 2 000 €, que feriez-vous essentiellement ? % vous rembourseriez plus vite un emprunt, des dettes



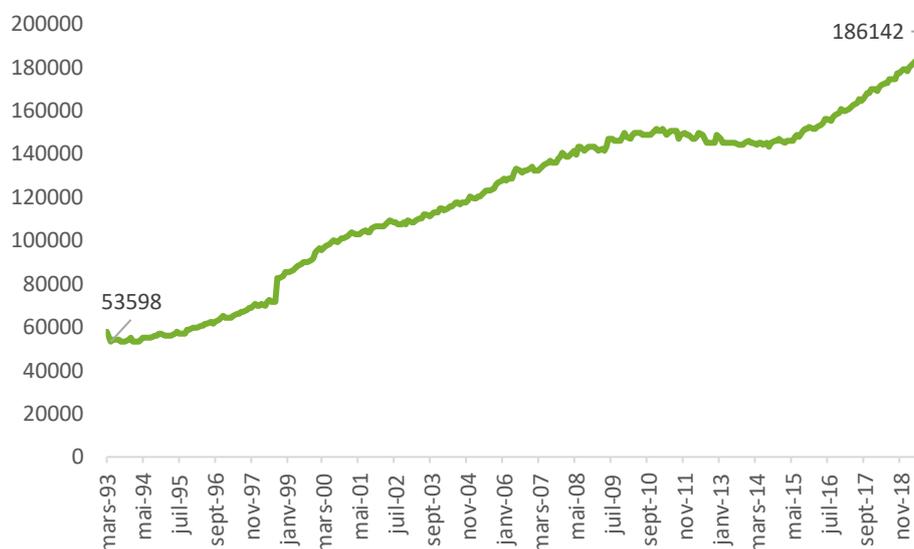
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Comme l'explique l'anthropologue Dominique Desjeux, la **panne** de différents équipements nécessaires à la vie quotidienne (machine à laver, réfrigérateur, chaudière et voiture) menace la plupart des budgets familiaux dont l'équilibre tient bien souvent à l'existence d'un ou plusieurs crédits. Les travaux menés en 2016 par le CREDOC pour l'ONPES sur les petits moyens montrent aussi un équilibre qui ne tient qu'à un fil²¹.

²¹ Elodie Alberola, Isa Aldeghi et Jörg Müller, Les modes de vie des ménages vivant avec moins que le budget de référence, Collection des rapports du CREDOC n° 331, <https://www.credoc.fr/publications/les-modes-de-vie-des-menages-vivant-avec-moins-que-le-budget-de-reference>

En cela les gilets jaunes donnent à voir une évolution plus largement présente dans la société française, rappelons que, selon la banque de France, les **encours de crédit à la consommation** ont été multiplié par 3.2 en l'espace de 25 ans.

Montant des encours de crédit à la consommation envers les particuliers en millions d'euros



Source : Banque de France

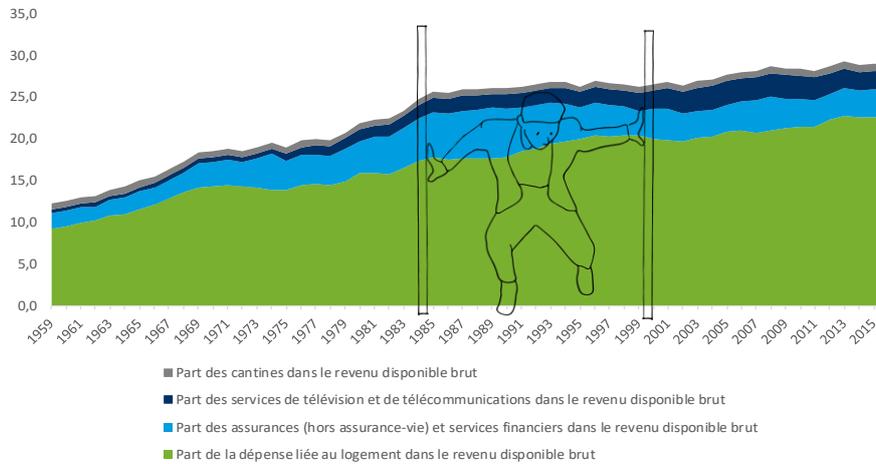
Une des clés de ce regard tient notamment à la **montée des dépenses contraintes** et en particulier des **dépenses de logement**, 56% des gilets jaunes déclarent en effet que les dépenses de logement constituent une lourde charge pour leur budget, contre 47% en moyenne de la population, et 40% des personnes hostiles au mouvement. Des travaux du CRÉDOC ont mis en lumière il y a une dizaine d'années déjà le sentiment de « **sur-place** » à l'œuvre au sein des classes moyennes, qui se sentent distancées par les hauts revenus et rattrapées par les bas revenus²². Un sentiment prenant racine dans la forte augmentation des dépenses contraintes sur une longue période, sur lesquelles les ménages ont peu de marge de manœuvre. **L'augmentation des coûts du logement et la difficulté d'accèsion à la propriété** expliquent une grande partie du malaise des classes moyennes²³.

²² Régis Bigot, Les classes moyennes sous pression, Consommation et modes de vie n°219, mars 2009, <http://www.cre-doc.fr/pdf/4p/219.pdf>

²³ Mélanie Babès, Régis Bigot et Sandra Hoibian, Propriétaires, locataires : une nouvelle ligne de fracture sociale, Consommation et mode de vie du CRÉDOC - n° 248, mars 2012

Loyer, factures, charges : les dépenses contraintes ont grimpé de 12 % à 29 % en soixante ans

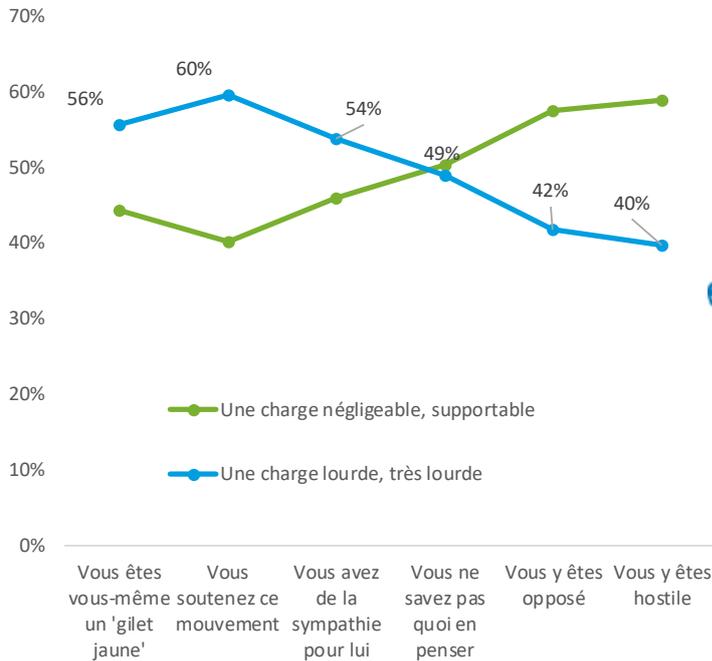
Part de la dépense pré-engagée dans la dépense de consommation



Source : INSEE, Comptes nationaux, Base 2010

Un budget contraint en liaison notamment avec les dépenses de logement

Les dépenses de logement représentent-elles pour votre budget personnel (ou celui de votre foyer)



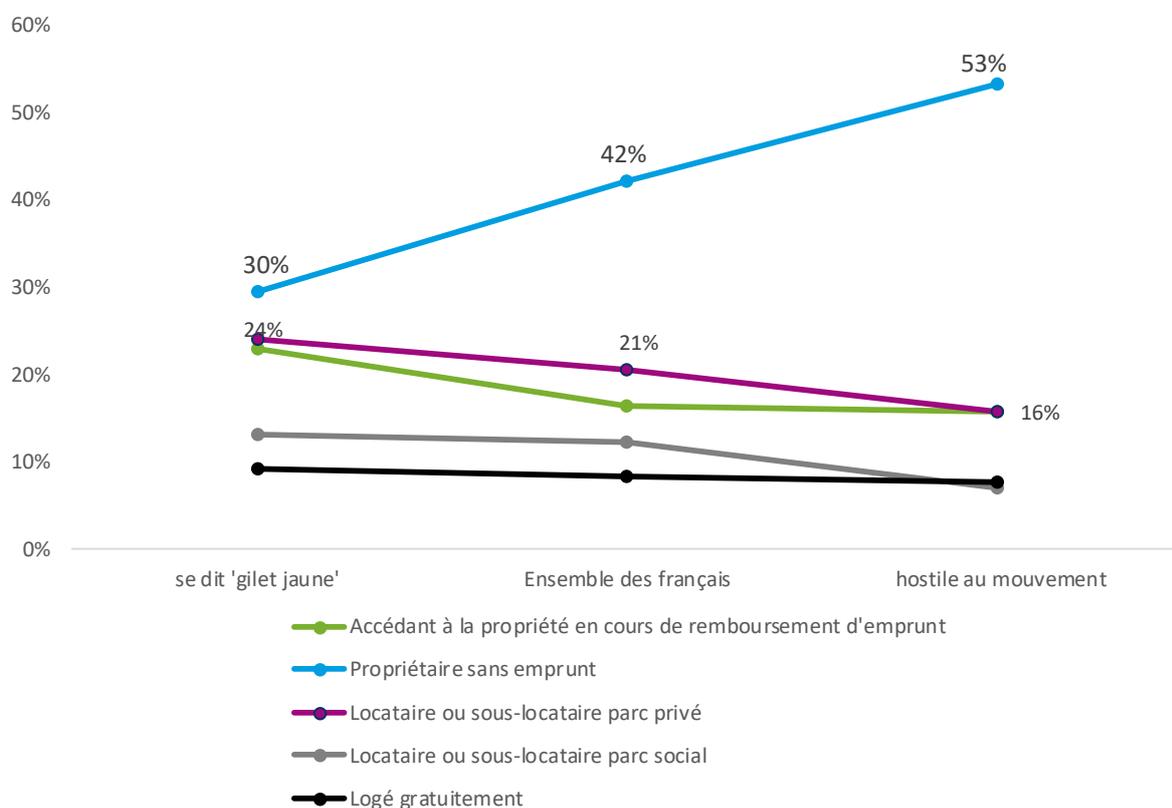
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Au-delà de la montée des dépenses contraintes, **la frustration est d'autant plus forte que les standards et normes de consommation ne cessent de progresser** : 80% de la population a internet²⁴, 60% des Français partent en vacances, l'allongement des études est devenu un passage obligé pour garantir

²⁴ Baromètre du numérique 2019

un avenir à ses enfants, etc. Les normes de modes de vie ne cessent de s'étendre et d'appeler à davantage de dépenses. L'exemple du logement est frappant. En France, selon l'INSEE, la surface moyenne des logements tend à augmenter : 87,3 m² pour les plus récents, contre 84,0 m² pour les logements construits entre 1975 et 1998 et 76,0 m² pour ceux bâtis entre 1949 et 1974, et la part des ménages propriétaires occupants a continué d'augmenter ces dernières années : elle est de 57,9 % en 2013, en France métropolitaine, soit environ 10 points de plus qu'en 1973 ²⁵. Les gilets jaunes aspirent à atteindre ces différents standards. **Ils vivent dans des logements de taille confortable** : 66% vivent dans des logements de 4 pièces et plus contre 64% en moyenne. 87% considèrent d'ailleurs vivre dans des logements « de taille suffisante pour une famille comme la leur », contre 86% en moyenne. Mais ce confort a un coût difficile à supporter (56% considèrent qu'il fait peser une lourde charge sur leur budget contre 52% en moyenne). Mais certaines de ces normes sont inaccessibles pour eux. Seuls **30% des gilets jaunes sont propriétaires de leur logement** sans emprunt à rembourser, c'est 12 points de moins qu'en moyenne, et 23 points de moins que la proportion observée chez les personnes hostiles au mouvement.

Statut d'occupation du logement



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Compte tenu de leur niveau de revenu, leurs perspectives de devenir un jour propriétaires sont minces, elles ont même eu tendance à s'amenuiser fortement au cours des vingt dernières années. Différents

²⁵ Les conditions de logement en France, Édition 2017, INSEE

travaux du CREDOC ont mis en évidence ce phénomène de surplace des classes moyennes inférieures dans l'accèsion de la propriété dès 2008²⁶. Phénomène confirmé par la dernière enquête logement.

*« Entre 1996 et 2016, les prix à la consommation ont augmenté de 31 %, le revenu disponible brut par ménage de 40 %, tandis que le prix des logements anciens était multiplié par 2,52 (2,67 en Île-de-France). Pour les primo-accédants, la hausse des prix freine l'achat. Elle a été en partie compensée par l'**allongement de la durée des emprunts (19,6 ans entre 2009 et 2013, contre 17,2 ans entre 2002 et 2006 et 14,6 ans entre 1997 et 2001)** et la baisse des taux d'intérêt (3,5 % entre 2009 et 2013, contre 4,1 % entre 2001 et 2006, 5,2 % entre 1997 et 2001). Pour les accédants récents, il a aussi fallu maintenir le taux d'apport personnel autour du tiers, c'est-à-dire consentir à une hausse de sa valeur absolue compte tenu de la hausse des prix. **Les ménages qui ne sont pas propriétaires forment une catégorie au fil du temps de moins en moins aisée.** Les anciennes générations de propriétaires pauvres vivant en logements de mauvaise qualité ont disparu, si bien que la propriété occupante est devenue moins fréquente parmi les plus modestes que dans le passé. La proportion de ménages propriétaires dans le premier quartile de revenu par unité de consommation **a baissé par rapport à 1984 (- 8,9 points)**. Le revenu est devenu un déterminant plus important de l'accès à la propriété qu'il y a trente ans. Les chances d'accès à la propriété d'un ménage du premier quartile de revenu par unité de consommation sont de 33 % de celle d'un ménage du deuxième quartile en 2013 ; elles étaient de 71 % en 1984 »²⁷*

Comme le résume Louis Chauvel ²⁸ « les biens reflétant la participation aux formes les plus élaborées de la vie sociale, pour parler comme Maurice Halbwachs, [se sont éloignés] : accéder aux meilleurs services de santé, pouvoir prétendre aux diplômes les plus élevés, résider à proximité des voisinages les plus exclusifs, au foyer central de la valeur sociale, sont **maintenant hors de portée des classes moyennes intermédiaires.** »

Pouvoir se faire plaisir dans une société qui valorise la consommation

Dans le champ de la consommation, les cycles de vie des produits sont de plus en plus courts notamment car, comme l'explique Juliet Schor, **le territoire de la mode est sorti du textile pour toucher aujourd'hui quasiment tous les domaines** : aménagement de l'intérieur, ustensiles de cuisine, lunettes, etc). L'écart entre les ressources et les « besoins » pour être intégrés participe du sentiment de privation des gilets jaunes. Les Gilets jaunes sont en **difficulté pour suivre le train de vie actuel de la société**, où les besoins, offres et services se multiplient. L'exemple des telecoms et d'internet est assez parlant. Entre 2011 et 2019, le taux de possesseurs de smartphones est passé de 17% à 75%²⁹. Les gilets jaunes sont autant, voire davantage équipés (78%)³⁰ de smartphones. 40% disposent d'une tablette, contre 42% en moyenne. Toute la société se numérise à grande vitesse, et chaque jour de

²⁶ Babès Mélanie, Bigot Régis, Hoibian Sandra, Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population, Cahier de Recherche, n°281, CREDOC, 2011. <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>
Bigot Régis, Hoibian Sandra, « Les difficultés des Français face au logement », Cahier de Recherche, n°265, CREDOC, 2009. <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C265.pdf>

Bigot Régis, Les classes moyennes sous pression, Consommation et modes de vie n°219, mars 2009

²⁷ Anne Laferrère, Erwan Pouliquen, Catherine Rougerie, Le logement en France depuis trente ans, *Insee Références, édition 2017 - Vue d'ensemble - Le logement en France depuis trente ans*

²⁸ Le fonds de l'air jaune, op.cit.

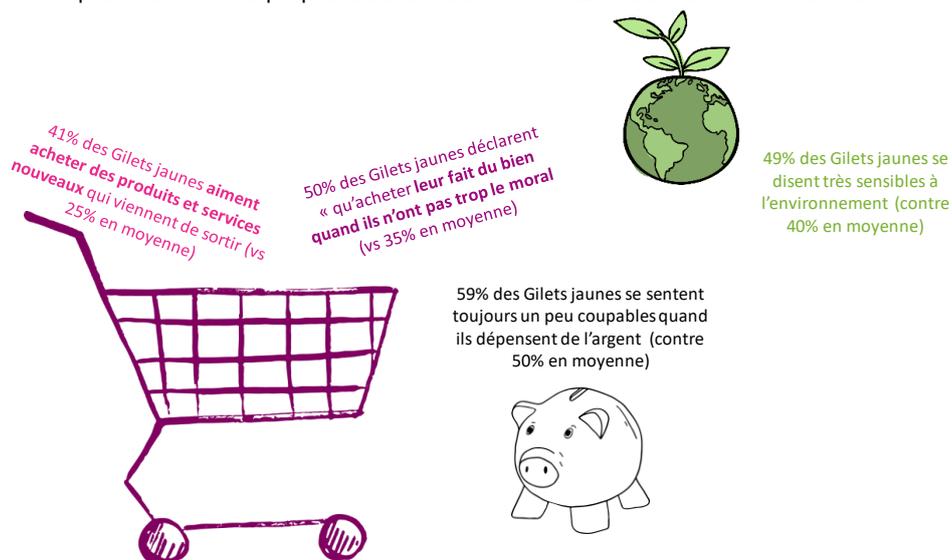
²⁹ Baromètre du numérique 2019, CREDOC, taux indiqués sur la population des 18 ans et plus, pour être comparable à celle des gilets jaunes.

³⁰ Il s'agit ici des gilets jaunes identifiés via la même question mais à la vague de juin 2019, où l'échantillon est interrogé en face à face.

nouveaux services, privés, ou publics se multiplient. On comprend donc bien la nécessité pour chacun de s'équiper, s'il souhaite pouvoir rester à la page, inclus dans notre monde, ou tout simplement travailler ou accéder à des services publics. Mais la consommation de ce type de produits va au-delà et est aujourd'hui parée de **vertus consolatoires** : 41% des Gilets jaunes (soit 16 points de plus que la moyenne) déclarent qu'ils **aiment acheter des produits nouveaux qui viennent de sortir**, et 50% **qu'acheter leur fait du bien quand ils n'ont pas trop le moral**. Les Gilets jaunes cherchent à monter dans le train de la consommation dont ils se sentent **largement exclus**.

L'envie de monter dans le train de la consommation sans pouvoir y arriver

% plutôt d'accord à propos d'achats dans le domaine des télécoms et d'internet



Source : CREDOC, enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019

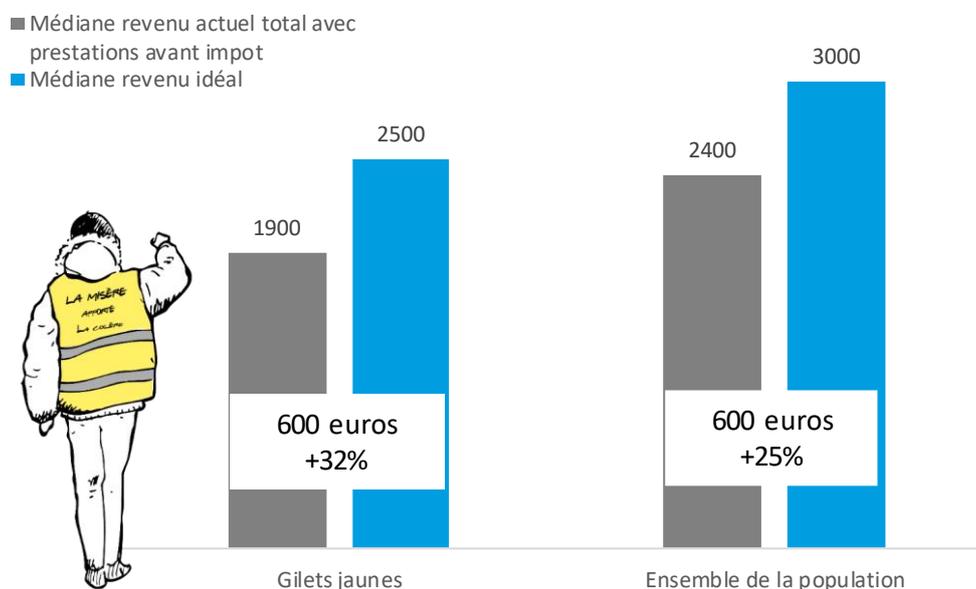
Un des déclencheurs du mouvement se situe précisément dans ce sentiment de devoir se serrer la ceinture dans une **société où la consommation est parée de multiples atours**, et qui sur-sollicite les individus via des publicités présentes sur tous les supports, et où les entreprises, bien légitimement, rivalisent de créativité pour susciter l'envie. La distance à une norme de société prise dans une course en avant est visible lorsqu'on s'intéresse à **l'écart entre le revenu du foyer réel et le revenu idéal** auquel aspirent nos concitoyens. Notons tout d'abord que nos concitoyens ne sont pas indéfiniment gourmands : plus on avance dans l'échelle des revenus et plus le delta entre les revenus idéaux et la réalité s'amenuise en valeur absolue. Les hauts revenus se disent même pleinement satisfaits de leur sort. L'écart entre niveau de vie « réel » et désiré est en moyenne, de 600 euros, soit une augmentation de 25% par rapport aux revenus déclarés dans notre enquête³¹. Chez les gilets jaunes, les données mesurées sont très proches. En valeur absolue l'écart est de 600 euros, mais portant sur des revenus inférieurs, l'écart en pourcentage est mécaniquement plus important (32%). D'une certaine manière les

³¹ Pour pouvoir comparer revenu réel et idéal nous avons bien fait figurer ici les revenus et non pas le niveau de vie : les montants ne sont pas rapportés à la composition du ménage. Notons que les revenus de l'enquête Conditions de vie sont déclaratifs. Ils intègrent les revenus de l'ensemble des membres du foyer : salaires, pensions et retraites, allocations chômage, prestations sociales, loyers perçus et revenus du capital, etc., nets des cotisations sociales, mais avant paiement des impôts.

gilets montrent ainsi **une appétence pour consommer « comme la moyenne »**. Les travaux de l'Obsoco convergent sur ce point³².

Le revenu idéal mensuel- 600 euros de plus

Revenu du foyer intégrant les prestations sociales et avant impôt (médiane)
Et revenu idéal « Pour une famille comme la vôtre, quel serait le revenu mensuel dont vous souhaiteriez disposer ? » (médiane)



Niveau de vie	Médiane des revenus totaux réels	Médiane du revenu idéal	Ecart en valeur absolue	Ecart en %
Bas revenus	1287	2000	713	55%
Classes moyennes inférieures	2000	2600	600	30%
Classes moyennes supérieures	3100	3500	400	13%
Hauts revenus	5020	5000	-20	0%
Total	2400	3000	600	25%

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Face à ces difficultés pécuniaires, et ce désir de consommer, **82% des Gilets jaunes souhaitent une amélioration de leur pouvoir d'achat**, contre 73% des Français en moyenne et 71% exprimant leur hostilité au mouvement.

Lorsqu'on examine l'importance accordée par les gilets jaunes aux dimensions du travail et du loisirs dans leur vie, on constate une forme **d'aspiration à sortir d'une gestion du budget dominé par la contrainte**. Les personnes considérant appartenir au mouvement sont 78% à déclarer accorder beaucoup d'importance au **temps libre et loisirs**, contre 68% dans l'ensemble de la population et 57% des

³² Obsoco, Qui sont les gilets jaunes, leurs soutiens et leurs opposants ?, Rapport d'analyse, Février 2019 « Par exemple, 23 % d'entre eux sont tout à fait d'accord avec l'affirmation selon laquelle « consommer, pouvoir acheter ce qui fait plaisir, contribue fortement au bonheur » (contre 17 % pour l'ensemble de l'échantillon et 14 % parmi les opposants). De même, les « gilets jaunes » très impliqués s'accordent à 62 % sur l'idée que « dans le contexte actuel, heureusement qu'il y a la consommation pour compenser et se faire plaisir » (contre 56 % pour l'ensemble des répondants et 51 % pour les opposants). »

personnes hostiles au mouvement. Sans que cela n'entame, remarquons-le, l'importance du travail à leurs yeux. Et dans le même temps, fait symptomatique, **seuls 47% des gilets jaunes sont partis en vacances** au cours des 12 derniers mois, contre 67% des personnes hostiles et 58% en moyenne dans la population.

Une aspiration à davantage de loisirs

	Vous êtes vous-même un 'gilet jaune'	Ensemble de la population	Hostile au mouvement
Accorde beaucoup d'importance à leur travail, profession, carrière (notes 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7)	57%	52%	50%
Accorde beaucoup d'importance au temps libre et la détente (notes 6 et 7 sur une échelle de 1 à 7)	78%	68%	57%
Parti en vacances au cours des 12 derniers mois	47%	58%	67%



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Partir en vacances **contribue à l'image que les individus se font de leur propre statut social** (CREDOC-DGE 2009 ; 2010)³³. Du point de vue de la population, partir en vacances fait partie des besoins jugés incontournables pour **être intégré dans la société** (CREDOC-IRES-ONPES 2014)³⁴. Les analyses réalisées par le CREDOC à partir du volet spécifique de l'enquête Budget des Familles de l'INSEE dédié au budget vacances des Français et s'appuyant sur une enquête en face-à-face auprès de plus de 10 000 ménages entre octobre 2010 et octobre 2011 objectivent **le coût des vacances pour les ménages**³⁵. En moyenne, pour un ménage qui décide de partir, **les dépenses de vacances représentent en moyenne 4,94% de l'ensemble des ressources du ménage**, soit un poids supérieur à celui représenté par les dépenses moyennes d'habillement et chaussures (3,8%) ou équivalent aux dépenses de santé (4,8%)³⁶. Et lorsqu'ils arrivent à partir, et malgré leurs efforts pour partir « pas cher » (en voiture, chez des amis ou de la famille, en France), **les vacanciers modestes consacrent plus de 8% de leur budget annuel** alors que, chez les ménages les plus aisés la dépense s'élève à 4,17% du budget de l'année. On comprend dès lors que les vacances soient jugées inabordables pour de nombreux gilets jaunes aux ressources modestes et jouent le rôle de **variable d'ajustement pour arriver à tenir son budget**.

³³ Sandra HOIBIAN et Georges HATCHUEL, 2009 : Avec la crise, la recherche de vacances économes se développe, CREDOC, Paris, mars 2010.

³⁴ Les travaux portaient sur la définition, à partir du point de vue de la population, d'un budget permettant de « disposer des ressources suffisantes, non seulement pour faire face aux nécessités de la vie quotidienne (se loger, se nourrir, avoir accès à la santé...), mais aussi pour avoir la possibilité de participer à la vie sociale ».

Léopold GILLES, Chloé COVOLO, BUDGETS DE REFERENCE, Étude réalisée à la demande de l'Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES), juillet 2014, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/ONPES_CREDOC_RAPPORT_FINAL.pdf

ONPES, les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale, Rapport 2014-2015, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/WEB_Rapport_2014_2015.pdf

³⁵ En règle générale difficile à calculer dans la mesure où il intègre différentes dépenses souvent comptabilisées dans différents postes (transport, loisirs, etc) et où les ménages eux-mêmes ne sont pas toujours en mesure d'indiquer précisément des montants qui puissent être traités de manière homogène (effet mémoriel, intégration ou non de certaines dépenses, etc.).

³⁶ Emilie Daudey, Sandra Hoibian et Sophie Lautié, Le budget vacances des Français, cahier de recherche n°324, décembre 2015

Déjà dans les années 60, Joffre Dumazedier³⁷, mettait en évidence **l'importance des loisirs** dans la vie sociale moderne. Nos travaux sur l'évolution du bien-être de nos concitoyens³⁸, montraient une progression de l'accès aux loisirs chez les classes moyennes, entre le début des années 80 et 2012. Les personnes se considérant comme des gilets jaunes dans notre enquête **ne sont pas sans pratiques de loisirs, mais ils aspirent à davantage**. 24% des gilets jaunes déclarent aller régulièrement au **bistrot**, soit plus souvent que la moyenne. Par contre, seuls 27% déclarent pouvoir s'offrir régulièrement le **restaurant**, contre 37% des personnes hostiles au mouvement.

Aller au bistrot, mais pas souvent au restaurant

Va régulièrement au bistrot	24%	13%	14%
Va régulièrement au restaurant	27%	31%	37%

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Qu'il s'agisse des publicités, ou des émissions à la télévisions, la représentation de personnes en situation financière confortable domine. L'écart entre la vie vécue et celle représentée est omniprésent. La dernière vague du baromètre de la diversité³⁹ conduit par le Conseil supérieur de l'audiovisuel confirme, à l'instar des précédentes, une **sur-représentation des catégories socioprofessionnelles supérieures (CSP+)** (74 %) au détriment des catégories socioprofessionnelles inférieures (CSP-), représentées à hauteur de 12 %, et des inactifs (14 %). Les ouvriers sont, en particulier, représentés à hauteur de 4 % alors qu'ils composent 12 % de la société française. Comment s'étonner dès lors de la frustration permanente ressentie ?

Une frustration d'autant plus difficile à accepter en période de reprise

L'écart à la norme est d'autant plus difficile à vivre que la reprise économique est enfin présente, après des années de vaches maigres dans la suite de la grande crise de 2008. En même temps que le mouvement des gilets jaunes émerge, l'Insee publie une **estimation du pouvoir d'achat** en hausse, avec une augmentation de 1,4% en 2018⁴⁰, pour **la quatrième année consécutive**. En parallèle d'autres indicateurs sont au vert : la croissance de **l'investissement des entreprises** est prévue à +2,2% à mi-2019, après +0,8% sur l'ensemble de 2018 ; la consommation augmenterait de +1,4% à mi-2019, après +0,8% sur l'ensemble de 2018. Sur le front de l'emploi, d'après la DARES, le taux de **chômage**, à 8,8% au quatrième trimestre 2018, poursuit la **baisse** initiée depuis 2015, même s'il reste supérieur aux taux observés juste avant le déclenchement de la crise de 2008.



Intérieur et extérieur de la série *Fais pas ci Fais pas ca*, diffusée pendant dix ans entre 2007 et 2017 sur France 2

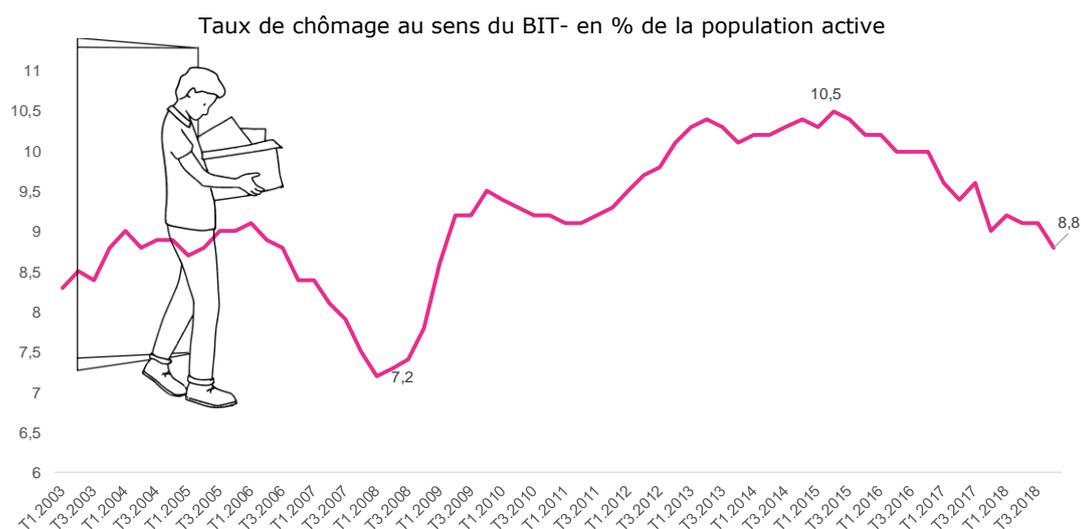
³⁷ Dumazedier Joffre, *Vers une civilisation du loisir ?*. Ed du seuil Paris 1962

³⁸ Bigot Régis, Hoibian Sandra, « L'évolution du bien-être en France depuis 25 ans : un bilan mitigé, une augmentation des inégalités », *L'Année sociologique*, vol. vol. 64, no. 2, 2014, pp. 331-358.

³⁹ Baromètre de la diversité de la société française, Vague 2018, CSA, décembre 2018

⁴⁰ Note de conjoncture de l'Insee, décembre 2018

Le taux de chômage continue de baisser



Champ : France hors Mayotte, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.
Source : DARES, Insee, enquête Emploi – Données corrigées des variations saisonnières en moyenne trimestrielle

On observe ici l'**effet « tunnel »**⁴¹ théorisé par le sociologue Albert Hirschman. Imaginez des voitures bloquées dans un embouteillage. Tant que les voitures sont bloquées, chacun prend son mal en patience. Si une autre file que la vôtre redémarre, dans un premier temps vous éprouverez l'espoir que la circulation se fluidifie aussi sur votre file. Mais si cela ne se produit pas, ou tarde à se produire, vous ressentirez une forme de colère et frustration à être bloqué sur la mauvaise file. La parabole permet de décrire l'effet de **comparaison sociale** probablement à l'œuvre dans le mouvement des gilets jaunes. Lorsque la situation d'un groupe social s'améliore, les autres groupes sont dans un premier temps plein d'espoirs que leur tour vienne prochainement. Le temps passant, le sentiment d'injustice est décuplé et a toutes les chances de se traduire par un conflit.

« On aimerait voir la vie en rose » slogan collecté 17 nov au 26 dec 2018 sur murs, pancartes, banderoles – source : Le fonds de l'air est jaune

2. Des difficultés de vie / accidents de parcours limitant la capacité d'autonomie

Au-delà de caractéristiques sociales (niveau de vie, diplôme, profession) l'identification ressentie au mouvement des Gilets jaunes est plus forte chez des personnes en prise avec différentes formes de **fragilité** et de difficultés. Le sociologue Robert Castel parle d'un processus de **« désaffiliation »** qui consiste en une rupture successive des liens sociaux et provoque des formes de **« vulnérabilité »**, dont la figure du SDF serait l'aboutissement. Ces ruptures sont à la fois concrètes (la famille, les amis, le voisinage, etc.), mais également abstraites (comme le lien politique du fait de l'abstentionnisme par

⁴¹ Albert Hirschman, La Morale secrète de l'économiste ", Les Belles Lettres, 1997, 110 francs.

exemple). Il y a pour le sociologue un risque « de désaffiliation lorsque l'ensemble des relations de proximité qu'entretient un individu sur la base de son inscription territoriale, qui est aussi son inscription familiale et sociale, se trouve en défaut pour reproduire son existence et pour assurer sa protection »⁴².

On retrouve en effet la présence de différents facteurs chez les personnes ayant revêtu le gilet :

- Au-delà des professions et niveaux de revenus modestes, on repère une **fragilité en termes de sécurité de l'emploi** avec davantage de personnes ayant connu une période de chômage, étant actuellement en intérim ou CDD.
- Des **accidents de vie ou des changements fragilisant** : le décès d'un membre de la famille, la séparation ou le divorce.
- Des **difficultés de santé** : handicap ou maladie chronique, état dépressif, insomnies, nervosité.

Les Gilets jaunes en prise avec plusieurs sources de fragilité

Chez les personnes se considérant comme Gilets jaunes	En moyenne dans la population	Différentiel
35% ont connu une période de chômage au cours des 5 dernières années	20%	+15 pts
13% sont actuellement en intérim	6%	+7 pts
20% sont actuellement en CDD	14%	+6 pts
27% ont un membre de leur famille qui est décédé au cours des 12 derniers mois	18%	+ 9 pts
17% ont divorcé, se sont séparés de leur conjoint au cours des 12 derniers mois	6%	+11 pts
33% souffrent d'un handicap ou d'une maladie chronique	25%	+8 pts
32% ont souffert d'état dépressif au cours des 4 dernières semaines	18%	+14 pts
51% ont souffert d'insomnies au cours des 4 dernières semaines	39%	+12 pts
44% ont souffert de nervosité au cours des 4 dernières semaines	33%	+11 pts
56% ont souffert de maux de dos au cours des 4 dernières semaines	51%	+5 pts
21% ne se sentent pas en sécurité dans leur cadre de vie quotidien	12%	+11 pts
23% sont accédants à la propriété, dont 13% sont devenus propriétaires au cours des 12 derniers mois	16% et 7% au cours des 12 derniers mois	+7 pts, +6 pts

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordiec⁴³ ont mené une enquête ethnographique débutée en décembre sur deux ronds-points situés dans une petite ville du sud-ouest de la France (que les auteurs

⁴² Robert Castel, 1995, Les métamorphoses de la question sociale, Paris, Gallimard

⁴³ Antoine Bernard de Raymond & Sylvain Bordiec, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>

dénomment « Treyssac » pour garder la confidentialité des données recueillies), où ils réalisent des observations régulières de lieux d'occupations et d'actions des Gilets jaunes. « *Venant au minimum une fois par semaine à Treyssac, nous faisons varier les observations selon le jour de la semaine et l'heure de la journée. En parallèle, nous effectuons des entretiens compréhensifs avec les participants et recueillons des matériaux écrits (tracts, comptes rendus de réunions, etc.).* ». Mobilisant un matériau de terrain très différent, le profil des participants sur les sites est très convergent avec celui observé dans notre enquête et souligne la présence de handicaps divers ou difficultés de vie.

*« Les participants au mouvement rencontrés sur les sites occupés sont en majorité des personnes d'âge moyen (entre 40 et 55 ans), occupent souvent des emplois d'ouvriers (pour les hommes), dans le bâtiment, les transports, l'industrie, et d'employées (pour les femmes), notamment dans les domaines du « care », des services à domicile ou encore de la vente. Des professions intermédiaires – travail social, médical et paramédical – ainsi que des travailleurs indépendants participent également. Ils côtoient des retraités et des personnes atteintes d'un handicap entravant la poursuite d'une activité professionnelle. **D'autres participants ont à charge une personne handicapée. Par ailleurs, beaucoup d'enquêtés mentionnent des problèmes d'accès au marché du travail en raison d'une invalidité.** »*

Certaines des enquêtes répertoriées montrent une sur-représentation des foyers monoparentaux, dont on sait que la situation est fragilisée par le poids d'une famille à porter par un seul adulte.

- L'enquête de l'Obsoco répertorie 8% de foyers monoparentaux parmi les gilets jaunes
- L'enquête du collectif de chercheurs de Sc Po Grenoble à partir de 1500 questionnaires réalisés en ligne à partir de groupes facebook de gilets jaunes répertorie 12 % de familles monoparentales

Notons que dans l'enquête du CREDOC Conditions de vie et aspirations et menée en juin 2019, 15% des gilets jaunes appartiennent à une famille monoparentale (contre 8% en moyenne).

3. L'aspiration à l'autonomie

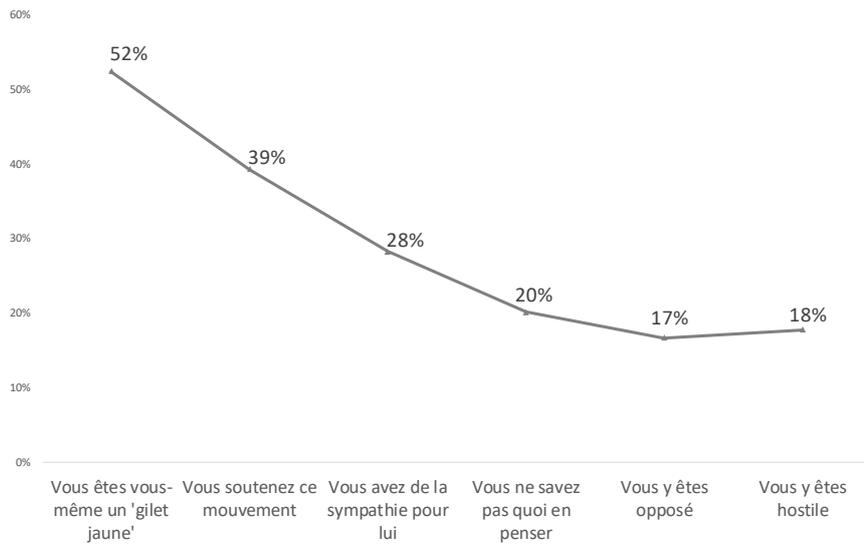
La soif d'une plus grande liberté

Les formes d'engagement ont beaucoup évolué ces dernières années⁴⁴. Au-delà des modes de mobilisations (plus ponctuels, plus souples, désaffiliés). La **finalité des mobilisations** ont changé. Celle-ci ne se fait plus au nom de la mise en place d'un « contre-pouvoir » ou d'une idéologie bien définie mais dans l'objectif de la **démultiplication de petits actes de prise de parole** ou de prise de position qui servent à restituer une **part de liberté aux individus** dans leur vie quotidienne (Benasayag, Sztulwark, 2000). Ce **désir d'affirmer sa liberté** est très net chez les gilets jaunes. 52% considèrent que la société française a besoin de « plus de liberté » (plutôt que plus d'ordre) pour mieux fonctionner contre 29% en moyenne.

Les gilets jaunes aspirent à une société qui offre davantage de liberté

⁴⁴ Voir par exemple ION, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012.

Selon vous, la société française a-t-elle aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus d'ordre ou de plus de liberté ? % liberté (vs ordre)



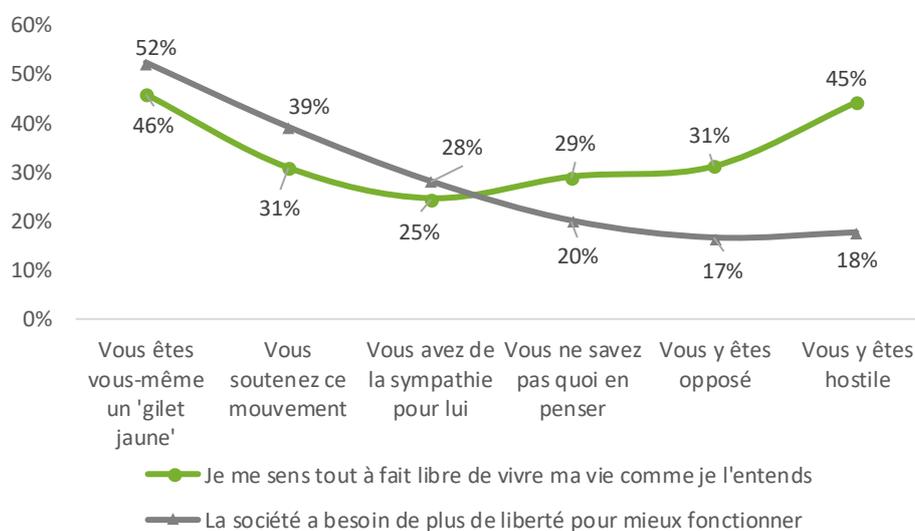
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

A l'autre bout du spectre, les personnes hostiles au mouvement appellent quant à elles, à davantage d'ordre (possiblement en liaison avec les débordements liées aux différentes mobilisations, ou par peur de perdre leurs situations ?). **L'écart est d'autant plus significatif, que dans le même temps, les plus hostiles au mouvement se voient comme très libres de leurs propres vies et parcours** : 45% d'entre eux (contre 32% en moyenne dans la population française) se disent tout à fait d'accord avec l'idée qu'ils peuvent mener leur vie comme bon leur semble.

La position des **Gilets jaunes sur ce point est révélatrice**. 46% d'entre eux se disent eux-aussi souvent « libres de vivre leur vie comme ils l'entendent ». Compte tenu des nombreuses contraintes et difficultés auxquelles nous avons vu qu'ils sont confrontés (bas revenus et difficultés à boucler les fins de mois, handicap, accidents de vie...), il nous semble que cette affirmation tient possiblement d'une **revendication**, d'un souhait affiché de faire partie de cette société et d'accéder à la liberté qu'elle est censée procurer. Pour reprendre les mots de Rosanvallon, ils expriment le désir d'une société où les individus peuvent sortir d'une vie rétrécie pour réaliser une vie qui se déploie.

L'émancipation pour tous ?

% considère que la société française a aujourd'hui besoin, pour mieux fonctionner, de plus de liberté ? % plus de liberté –
% est tout à fait d'accord avec l'idée d'être libre de vivre sa vie comme il l'entend



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

La difficulté à s'extraire de sa condition sociale - L'éthique du « projet » en question-

Ces dernières décennies ont été marquées par une valorisation grandissante de la responsabilité et action individuelle⁴⁵. Chacun, s'il veut vivre une vie épanouissante, doit aujourd'hui être capable de constituer un projet personnel convaincant pour être sélectionné dans une formation de bon niveau, de développer son employabilité au cours de sa vie avec des formations et des changements de carrière bien choisis pour rester attractif dans le marché de l'emploi, ou pour donner un exemple dans d'autres domaines, de constituer le meilleur dossier pour avoir des chances d'obtenir un logement en location, ou encore de donner une belle image de lui pour augmenter ses chances de rencontrer l'âme sœur dans les « supermarchés » géants de la rencontre en ligne que sont les applications de rencontres, où l'offre mais aussi la concurrence est infinie, etc.

Avoir un « projet » est ainsi perçu par nos concitoyens comme un moyen d'être **pleinement acteur de sa vie personnelle** (88%) et professionnelle (84%) et ainsi de sortir du quotidien (87%), de donner du sens à la vie et de la rendre plus belle (87%)⁴⁶. Jean Pierre Boutinet⁴⁷ explique que l'utilisation du mot projet émerge à l'époque des Lumières au XVIIIème siècle, époque pendant laquelle l'homme s'institue comme **agent de l'histoire** à côté, voire à la place de Dieu. Dans la plupart des sociétés traditionnelles, le temps et l'avenir était structuré par le temps agraire, répétitif, où le présent se veut la réactualisation d'un passé considéré comme jamais révolu. Marquée par une soif d'émancipation et de **progrès**, les philosophes, penseurs et hommes d'action utilisent le terme de projet pour représenter l'idée qu'ils se font du **nouveau pouvoir des hommes sur le monde**. Le philosophe Kant par exemple affirme que l'objectif du raisonnement n'est pas la connaissance mais **l'action**. Plus tard, au XIXème siècle, Fichte

⁴⁵ Note de conjoncture sociétale 2018, Être l'entrepreneur de son bien-être, CREDOC, sur souscription

⁴⁶ Patricia Croutte, Sandra Hoibian, Charlotte Millot, 2018 : le bon moment pour se lancer dans un projet, note de synthèse, avril 2018

⁴⁷ Jean Pierre Boutinet, Anthropologie du projet, PUF, 2012

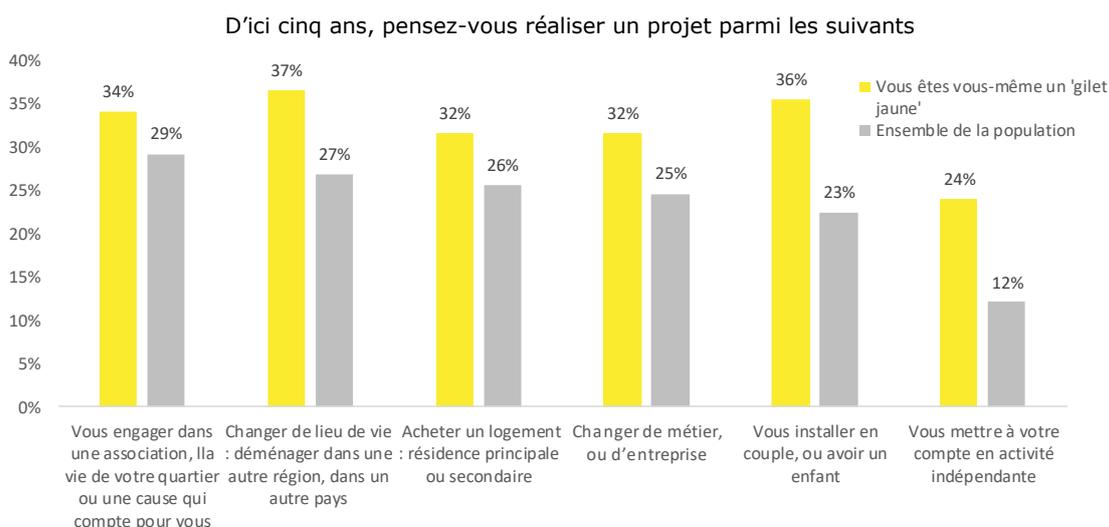
un autre philosophe allemand, associe le projet à l'**effort** qui permet à l'homme d'acquérir sa **liberté**. Au mythe de l'âge d'or et du passé idéal cher à Rousseau, Fichte propose de substituer la croyance en un **avenir**, source de progrès. De manière plus contemporaine, Sartre voit le projet comme un moyen de **se dépasser**, et de construire des **liens avec autrui**.

« L'homme est d'abord un certain projet qui se vit subjectivement ; rien n'existe préalablement à ce projet : l'homme sera d'abord ce qu'il aura projeté d'être », écrit Sartre (1947, 23)

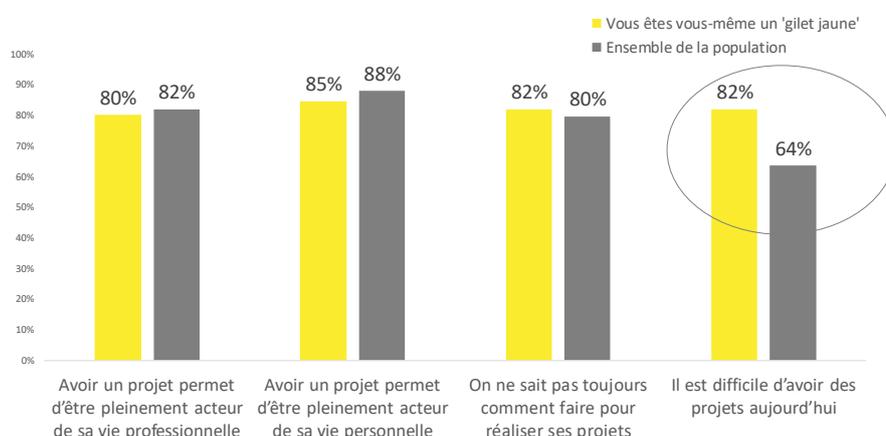
Dans une société qui se réinvente en permanence et dominée par la rapidité, la flexibilité, l'incertitude par rapport à l'avenir (qu'il s'agisse des métiers de demain, de la vie affective, des relations entre les hommes et les femmes, entre les générations, des bouleversements induits par les technologies sans cesse renouvelées, etc), les individus se placent – ou sont placés ? - de plus en plus en situation d'être eux-mêmes les **entrepreneurs de leur vie, de leur formation, de leur carrière professionnelle, de leur vie sentimentale, etc.**

Les gilets jaunes **adhèrent à cet horizon du projet**, symptomatique du mythe de l'individu entrepreneur de sa vie, et ils sont plus nombreux que la moyenne à envisager de se lancer. Par exemple, 37% déclarent qu'ils ont le projet de changer, dans les cinq prochaines années, de lieu de vie en déménageant dans une autre région ou pays (+10 points par rapport à la moyenne). 32% souhaitent changer de métier ou d'entreprise (+7 pts), 36% s'installer en couple, avoir un enfant (+13 pts). Mais dans le même temps ils sont beaucoup plus nombreux à **exprimer leurs difficultés à atteindre cet objectif**. 82% estiment qu'il est difficile aujourd'hui d'avoir un projet (+18 points par rapport à la moyenne).

L'envie de se lancer dans un projet



% d'accord avec différentes affirmations

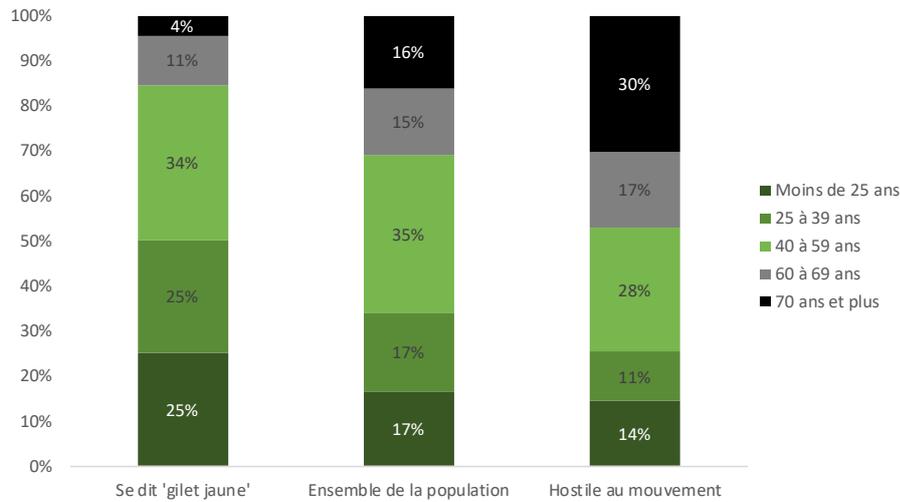


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Plus particulièrement chez les moins de 40 ans

Les difficultés financières de certains retraités, la question de l'indexation des retraites, la réforme de la CSG et la charge fiscale supplémentaire qui en découle figuraient parmi les thèmes phare abordés dans le cadre du débat public qui accompagnait les premiers mois du mouvement. Cependant, bien que très médiatisée, la figure du retraité semble moins présente que celle des jeunes. **Une personne sur deux qui se sent Gilet jaune a moins de 40 ans**, contre 34% en moyenne dans la population française. 15% des Gilets jaunes ont plus de 60 ans, ce qui n'est bien entendu pas négligeable, mais nettement inférieur à la proportion de cette classe d'âge en France (31%). C'est en effet parmi les trente-ans et quarantaines que l'envie de se projeter dans un avenir meilleur est forte : la vie active est entamée devant théoriquement permettre d'atteindre ses objectifs, c'est également une période propice à différents changements familiaux et affectifs propices aux projets (enfants, couple).

Une envie à relier à l'âge des Gilets jaunes



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

L'âge moyen des personnes se disant « gilets jaunes » est ainsi de 40 ans. Tandis que leurs soutiens sont en moyenne plus âgés (47 ans). Les autres enquêtes repèrent aussi **une grande diversité d'âge, toutes ne convergent pas sur la classe d'âge la plus présente, toutefois plusieurs mettent en avant un pic autour de la quarantaine :**

- L'étude en ligne du collectif de chercheurs de sciences po via des groupes Facebook constate un échantillon diversifié en termes d'âge, avec une dominante de 38 % des 35-49 ans
- L'Institut Montaigne identifie que parmi les gilets jaunes 28% ont 35-49 ans, 30% 50-64 ans
- L'enquête menée par un collectif de chercheurs du Centre Emile-Durkheim (Bordeaux), via 166 questionnaires distribués sur les ronds-points et aux péages, établit qu'il s'agit de personnes « âgées de 45 ans en moyenne »
- L'Obsoco indique l'âge moyen des gilets jaunes est de 44 ans, et 24% entre 35 et 44 ans

Les femmes constituent la moitié des gilets jaunes, comme dans la population où elles représentent 52% des adultes, avec une sur représentation de leur présence en ligne, et possiblement une sous-représentation sur les ronds points

- Dans l'enquête Conditions de vie de janvier 2019, 49% des gilets jaunes sont des femmes
- Dans l'enquête Conditions de vie de juin 2019, 56%
- L'enquête Elabe Institut Montaigne repère 47% de femmes
- L'Obsoco repère 51% femmes et 41% chez les gilets jaunes « très impliqués »
- L'étude de Sciences po Grenoble repère une sur représentation des femmes sur les groupes facebook (56 %)
- L'étude de terrain du collectif Durkheim sur les ronds-points repère une sous représentation des femmes (45 %).



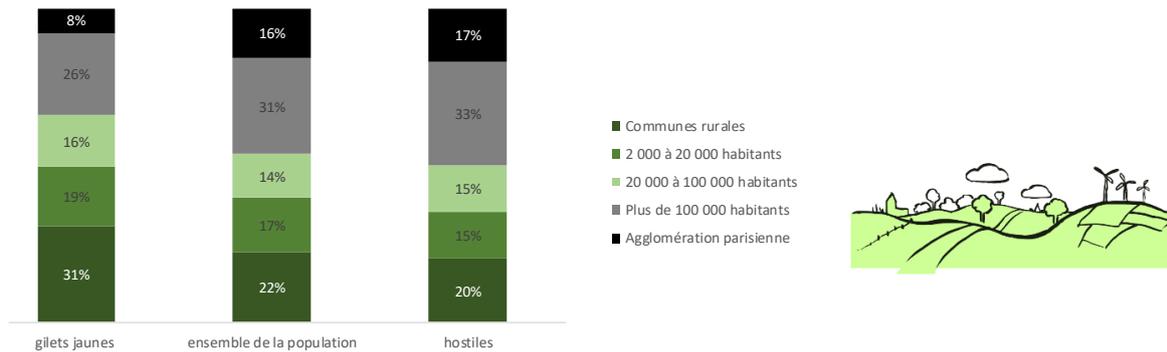
4. Une révolte des territoires, mais lesquels ?

Moins de Parisiens, plus de ruraux que la moyenne des Français

Nombreux analystes ont posé la question de l'inscription territoriale du mouvement des gilets jaunes. Tous ont constaté une **sur-représentation des Gilets jaunes en dehors de Paris**⁴⁸. L'étude du CREDOC ne fait pas exception : seuls 9% des gilets jaunes habitent en région en Ile de France (contre 18% des habitants en moyenne), et 8% dans l'agglomération parisienne contre 16% en moyenne. Et une sur-représentation des habitants des communes rurales (31% vs 22% en moyenne).

⁴⁸ Par exemple L'étude de l'Obsoco « A l'échelle des grandes zones géographiques, on note un déficit des habitants de la région parisienne parmi les « gilets jaunes » impliqués (13 % contre 19 % pour l'ensemble de la population), » En revanche l'étude de l'Obsoco n'identifie pas de sur représentation des ruraux.

Des habitants de petites communes



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Dans l'étude menée par le Collectif de chercheurs de sciences po auprès de 1500 personnes interrogées en ligne via les groupes Facebook ; 35 % des « gilets jaunes » interrogés vivent dans un village de campagne, 7 % dans une ferme ou une maison à la campagne.

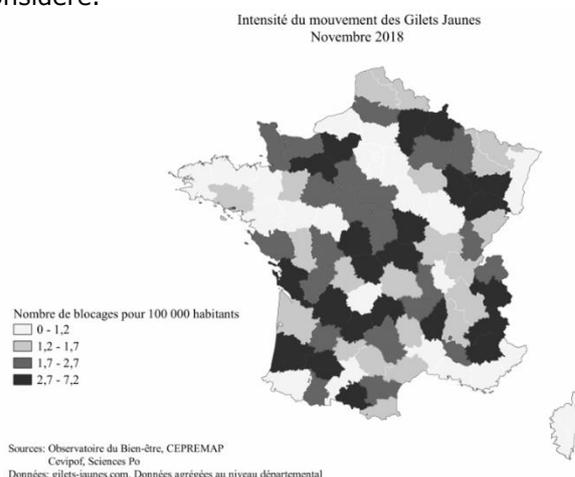
Pour la Fondation Jean Jaurès « Les sondés résidant à moins de 10 kilomètres du centre d'une aire urbaine de 200 000 habitants ne sont que 13% à se définir comme « gilets jaunes ». Ce taux s'établit ensuite à 18% dans les communes situées entre 10 et 40 kilomètres puis à **28% entre 40 et 60 kilomètres** avant de redescendre à 21% passé la limite des 60 kilomètres, qui correspondent à des zones très rurales avec moins d'interactions avec la grande agglomération. »

Mais, au-delà de cette caractéristique, les différentes analyses territoriales **aboutissent à des cartographies peu convergentes**. Avant de les passer en revue, nous rappellerons qu'y voir clair est d'autant plus complexe que :

- Les analyses réalisées peuvent porter sur **des types de manifestations différentes du mouvement** : blocages de ronds-points, nombre de manifestants, identification géographique des sites facebook créés. Autant de modes de mobilisation qui ne rassemblent pas nécessairement les mêmes publics ni en termes de profil socio-économique (âge, sexe, profession) ni possible-ment en termes de territoire (exemple : les personnes qui se sont rendues en manifestation dans la capitale résident-elles dans des territoires mieux desservis en termes de trains ?). Autre difficulté : les lieux de manifestations peuvent être éloignés des lieux de vie des personnes, on ne sait pas dire avec certitude si les ronds-points occupés sont proches du lieu d'habitation ou de travail des gilets jaunes,
- Elles peuvent également avoir eu lieu à des **périodes** différentes. Exemple les cartes 1, 2 et 3 présentées ci-dessous mobilisent la même méthodologie mais sur des périodes de temps différentes. Elles aboutissent à une cartographie non convergente montrant que **le mouvement a évolué dans le temps**.

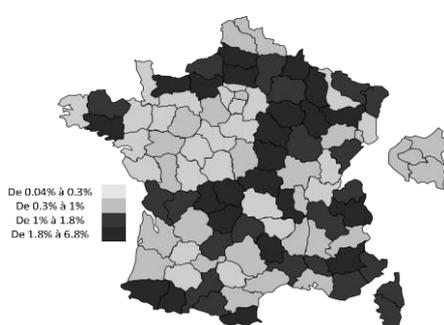
Quelques cartes issues de différents travaux

Carte 1 : Mobilisation des Gilets jaunes par département pour le mois de **novembre** (nombre de **manifestants** publié par le ministère de l'Intérieur, rapporté) à la population du département considéré.



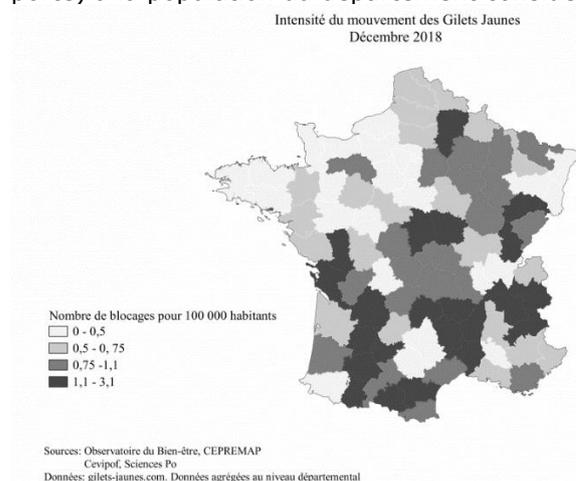
Source : Observatoire du bien-être, CEPREMAP, Cevipof, Sciences po

Carte 3 : Proportion de gilets jaunes dans la population par département pour la mobilisation du **17 novembre** (nombre de manifestants publié par le ministère de l'Intérieur, rapporté) à la population du département considéré.



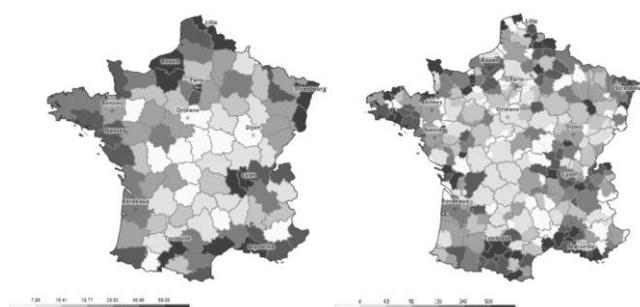
Source : H. Le Bras, <https://www.nouvelobs.com/politique/20181121.OBS5815/la-carte-des-gilets-jaunes-n-est-pas-celle-que-vous-croyez.html>

Carte 2 : Mobilisation des Gilets jaunes par département pour le mois de **décembre** (nombre de **manifestants** publié par le ministère de l'Intérieur, rapporté) à la population du département considéré.



Source : Observatoire du bien-être, CEPREMAP, Cevipof, Sciences po

Carte 4 : Mobilisation en ligne (nombre de membres groupes Facebook) par kilomètre carré : départements et zones d'emploi- Données collectées manuellement sur les groupes Facebook des "gilets jaunes", entre le 12 et le 15 décembre.



Source : CREST, 28 mars 2019

Au-delà, plusieurs hypothèses visant à relier la présence des gilets jaunes à **différentes caractéristiques des territoires** ont été proposées (dépeuplement, chômage, radicalité politique, place de la voiture), en liaison la plupart du temps, avec des analyses pré-existantes au mouvement. Là aussi démêler l'écheveau des analyses n'est pas un long fleuve tranquille : plusieurs de ces différentes clés d'analyse du territoire **peuvent en effet se recouper**. Nous allons toutefois tenter l'exercice.

Habitants hors des métropoles

Première hypothèse : le mouvement donnerait à voir la France « **périphérique** », concept proposé Christophe Guilluy⁴⁹ qui assemble les espaces hors des **métropoles**, soit à la fois les zones péri-urbaines profondes et les zones rurales, qui sont, selon l'auteur, très fortement dévalorisées par rapport aux métropoles qui elles, tirent bénéfices de la mondialisation, prospèrent en rassemblant des publics aux niveaux de vie et systèmes de valeurs proches des élites. Tandis que dans un effet miroir, les zones périphériques s'atrophient.

Signalons que cette dichotomie « métropole/ hors métropole » fait l'objet de controverses en sciences sociales, comme l'expliquent Michel Grossetti et Olivier Bouba Olga⁵⁰

« La mythologie CAME [Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence] n'est pas spécifiquement française : elle s'inscrit dans le prolongement de très nombreux travaux académiques comme ceux de Saskia Sassen sur les « villes globales » (voir Sassen, 2004, pour une synthèse en français), sur ceux de Richard Florida affirmant l'existence d'une « classe créative », sensible aux aménités urbaines (les soft factors), que les métropoles auraient vocation à attirer pour favoriser l'innovation et par conséquent la création d'emplois et de richesses (Florida, 2002), ou encore ceux de Richard Baldwin (2017), recommandant de « cajoler » l'élite concentrée dans les métropoles pour favoriser le développement économique. Lorsqu'on analyse plus rigoureusement les données disponibles, en évitant ce biais de catégorisation, à la question « les métropoles sont-elles plus performantes que les autres territoires ? », la réponse systématique que l'on obtient est « ça dépend » : certaines « métropoles » sont dynamiques, d'autres non ; certains territoires non métropolitains sont dynamiques (plus que les plus dynamiques des métropoles pour certains comme Figeac, Vitry, Issoire, Vire ...), d'autres non. C'est le résultat que l'on obtient en mobilisant des données sur l'emploi total par zone d'emploi (Bouba-Olga et Grossetti, 2015), c'est le même résultat sur le sous-ensemble de l'emploi privé hors agriculture par aire urbaine (Bouba-Olga, Grossetti et Tudoux, 2016), c'est toujours le même, sur d'autres jeux de données ou d'autres périodes, qu'obtiennent d'autres auteurs comme Shearmur et al. (2013), Baude (2015), Poupard (2015), Rieutort (2017). »

En repartant de la catégorisation produite par l'INSEE de zonage en aire urbaine de 2010⁵¹ en distinguant dans l'enquête Conditions de vie du CREDOC les personnes **habitant dans un grand pôle** (59% de la population en 2019), des autres (41%), on constate que les personnes habitant « hors métropole » sont plus nombreuses chez les gilets jaunes (**51% contre 41% en moyenne**). Le lien n'est pas complètement linéaire : 37% des personnes les plus hostiles au mouvement étant également présentes dans ces territoires. Mais il est manifeste et **confirmé par une analyse statistique « toutes**

⁴⁹ Christophe Guilluy, La France périphérique : Comment on a sacrifié les classes populaires, septembre 2014, Flammarion.

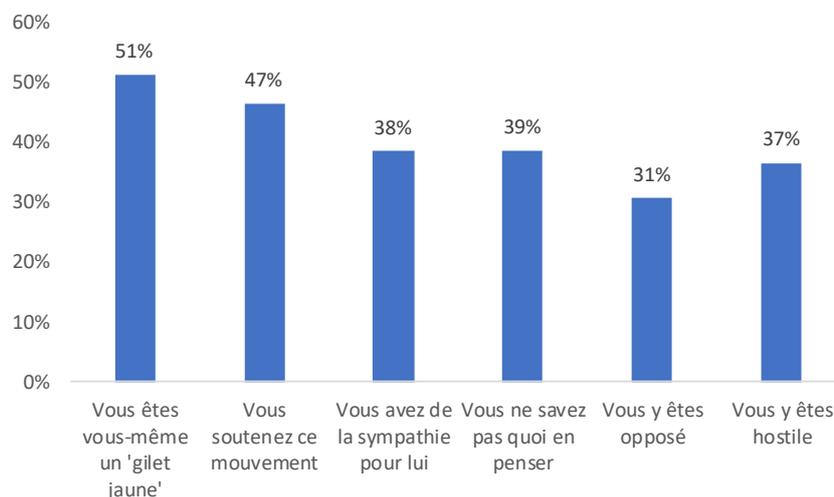
⁵⁰ Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti, « La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence): comment s'en désintoxiquer? »

⁵¹ Ce zonage décline le territoire en quatre catégories. La première représente l'espace à dominante rurale qui comprend à la fois des petites unités urbaines et des communes rurales. Les trois autres constituent l'espace à dominante urbaine : ce sont les pôles urbains, les couronnes périurbaines et les communes multipolarisées.

Depuis octobre 2011, le zonage en aires urbaines de 2010 permet d'obtenir une vision des aires d'influences des villes (au sens d'unités urbaines) sur le territoire. Il partage le territoire en quatre grands types d'espaces : espace des grandes aires urbaines, espace des autres aires, autres communes multipolarisées et communes isolées, hors influence des pôles. Dans les espaces des grandes aires urbaines et des autres aires, on distingue les pôles et les couronnes de ceux-ci. Le zonage en aire urbaine 2010 est basé sur les données du recensement de la population de 2008 et plus particulièrement sur celles relatives à l'emploi et aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail.

choses égales par ailleurs »⁵², neutralisant les effets du sexe, de l'âge, du diplôme, de la profession – catégorie professionnelle, et du niveau de vie. **Une personne habitant dans un grand pôle urbain a trois fois de chances de se déclarer Gilet jaune** qu'une personne habitant en dehors.

Proportion de personnes vivant hors des grands pôles urbains selon le positionnement par rapport au mouvement des gilets jaunes



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

Des territoires en prise avec des difficultés économiques et/ou un dépeuplement

Autre hypothèse : un mouvement lié à la « **diagonale du vide** », analyse proposée par le démographe Hervé Lebras (parmi d'autres clés d'analyse comme le) reprenant les travaux de Roger Brunet qui met à jour dans les années 1980 la carte des territoires qui se **dépeuplent**, à savoir une bande du territoire courant des Ardennes au sud du Cantal.

Pour son analyse Hervé Lebras⁵³ s'appuie sur le **nombre de manifestants** lors de la manifestation du 17 novembre 2018, ayant été la plus suivie, publié par le ministère de l'Intérieur, qu'il rapporte à la population du département considéré. Selon lui « *Les « gilets jaunes » étaient en effet les plus fréquents dans une bande du territoire courant des Ardennes au sud du Cantal, au sein de laquelle la population déjà peu dense continue de diminuer. S'y ajoutent des départements alpins et pyrénéens ainsi que la Bretagne centrale, eux aussi touchés par la désertification* ». **Plusieurs limites** peuvent être soulevées toutefois à cette analyse. Il concède en effet « *Le seul désaccord entre la présence de « gilets jaunes » et la dépopulation concerne la Haute-Normandie et l'ouest de la Picardie.* » Auxquels on pourra ajouter si l'on en croit la carte qu'il produit, la Savoie, les Alpes de Hautes Provence, et les Pyrénées orientales.

L'étude de l'Institut MONTAIGNE s'appuyant sur une enquête réalisée **en ligne** auprès d'un échantillon de 10 010 personnes, entre le **14 décembre 2018 et le 8 janvier 2019** identifie 22% des répondants qui

⁵²

⁵³ Hervé Le Bras, La voiture, les « gilets jaunes » et le Rassemblement national, Études 2019/4 (Avril), pages 31 à 44

se disent gilets jaunes. L'étude repère **une sur-représentation des gilets jaunes dans cette « " diagonale du vide", s'étendant des Ardennes aux Hautes-Pyrénées : Champagne-Ardenne (+7 points par rapport à la moyenne nationale de Gilets jaunes), Bourgogne (+5), Franche-Comté (+6), Auvergne (+2), Limousin (+4), Languedoc-Roussillon (+5) et Midi-Pyrénées (+6) . À ces territoires, il faut ajouter aussi une surreprésentation des Gilets jaunes en Haute-Normandie (+4) ».**

Nous avons également tenté d'approcher l'hypothèse d'un effet du dépeuplement à partir de l'enquête Conditions de vie du CREDOC. Pour cela nous avons distingué les **communes** d'habitation des personnes se disant « gilets jaunes » en deux catégories : les départements avec **une croissance démographique** observée de 2008 à 2013, et les autres. Les gilets jaunes ne sont pas plus présents dans les territoires les moins dynamiques au niveau démographique : 53% habitent dans ces territoires, soit une proportion très proche de celle observée au niveau national (51%).

Une analyse statistique « toutes choses égales par ailleurs », neutralisant les effets du sexe, de l'âge, du diplôme, de la profession – catégorie professionnelle, et du niveau de vie confirme l'absence de lien.

L'étude de l'Obsoco ne repère pas non plus de spécificité des communes d'habitation des gilets jaunes selon la croissance démographique.

D'avantage que la question démographique - ou en liaison avec celles-ci, il nous semble que c'est probablement la **situation économique** des territoires qui aurait un impact sur la mobilisation en jaune fluo.

L'Etude Elabe- Institut Montaigne⁵⁴ indique que l'« On observe que **seulement 7 % (-1) des Gilets jaunes s'indignent des inégalités territoriales**, preuve de la prédominance des fractures sociales sur les fractures territoriales dans la colère exprimée ».

Le CREST⁵⁵ dans son analyse territoriale à partir de deux matériaux (la carte des 788 rassemblements prévus pour le 17 novembre (enregistrée le 16 novembre au soir) disponible sur **un site internet dédié** (www.blocage17novembre.fr), et une collecte manuelle des **groupes Facebook** de plus de 100 membres liés aux gilets jaunes entre les 12 et 15 décembre 2018 via des requêtes de recherche) montre que derrière les questions de mobilité, viennent les inégalités salariales et le taux de chômage. Les communes où se situent les ronds-points bloqués concentrent davantage que les autres ces deux problèmes.

De manière convergente, l'Obsoco constate dans son enquête que les gilets jaunes impliqués sont relativement nombreux à vivre dans des communes à taux de chômage élevé, et dans des communes à faible niveau de vie.

⁵⁴ Etude Elabe Montaigne, Les Gilets jaunes : la partie émergée de la crise sociale française ? BLOG - 20 Mars 2019, <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-gilets-jaunes-la-partie-emergée-de-la-crise-sociale-française>

⁵⁵ P.C. BOYER, T. DELEMOTTE, G.GAUTHIER, V.ROLLET, B.SCHMUTZ, Les déterminants de la mobilisation des "gilets jaunes", Série des Documents de Travail, n° 2019-06

5. La remise en cause d'un mode de vie

Nous l'avons vu, une des sources du malaise mis à jour par la crise des Gilets Jaunes réside dans le décalage entre l'envie (l'injonction ?) toujours plus grande d'être **un individu en pleine capacité d'agir** et le sentiment d'être toujours en prise avec des contraintes, des empêchements.

Davantage qu'une question liée à un type de territoire particulier, et au-delà des problèmes financiers, les éléments de l'enquête Conditions de vie laissent supposer que ce qui a nourri la colère des gilets jaunes, c'est le sentiment d'une **remise en cause d'un mode de vie assumé, dont la voiture** est un élément essentiel.

Accéder à une forme de valorisation au prix d'une dépendance à la voiture

Résumons : les gilets jaunes ont plutôt des revenus modestes, sont peu diplômés, un sur deux est ouvrier ou employé. Difficile dans ces conditions d'espérer devenir acquéreur d'un logement en centres ville compte tenu de l'augmentation des prix de l'immobilier en général et dans ces zones en particulier (voir partie I.1).

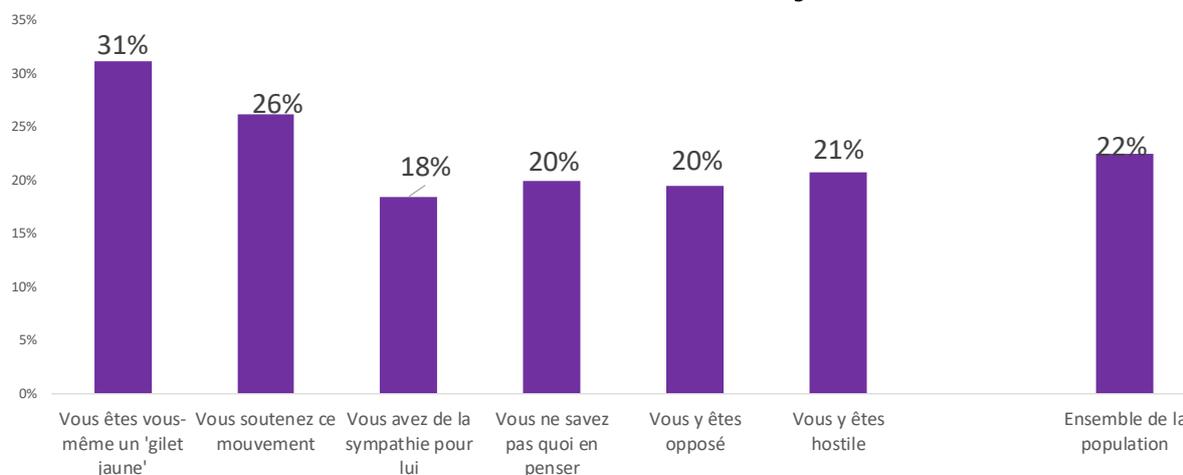
51% résident hors des grands pôles urbains contre 41% en moyenne. 31% des gilets jaunes résident en zone rurale contre 20% en moyenne. Soit des zones où les prix de l'immobilier sont plus accessibles. Mais aussi qui permettent, comme l'explique Benoit Coquard dans son remarquable travail sur les habitants des zones rurales⁵⁶, de trouver une forme de **valorisation**, via **l'accès à la propriété**, la possibilité d'avoir un **logement suffisamment grand** pour entretenir du lien social, et des **systèmes d'entraide** et de solidarité où la **réputation** joue un grand rôle: entraide entre proches pour restaurer une maison achetée à bas cout, entraide pour trouver du travail sur des métiers fortement concurrentiels (beaucoup de candidats, peu d'éléments différenciants entre ceux-ci et peu de postes à pourvoir). Une valorisation qui serait beaucoup plus difficile dans les centres villes, où la part de diplômés et professions supérieures est plus élevée (même si elle cohabite avec une grande pauvreté) et où l'accession à la propriété est tout bonnement inenvisageable.

L'enquête Conditions de vie corrobore cette lecture. Les gilets jaunes accordent une *place plus importante au logement*. Ils sont *satisfaits de leur surface de vie* : 87% considèrent que leur logement est de taille suffisante pour une famille contre la leur (contre 86% en moyenne). 36% indiquent que « leur cadre de vie » occupe aussi une place importante dans leur vie (contre 28% en moyenne).

⁵⁶ Benoit Coquard, Ceux qui restent, Faire sa vie dans les campagnes en déclin, La découverte, Octobre 2019

Le logement est important pour les gilets jaunes

Pour chacun des domaines de la vie suivants, pouvez-vous attribuer une note de 1 à 7 selon l'importance que vous lui accordez ? Note 7 attribuée au logement



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Pour maintenir ce mode de vie, la voiture est indispensable. Les gilets jaunes **ne se distinguent pas par des temps de transports particulièrement longs** entre leur domicile et leur travail : 24.5 minutes en moyenne contre 25 minutes pour l'ensemble de la population et 26 minutes pour les personnes hostiles au mouvement. **Les distances qu'ils parcourent régulièrement se situent aussi dans la moyenne.** On pourra noter que de ce point de vue ce sont les personnes « hostiles » au mouvement qui se distinguent par des déplacements dans des périmètres plus restreints.

Des déplacements dans la moyenne

	Se dit 'gilet jaune'	Ensemble de la population	Hostile au mouvement
Se déplace à moins de 2 km de chez soi tous les jours ou presque	49%	47%	51%
Se déplace entre 2 et 49 km de chez soi tous les jours ou presque	37%	36%	27%
Se déplace entre 50 et 200 km de chez soi tous les jours ou presque	(12%)	5%	3%
Se déplace à plus de 200 km de chez soi tous les jours ou presque	(6%)	1%	2%

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

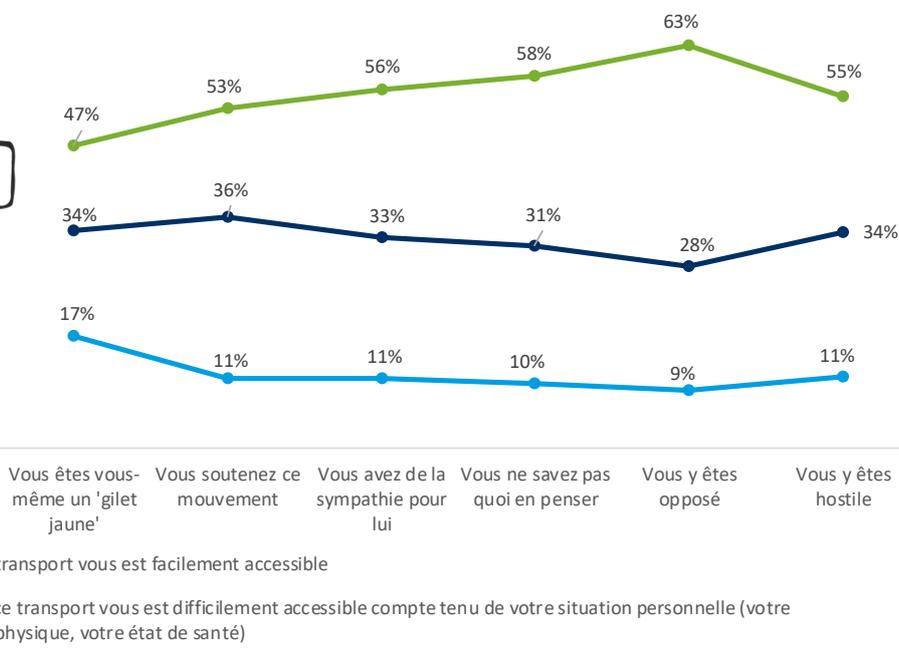
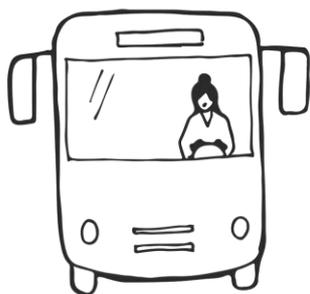
En revanche, ils ont une plus **grande dépendance à la voiture**, qui s'explique notamment parce que les services publics de transports sont insuffisamment présents.

Seuls 47% déclarent en effet avoir facilement accès à un arrêt de transport en commun contre 55% en moyenne. 17% expliquent qu'ils disposent d'un arrêt de transport mais que celui-ci est difficilement accessible **compte tenu de leur situation personnelle** (condition physique, état de santé) contre 11% en moyenne et 34% qu'il n'existe tout bonnement pas d'arrêt de transports en commun à proximité

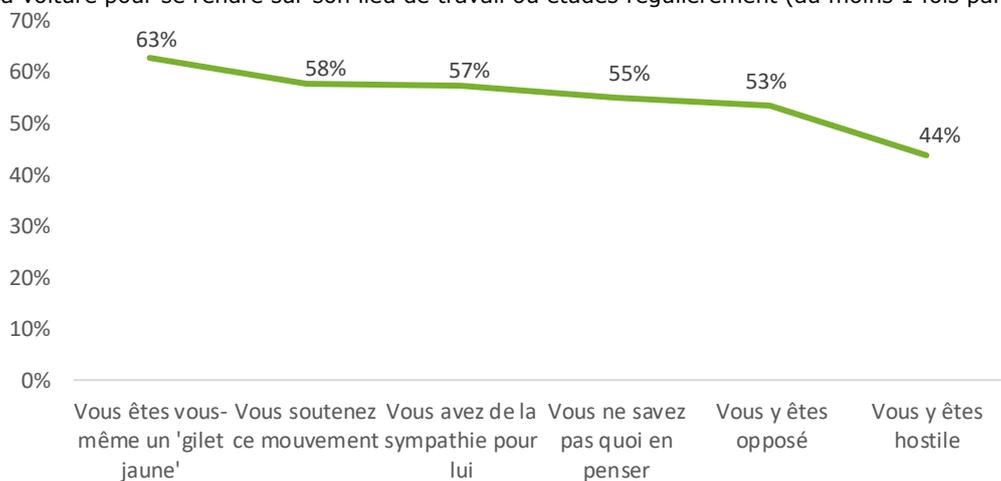
de chez eux. Actifs, avec une moindre accessibilité aux transports en communs, ils sont donc 63% à prendre leur voiture régulièrement (au moins une fois par semaine) pour se rendre sur leur lieu de travail, contre 56% en moyenne et 44% des personnes hostiles au mouvement.

Une dépendance à la voiture

Dispose d'un arrêt de transport en commun à proximité du domicile



Utilise sa voiture pour se rendre sur son lieu de travail ou études régulièrement (au moins 1 fois par semaine)



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Cette dépendance est constatée par différents travaux. L'enquête de la Fondation Jean Jaurès⁵⁷ mesure un taux de soutien au mouvement des gilets jaunes de 79% pour les personnes très dépendantes de la voiture dans leur quotidien à 52% chez les individus ne se disant pas dépendants du tout de leur véhicule.

Le repli territorial des services publics

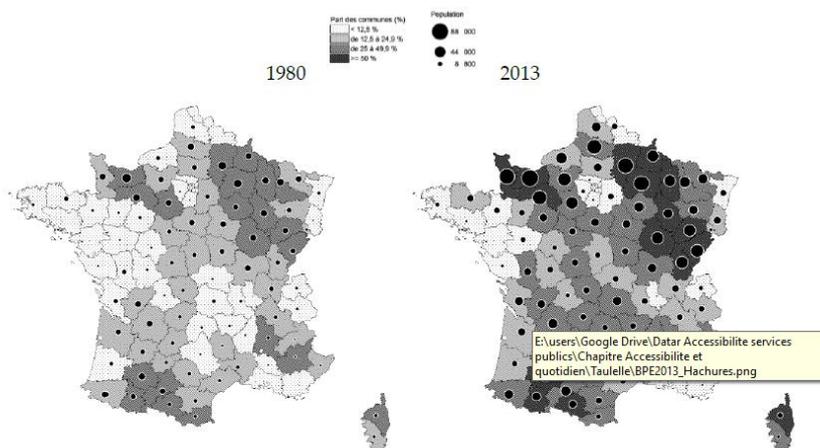
Cette dépendance est probablement accentuée par la **centralisation des services publics** ayant été opérée depuis les années 90⁵⁸. Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal, dans leur précieux travail à partir des données de la statistique publique, montrent qu'après une période d'essor spectaculaire des services publics à partir de la fin du XVIII^e siècle et jusque dans les années 90, depuis 30 ans « **la majorité des services publics, parmi les 15 qu'il est possible de suivre entre 1980 et 2013 connaissent un net repli de leur présence sur le territoire**, dû à un nombre de fermetures généralement bien supérieur à celui des ouvertures. Cette régression des services affecte surtout les petites **communes rurales, les bourgs et les petites villes** ». Le recul concerne d'abord les **maternités** (-48 %) les **bureaux de poste** (-36 % des communes), les **écoles primaires et maternelles**, avec une disparition dans une commune sur quatre (-24 %), les perceptions (-31 %), les gendarmeries (-13 %), les hôpitaux (-4 %). Les **gares** (-28 %) sont elles aussi concernées par ce mouvement. Dans le même temps, et probablement en liaison avec la persistance du chômage et le vieillissement, **les antennes de Pôle emploi, les EHPAD, les médecins et pharmaciens sont plus nombreux**. Mais mis à part la progression de piscines et d'équipement sportifs, les évolutions témoignent d'une forme de dévitalisation de nombreux territoires.

⁵⁷ FOURQUET. Jérôme, « La fin de la grande classe moyenne », Fondation Jean Jaurès

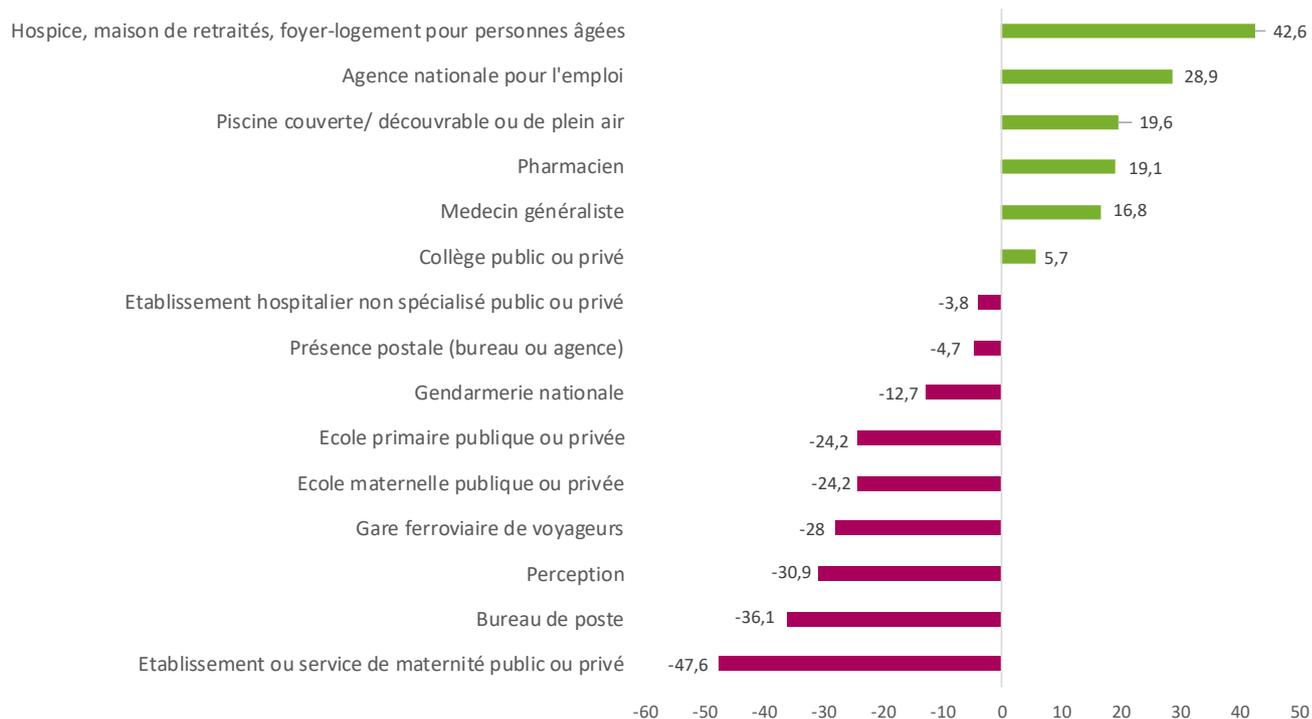
⁵⁸ Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal, Quelle évolution de la présence des services publics en France ?, INRA, UMR1041 CESAER, Université Bourgogne Franche-Comté, AgroSup Dijon, F-21000 Dijon, France

En trente ans un repli de la présence territoriale des services publics

Part des communes n'ayant aucun des quinze services en 1980 et 2013 par département . Les 15 services comptabilisés sont : gendarmerie, perception, pôle emploi (ou agence nationale pour l'emploi), présence postale (bureau, agence/relais), école maternelle, école élémentaire, collège, piscine, hôpital, service de maternité, médecin généraliste, pharmacien, maison de retraite, gare de voyageurs



Taux de croissance du nombre de communes équipées entre 1980 et 2013



Source : Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal à partir de Insee, SCEES, inventaire communal de 1980; Insee, base permanente des équipements de 2013, recensements de la population de 1975 et 2013 ⁵⁹

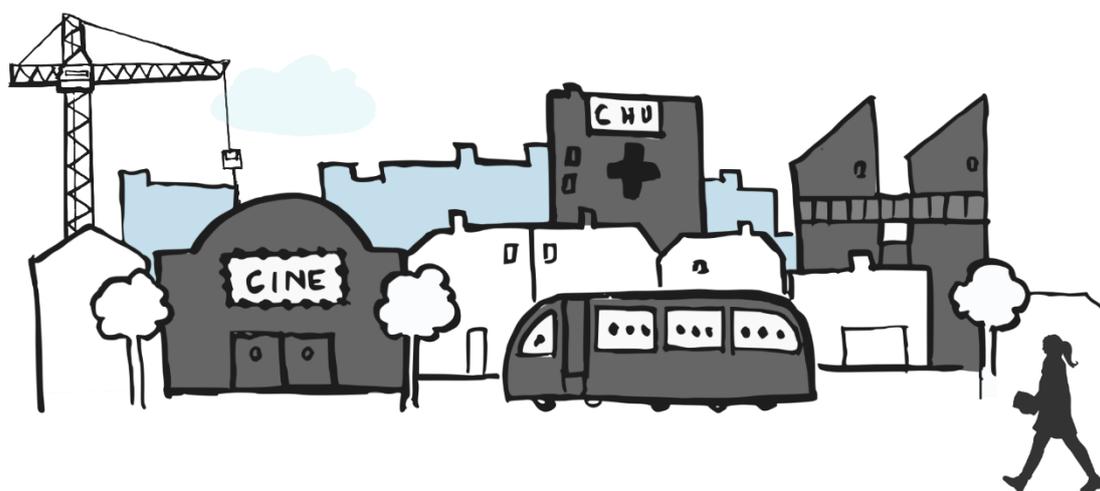
⁵⁹ Aleksandra Barczak et Mohamed Hilal, Quelle évolution de la présence des services publics en France ?, INRA, UMR1041 CESAER, Université Bourgogne Franche-Comté, AgroSup Dijon, F-21000 Dijon, France

L'enquête Elabe – Institut Montaigne⁶⁰ indique que « Seulement 39 % (-11 points par rapport à la moyenne) des Gilets jaunes déclarent avoir un accès facile et rapide à une série de huit services (formation, culture, divertissement, soins, transports, information, courses et administration) ; La moitié des Gilets jaunes (49 %, +10) a le sentiment que les services publics disparaissent là où ils vivent ; 69 % (+11) estiment qu'il est de plus en plus difficile de trouver un emploi là où ils vivent ; La moitié se sent "coincée" là où elle vit (49 %, +5). »

L'enquête Conditions de vie et aspirations permet d'identifier que **40% des gilets jaunes vivent dans des départements où au moins un quart des communes a perdu des services publics** entre 1980 et 2013 (contre 31% en moyenne dans la population).

Cette dimension n'est toutefois **pas déterminante**. En effet lorsqu'on réalise une analyse « toutes choses égales par ailleurs », neutralisant les effets du sexe, de l'âge, du diplôme, de la profession – catégorie professionnelle, et du niveau de vie, la dynamique du territoire en termes de services publics n'a plus d'effet sur l'appartenance au mouvement. **Les faibles revenus, et de diplômés sont prédominants.**

Nous avons déjà constaté cette hiérarchie dans de précédents travaux menés en 2017 par le CRÉDOC pour le CGET. Ces travaux comptabilisaient alors trois Français sur dix partageant **un sentiment de délaissement territorial**. Ce sentiment culminait chez les habitants des communes situées en dehors de l'influence des grandes aires urbaines, pôles d'activité économiques, qu'il s'agisse des communes isolées ou des communes situées dans des pôles de plus petite taille. Il était également très fortement lié à la **situation économique du territoire** dans son ensemble (taux de pauvreté, chômage) mais aussi à la **situation de chacun** : les plus pauvres (36%), les non diplômés (33%), et les chômeurs (39%) exprimaient plus que les autres le sentiment que leur territoire était délaissé par les pouvoirs publics.



⁶⁰ Etude Elabe Montaigne, Les Gilets jaunes : la partie émergée de la crise sociale française ? BLOG - 20 Mars 2019, <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-gilets-jaunes-la-partie-emergee-de-la-crise-sociale-francaise>

Un investissement symbolique très fort de la voiture

On trouve à l'origine du mouvement des gilets jaunes la contestation de la **hausse annoncée des prix des carburants**. Mais revenant quelques mois avant le début du mouvement, on trouve déjà, dans le rejet par une partie de la population de l'**abaissement de la vitesse autorisée à 80km/h** sur les routes secondaires.

Les travaux du CREST⁶¹ qui se sont appuyés sur une cartographie géographique à la fois des sites facebook de mobilisation et des ronds-points bloqués, à partir desquels ils ont réalisé des analyses économiques, mettent en évidence **l'impact de la densité de routes passées à 80km/h** dans la mobilisation.

Jérôme Fourquet⁶² en veut pour preuve que « *le parc de radars automatiques, qui cristallisent encore davantage la rancoeur depuis la mise en place des 80 km/h, a été particulièrement ciblé. Sur les 3 200 radars déployés sur le territoire, près de 20% avaient déjà été **vandalisés** au printemps et à l'été consécutivement à l'annonce puis à la mise en place des 80 km/h. Ce changement de la réglementation s'était traduit par une explosion spectaculaire du nombre de personnes flashées qui passa de 240 000 en juillet 2017 à près de **500 000 en juillet 2018**, mois de l'entrée en vigueur de cette décision. Cet emballement s'inscrivait dans une tendance de déjà **très nette augmentation des recettes des radars automatiques ces dernières années.** »*

La limitation de vitesse à 80km ; et l'augmentation du prix des carburants **viennent limiter la liberté de déplacement de deux manières** : elle les conduit à devoir conduire plus lentement, et vient les frapper au porte-monnaie lorsqu'ils l'enfreignent.

Ce sentiment d'empêchement est d'autant plus fort dans **une société qui valorise et nécessite fortement la mobilité**. Selon le ministère de l'environnement, le nombre de voyageurs-km est passé de 849,5 milliards en 2005 à 956 milliards en 2016 soit une augmentation de 12,5% en une dizaine d'année⁶³. Ces évolutions s'accompagnent de changements dans les représentations. Loin des anciennes figures où la sédentarité était valorisée en opposition au vagabond sans statut, **l'imaginaire contemporain accole à la mobilité de fécondes et positives associations**. Anne Barrère, Danilo Martuccelli⁶⁴ décrivent les multiples connotations dans la littérature articulant la mobilité à la recherche d'une transformation existentielle, la marche vers une vie meilleure, une forme d'emprise sur le monde, la possibilité de se confronter à l'altérité dans un monde exaltant un « *individu ultra-mobile, hyper-malléable et indéfiniment adaptable* » (Taguieff, 2004⁶⁵). Barrère et Martuccelli montrent que la « *représentation fantasmée de la mobilité généralisée de certains individus produit [même une forme] d'enclavement individuel chez d'autres [...] C'est parce qu'ils vivent dans un monde qui survalorise le mouvement, que la mobilité empêchée ou impossible englué certains personnages dans le malaise existentiel. Ne pas pouvoir bouger est plus que jamais un signe d'impuissance sociale.* »

⁶¹ Pierre C. Boyer, Thomas Delemotte, Germain Gauthier, Vincent Rollet et Benoît Schmutz, CREST, École Polytechnique, ENSAE, Les déterminants de la mobilisation des "gilets jaunes", 28 mars, 2019

⁶² Fourquet, Fondation Jean Jaures, note 2

⁶³ Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat, Data lab transport, Les chiffres clés du transport, édition 2018, mars 2018, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2018-10/datalab-31-chiffres-cles-transport-mars2018-c.pdf>

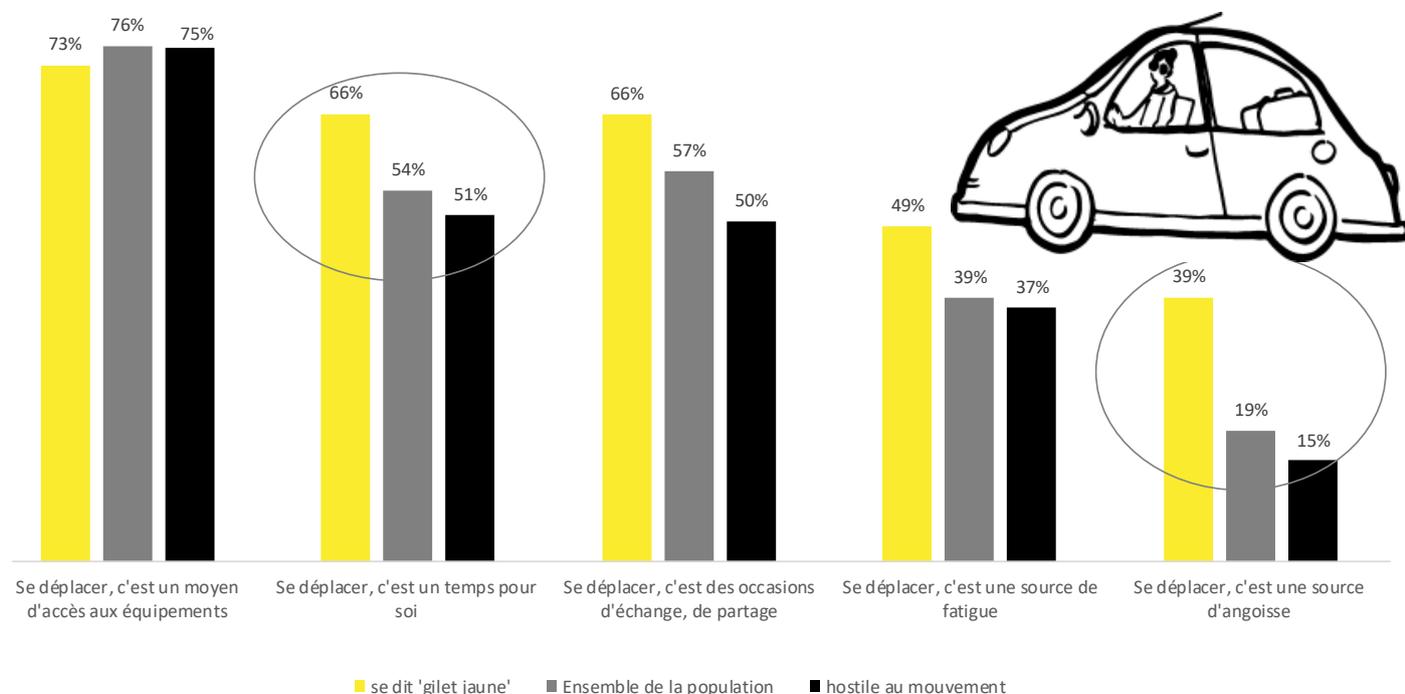
⁶⁴ Anne Barrère, Danilo Martuccelli « La modernité et l'imaginaire de la mobilité : l'inflexion contemporaine », Cahiers internationaux de sociologie 2005/1 (n° 118), p. 55-79.

⁶⁵ Taguieff P.-A., Le sens du progrès, Paris, Flammarion, 2004.

Comme le dit très justement Alexis Spire⁶⁶ – « *le mode d'action par l'occupation des ronds-points et le filtrage des automobilistes peut ainsi s'interpréter comme un **moyen de reprendre le contrôle sur la mobilité*** ».

L'enquête du CREDOC affine le rapport à la voiture des gilets jaunes au travers de différentes questions. Le rapport à la voiture semble revêtir un **caractère symbolique plus fort** chez les gilets jaunes qui l'investissent à la fois davantage de représentations **positives et négatives**. 39% des gilets jaunes associent leurs déplacements à une source d'angoisse, vraisemblablement en liaison avec les questions de **cout**, mais possiblement aussi de respects **d'horaires de travail**. Dans le même temps, se déplacer est décrit par 66% des gilets jaunes **comme « un temps pour soi »**. Une réponse qui n'est pas neutre dans une société qui investit fortement l'identité individuelle⁶⁷.

Se déplacer – tout aussi bien un moment pour soi, ou pour échanger avec d'autres, qu'une source de fatigue et d'angoisse



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Les difficultés de déplacement (accessibilité des transports en commun, absence ou insuffisance de transports fiables et réguliers, couts des carburants, cout d'acquisition et d'entretien de la voiture, voire de plusieurs voitures nécessaires en zone rurale, possession du permis de conduire sans retrait de points, etc) pèsent particulièrement sur les gilets jaunes. **37% déclarent avoir du renoncé à rendre visite ou de la famille à cause de difficultés de déplacement**, 26% à des loisirs, 25% n'ont pu réaliser

⁶⁶ Fond de l'air est jaune

⁶⁷ Voir par exemple

De Singly, Les deux sources de l'individualisme, La vie des idées, avril 2015

Gaucher Marcel, « Trois figures de l'individu », Le Débat, 2010/3 (n° 160), p. 72-78.

des démarches administratives. Un quart évoque même des **relations sentimentales et un accès à l'emploi empêché**. Les difficultés de déplacement ont des impacts dans l'ensemble de la population sur les liens avec autrui, la pratique de loisirs, ou même l'accès à un emploi. Mais chez les gilets jaunes, **l'impact est exacerbé**. Avoir des difficultés de déplacement c'est en quelque sorte **être coupé du monde**.

Ne pas pouvoir se déplacer – une coupure avec le reste de la société

	Se dit 'gilet jaune'	Ensemble de la population	Est hostile au mouvement
A renoncé pour cause de difficulté de déplacement à rendre visite à de la famille, des amis	37%	22%	11%
A renoncé pour cause de difficulté de déplacement à pratiquer des loisirs	26%	17%	9%
A renoncé pour cause de difficulté de déplacement à réaliser des démarches administratives	25%	12%	6%
A renoncé pour cause de difficulté de déplacement à vivre une relation sentimentale	24%	8%	5%
A renoncé, pour cause de difficulté de déplacement à accepter emploi, à suivre études ou formation	23%	9%	5%
A renoncé, pour cause de difficulté de déplacement à réaliser des examens médicaux	21%	11%	8%

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Comme l'explique Poissonnot⁶⁸ « [ces catégories] veulent **pouvoir résider où elles le veulent et se déplacer sans se ruiner**, mais également disposer de pouvoir d'achat pour pouvoir faire des choix à travers lesquels se construire. Voter c'est bien, mais vivre c'est mieux... **L'opposition souvent entendue entre « vivre » et « survivre »** désigne ce souhait de ne pas être enfermé dans les dépenses contraintes, de disposer de moyens pour exercer le principe de l'autonomie personnelle. À quoi bon être autorisé à être soi-même si on ne dispose pas des moyens minimaux pour se le permettre ? »

⁶⁸ Poissonnot, Les "Gilets jaunes", des catégories populaires en quête d'autonomie, 15/12/2018, <https://www.la Tribune.fr/opinions/tri-bunes/les-gilets-jaunes-des-categories-populaires-en-quete-d-autonomie-800976.html>

III. DES REVENDICATIONS

Né initialement d'un rejet des taxes sur les carburants, le mouvement porte **très vite d'autres revendications** qui ont conduit de nombreux commentateurs à considérer le mouvement comme **un agrégat de revendications hétéroclites**. L'historien Noirielle apparente quant à lui cette évolution à une « nouvelle forme de démocratie dans laquelle nous sommes entrés et que Bernard Manin appelle la « **démocratie du public** » (cf son livre Principe du gouvernement représentatif, 1995). De même que les électeurs se prononcent en fonction de l'offre politique du moment – et de moins en moins par fidélité à un parti politique – de **même les mouvements sociaux éclatent aujourd'hui en fonction d'une conjoncture et d'une actualité précises.** »⁶⁹ L'historien rappelle⁷⁰ que « **Les luttes antifiscales ont joué un rôle extrêmement important dans l'histoire populaire de la France. Je pense même que le peuple français s'est construit grâce à l'impôt et contre lui. Le fait que le mouvement des gilets jaunes ait été motivé par le refus de nouvelles taxes sur le carburant n'a donc rien de surprenant. Ce type de luttes antifiscales a toujours atteint son paroxysme quand le peuple a eu le sentiment qu'il devait payer sans rien obtenir en échange. Sous l'Ancien Régime, le refus de la dîme fut fréquemment lié au discrédit touchant les curés qui ne remplissaient plus leur mission religieuse, et c'est souvent lorsque les seigneurs n'assuraient plus la protection des paysans que ceux-ci refusèrent de payer de nouvelles charges. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement des gilets jaunes a été particulièrement suivi dans les régions où le retrait des services publics est le plus manifeste. Le sentiment, largement partagé, que l'impôt sert à enrichir la petite caste des ultra-riches, alimente un profond sentiment d'injustice dans les classes populaires.** »

Et plus globalement, au-delà des questions économiques soulevées par la contestation, il considère que « *les gilets jaunes crient « j'ai mal à la taxe au lieu de dire j'ai mal partout ».*

L'analyse de différentes sources montre effet une grande convergence des revendications sur deux dimensions qui ne se limitent pas aux questions de pouvoir d'achat quotidien. Les revendications s'articulent autour de **deux grandes dimensions** :

- **Un changement du système économique** pour plus de justice sociale
- Une demande de **renouvellement de la démocratie**

Nous appuierons pour décrire celles-ci principalement sur l'analyse en data science des contributions au « Vrai débat » réalisée par le CREDOC, complétées des autres sources (enquêtes en population générale et enquêtes de terrain locales).

⁶⁹ Gérard Noirielle, Les gilets jaunes et les « leçons de l'histoire », 21/11/2018, <https://noirielle.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>

⁷⁰ Id.

1. Dix grands registres de discours issus de l'analyse du Vrai débat

En parallèle du "Grand débat"⁷¹ une autre consultation citoyenne en ligne, appelée le « **Vrai débat** » est mise en place à l'initiative de Gilets jaunes. Celle-ci a vraisemblablement **attiré les contributions d'une partie de ce public** comme le rappelle le Laboratoire LERASS de Toulouse⁷² : « *La consultation s'est déroulée du 30 janvier au 3 mars 2019 et les contributeurs devaient s'inscrire sur le site en renseignant leur e-mail. La communication autour de sa mise en œuvre s'est principalement effectuée via les pages Facebook des Gilets jaunes, plus rarement via les médias (sur une période de trois mois, le rapport est de 800 articles mentionnant le « vrai débat » contre 64 000 pour le « grand débat »). Il est donc possible que les contributeurs soient majoritairement des «sympathisants Gilets jaunes* ».

Remarque liminaire Une consultation en ligne n'est pas une enquête sociologique.

Il n'y a aucun contrôle sur les participants, contrairement à une enquête quantitative qui suit un échantillonnage rigoureux pour représenter la population visée, via des quotas ou des méthodes de sélection aléatoire.

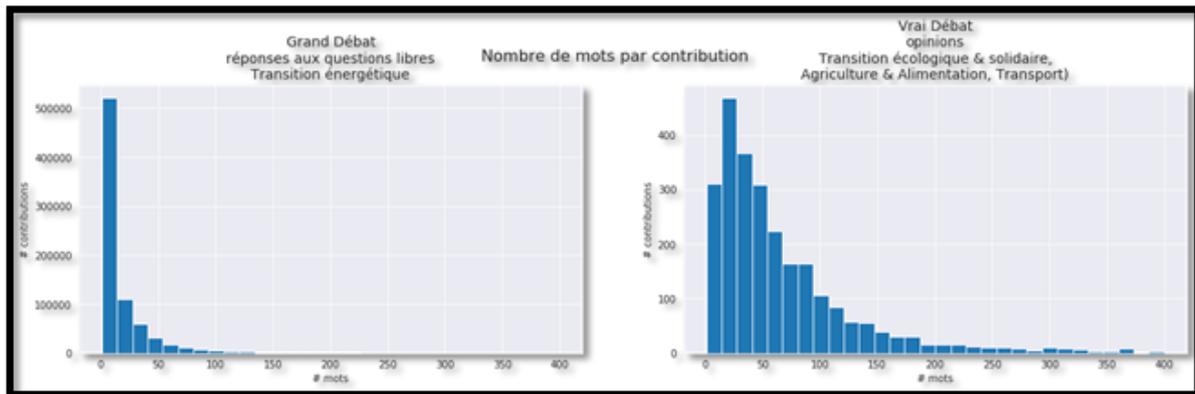
Aucune information (ou pour certaines consultations très peu, ex sur le Grand débat il y a une donnée géographique) ne sont disponibles sur les individus répondant. On ne connaît pas le sexe des participants, ni leur âge, leur niveau de revenu, leur lieu d'habitation, s'ils se sentent gilets jaunes ou pas, s'ils ont manifesté ou pas, etc.

Il faut savoir que, dans ce type de consultations, un même participant (ou groupe de participants) peut créer plusieurs comptes différents et donc proposer plusieurs propositions, arguments et votes.

Notons tout d'abord que les contributions sont relativement longues. Le graphique ci-dessous présente la distribution du nombre de mots des contributions dans les questions ouvertes portant sur la transition écologique du « Grand débat » et dans les contributions libres du thème « Transition écologique & solidaire, Agriculture & Alimentation, Transport » du «Vrai débat». Les personnes qui se sont exprimées sur le site du Vrai débat, probablement car les formats étaient plus ouverts que dans le grand débat, ont écrit des contributions plus longues.

⁷¹ Le Grand débat national a été annoncé le 18 décembre 2018 par le Président de la République et lancé le 15 janvier 2019, il intègre de multiples dispositifs : une plateforme en ligne, des cahiers de doléances dans les mairies et des réunions sur tout le territoire. Ces initiatives ont donné lieu à des analyses et synthèses (<https://granddebat.fr/pages/syntheses-du-grand-debat>) disponibles en ligne.

⁷² Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Julie Renard, Nikos Smyrniotis, La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique, Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider, Rapport de recherche - 22 février 2019, Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse, <https://www.lerass.com/opsn/>



Nous avons mobilisé nos compétences **textométriques** pour classer et cartographier le vocabulaire de l'intégralité des contributions au « Vrai débat », en utilisant le logiciel Iramuteq (<http://www.iramuteq.org>) qui est un logiciel libre de textométrie, développé par Pierre Ratinaud au sein du Lerass et avec le soutien du Labex SMS (ANR-11-LABX-0066).

L'analyse lexicale permet d'accéder aux représentations mentales et dépasse une simple analyse par comptage de fréquences en fournissant les **grandes thématiques**, les champs sémantiques et le vocabulaire structurant et qualifiant les discours.

Nous avons suivi les étapes suivantes de traitement :

1. **Lemmatiser** les mots issus des différentes contributions, c'est-à-dire réduire les mots à leur forme canonique (c'est-à-dire leur forme la plus simple) afin de pouvoir réunir les termes de même sens. Par exemple, les verbes sont réduits à leur forme infinitive, les noms au singulier, les adjectifs au singulier masculin,...

Exemple issu de la documentation du logiciel IRaMuTeQ



mangé, mangeons, mangera → manger
 professionnelles, professionnelle, professionnels → professionnel

Source : Documentation IRaMuTeQ - http://www.iramuteq.org/documentation/fichiers/documentation_19_02_2014.pdf

2. **Opérer une classification descendante hiérarchique (CDH)**. Contrairement à une classification ascendante hiérarchique, on part ici d'une seule classe que l'on scinde au fur et à mesure des étapes. On scinde ainsi, tour à tour la classe qui présente le plus de dissimilitude en son sein (à l'inverse d'associer deux individus qui se ressemblent le plus dans la même classe pour une CAH).

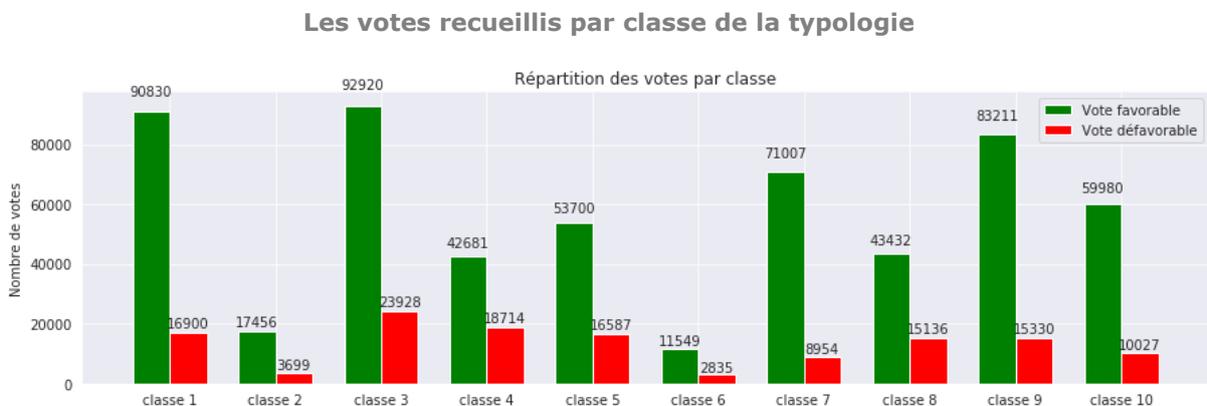
L'analyse aboutit à **dix classes de discours**. L'arbre de l'analyse lexicale présenté permet de visualiser ces dix classes et leurs proximités : lorsque les classes sont reliées par un embranchement elles ont des proximités sémantiques.

Les pourcentages sont calculés sur l'univers des 31 350 segments (issus des 23 205 contributions) : c'est-à-dire des morceaux de discours comptant au maximum 40 mots/lemmes.



Source : CREDOC, Consultation citoyenne « Vrai débat », 2019

Aux contributions libres, s'ajoute la possibilité de **voter pour les contributions** des autres participants au «Vrai débat» et de justifier leurs votes (favorable, neutre, mitigé) par un argument ou une source. Le graphique suivant présente la répartition des votes favorables et défavorables par classe.



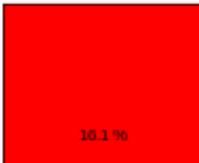
Source : CREDOC, Consultation citoyenne « Vrai débat »

2. Prendre « aux gros » pour donner « aux petits »

La plus importante des familles de discours (32.2%) a trait aux questions économiques, avec le souhait d'une refonte du système fiscal, monétaire, bancaire, de la place des entreprises, du cout du logement, et la recherche d'une plus grande équité des ressources (salaires, emplois, aides)

- Classe 1 --16.1% des verbatim évoquent les questions liées au système économique (fiscal, monétaire, bancaire, entreprises, logement)

classe 1



impôt
fiscal
entreprise
taxer
banque
tva
isf
milliard
revenir
niche
évasion
payer
taux
tranche
imposition
transaction
dette
bénéfice
frauder
cice
actionnaire
optimisation
riche
dividende
euro
naradis

Cette classe est à la fois la plus conséquente elle concerne 16.1% des segments et 3052 contributions et elle **recueille un nombre important de votes favorables (90 830 votes favorables)** contre seulement 16 900 défavorables.

De nombreuses propositions de cet ensemble visent à **refondre le système fiscal**, en supprimant ou réduisant certains impôts (TVA), en supprimant et simplifiant le nombre de taxes (trop d'impôt) ou en créant de nouvelles (ex : **taxes sur les transactions financières**) ou rétablissant d'autres (ISF) dans l'idée de taxer davantage les hauts revenus, et de diminuer les impôts et taxes sur les **personnes modestes ou les classes moyennes**. Il aborde également la demande d'une meilleure **progressivité** de l'impôt via la révision des tranches d'imposition pour les particuliers et entreprises. Ce sous ensemble lexical dénonce aussi la fraude fiscale, et l'évasion dans des paradis fiscaux, à la fois des particuliers et des entreprises et les milliards perdus par la puissance publique, et les questions d'harmonisation des fiscalités entre pays.

Les questions touchant la **place des entreprises dans le système économique et fiscal** sont aussi évoquées. Emergent ainsi les aides jugées inefficaces (CICE notamment), et les impôts à créer afin de favoriser la relocalisation des activités des entreprises, de rétablir une forme de justice fiscale pour **favoriser davantage les PME** et mieux réguler les multinationales. La gouvernance et répartition des richesses au sein des entreprises est également mentionnée, avec une volonté de donner plus de place aux salariés. Dans la même veine, la responsabilité sociale des entreprises vis-à-vis de l'emploi, des territoires est visible dans les discours.

Le **système bancaire et monétaire** sont abordés à la fois avec une dénonciation des produits financiers toxiques (crise des surprimes) et de la finance, une critique des aides qui ont été fournies aux banques suite à la crise de 2008, une remise en cause des missions de la BCE, ou plus proche du quotidien des citoyens le souhait de limiter les frais bancaires jugés injustes. L'intérêt pour des monnaies locales est également cité.

L'augmentation des coûts du logement est également pointé du doigt comme un dysfonctionnement du modèle économique actuel, et des propositions très diverses pour y remédier sont abordées.

Mots clés : impôt, fiscal, taux, taxer, tranche, imposition, transaction, TVA, ISF, entreprise, bénéfice actionnaire, dividende, euro, banque, CICE, milliard, revenir, évasion, frauder, paradis, payer, niche, optimisation, argent, euros, riche, dette, loyer, logement

Ce registre lexical étant le premier numériquement, nous l'illustrerons par des verbatim, dont nous n'avons pas corrigé les fautes de frappe ou d'orthographe, pour rester le plus fidèle au corpus.

« instauration de 15 tranche d'impôt au lieu de 5 aujourd'hui pour répartir plus justement l'impôt et faire en sorte que les plus riches payent proportionnellement plus d'impôt que les premières tranches d'impôt »

« L'ISF jusqu'à présent rapportait 5 milliards d'euros à l'état. Aujourd'hui l'IFI ne rapporte qu'un milliard. C'est inadmissible de demander un effort aux plus démunis et de faire cet allègement fiscal aux plus riches. Cet impôt ne concerne que 330 000 redevables. Où est la justice fiscale ? »

« supprimer la TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité....par contre l'augmenter sur les produits de luxe pour récupérer la différence »

« Définition des classes moyennes : Ceux qui paient toujours plein pot, c'est à dire les actifs ou retraités dont les revenus sont systématiquement au-dessus des seuils pour bénéficier des avantages accordés par le gouvernement et pas assez élevés pour pouvoir se payer des conseillers fiscaux afin de pouvoir "optimiser" leurs fiscalités c'est-à-dire payer une contribution fiscale dérisoire compte tenu de leurs revenus en bénéficiant très souvent des aides (y compris aides sociales) et primes associées. »



Photo Franck Dubray / Ouest France (17^{ème} journée de manifestation)

« 1) Lutter contre les paradis fiscaux qui font perdre à chaque état membre 1 à 1,5% du PIB 2) Créer une taxe sur les transactions financières afin que les marchés financiers contribuent au fond européen de stabilité 3) Renforcer la séparation des banques de dépôts et des banques d'affaires 4) Faire converger l'impôt sur les sociétés au niveau européen »

« Ne pourrait-on pas réfléchir à un système où chacun paierait le carburant selon son revenu, avec par exemple une échelle de prix différents ou une autre progressivité à créer. Un code inséré dans nos cartes bancaires indiquerait notre niveau de revenu et déterminerait le prix à payer et une carte "carburants" pourrait être créée avec ce même code pour les personnes qui souhaitent régler en espèces. Ce même système pourrait s'appliquer aussi aux péages d'autoroutes... »

« Récupération des taxes et impôts non payés par les grosses sociétés et multinationales (GAFAM entre autres) proportionnelle au chiffre d'affaire réalisé en France et non au bénéfice masqué »

« Imposer des taxes aux entreprises qui délocalisent lors de l'importation en France »

Mise en place d'un bonus/malus pour la création d'une entreprise selon le bassin d'emploi: répartir équitablement de façon géographique l'emploi (bonus dans un bassin d'emploi sinistré et malus dans le cas contraire)

« Créer des monnaies locales (régionales ? départementales ? Grandes Villes ?) afin que l'argent reste sur place et ne parte pas dans les banques. Les monnaies locales permettent d'acheter locales (artisans, commerçants,...) tout en n'enrichissant pas les banques. Certaines villes ont même permis le paiement d'impôts via leur monnaie locale, et également le paiement de fonctionnaire de cette manière. »

« Les banques ne tombent pas car elles sont garanties par les gouvernements et donc les citoyens. Il s'agit de séparer l'activité spéculative (pour laquelle la banque fait des bénéfices énormes, et si ils perdent tout (krach) ...les citoyens renflouent pour que le système continue de fonctionner....) de l'activité réelle (l'épargne des gens, les prêts, les entreprises...) Je propose donc qu'on ne garantisse QUE la partie réelle de l'activité bancaire...en

cas de krach sur la bourse, c'est la banque qui paye ses dettes. l'état garantira seulement les citoyens. Hollande avait promis de le faire et en fin de compte le ministre de l'économie à vidé le texte de tout pouvoir...les banques n'en veulent pas, excellent documentaire d'arte sur ce sujet »

« Le logement doit être considéré comme un produit de nécessité et non pas comme un produit spéculatif. Pour ce faire, plusieurs mesures :-taxer lourdement les plus values sur l'ensemble des transactions immobilières y compris sur les résidences principales, et ce dès le premier euro de plus value. -taxer de manière importante les résidences secondaires. Des milliers de logements vides alors que beaucoup de personnes ne peuvent se loger. -décider autoritairement du montant des loyers dans une fourchette de 200 à 500 euros maximum. »

- **Classe 9 – 13.7% des verbatim- Equité des ressources (salaires, emplois, aides)**

Cette classe concerne 13.7% des segments et 3763 contributions. Cette classe suscite le troisième plus grand nombre de votes favorables (83 211 votes favorables et 15330 défavorables).

Elle aborde dans une très large part, la question des **retraites**. **La ré-indexation des retraites sur l'inflation** est évoquée de manière récurrente. Sont aussi mentionnées le souhait de suppression de la **CSG** sur les retraites, le **retour de la retraite à 60 ans**, le rattrapage **des années de gel des retraites**. Différentes situations sont pointées comme injustes (retraites des fonctionnaires ou des élus par exemple).

La deuxième thématique évoquée a trait à **l'équité de salaires et de l'emploi**. Avec à la fois le souhait d'une **garantie de ressources pour vivre**, et à l'autre bout de l'échelle, un **plafonnement des salaires** ou une suppression d'avantages jugés indus (avantages des élus, des fonctionnaires, des grands patrons...). La demande d'équité des ressources vise des dimensions diverses : égalité salariale des hommes et des femmes, salaire parental pour le parent restant au domicile, ressources garanties pour les plus fragiles, ou revenu minimum pour tous par exemple. Les **aides et allocations** sont abordées, avec le souhait de **revalorisation ou de suppression** de certaines, ou encore d'ajouts de critères (suppression des allocations familiales au-delà de 3 enfants par exemple). Différentes personnes décrivent leurs situations et la difficulté d'accéder à certaines aides (Anah par exemple contre la précarité énergétique, ou besoin d'une aide pour prendre en charge les mutuelles par exemple).

L'arrêt de certaines aides – comme les aides à destination des personnes considérées comme « étrangères » est évoqué de manière récurrente.

Et davantage de contrôle est réclamé par certains (exemple : contrôle des arrêts maladies, des fraudes sociales).

Mots clés : Retraite, retraité, pension, salaire, SMIC, net, CSG, allocation, AAH, inflation, indexation, indexer, revalorisation augmentation, monter, cotiser, cotisation travailler, minimum, revenir, mois, chômage, salarié, loyer, employeur

classe 9



retraite
salaire
pension
smic
allocation
inflation
cotisation
retraité
cotiser
csg
indexation
salaire
augmentation
net
indexer
minimum
travailler
mois
monter
revenir
aah
chômage
salarier
loyer
employeur
revalorisation

L'enquête Conditions de vie et aspirations confirme le souhait d'une plus **grande redistribution des richesses de la part des gilets jaunes**. L'idée selon laquelle il faut « **prendre aux riches pour donner aux pauvres** » gagne du terrain depuis 2014 dans la population. En 2019, les deux-tiers des Français se prononcent en faveur d'une plus grande redistribution verticale des richesses (65%, +10 points par rapport à 2014). Le taux observé est en deçà de celui constaté en 2012 (71%), année de l'élection de François Hollande, qui avait notamment valorisé la lutte contre la finance, et proposé l'idée de taxer à 75% les plus hautes tranches de revenus dans sa campagne pour l'élection présidentielle. Mais dès l'année suivante, l'adhésion à cette idée avait régressé en liaison avec la hausse des impôts durement ressentie par la population. 2019 marque donc un retournement de tendance, certainement à lier à la demande de **rétablissement de l'impôt sur la fortune**, largement revendiquée par les Gilets jaunes. Le souhait d'une redistribution plus forte du haut vers le bas de l'échelle des revenus est d'ailleurs une opinion qui différencie fortement les Gilets jaunes (88%) et leurs soutiens qui y sont largement favorables de ceux qui sont hostiles au mouvement (seuls 29% d'entre eux partagent cette opinion).

« Marre d'être tondu »

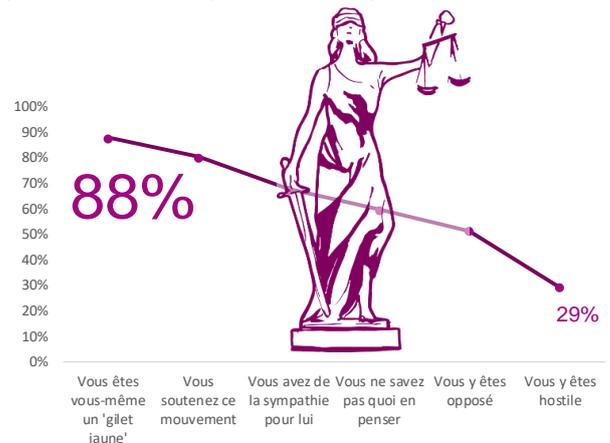
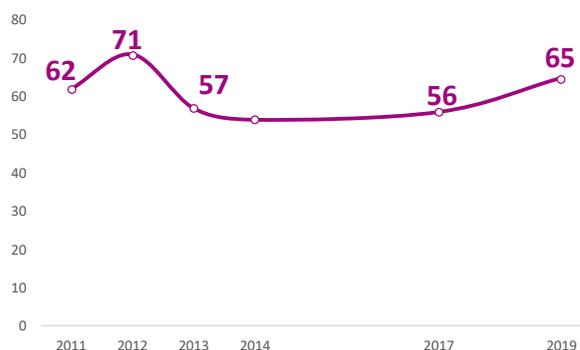
« Manu, c'est à partir de quand que ça ruisselle »

Source : Le fonds de l'air est jaune, slogans collecté 17 nov. au 26 dec. 2018 sur murs, pancartes, banderoles –

75% les plus hautes tranches de revenus dans sa campagne pour l'élection présidentielle. Mais dès l'année suivante, l'adhésion à cette idée avait régressé en liaison avec la hausse des impôts durement ressentie par la population. 2019 marque donc un retournement de tendance, certainement à lier à la demande de **rétablissement de l'impôt sur la fortune**, largement revendiquée par les Gilets jaunes. Le souhait d'une redistribution plus forte du haut vers le bas de l'échelle

88% des gilets jaunes considèrent qu'il faut prendre aux riches pour donner aux pauvres

« Pour établir la justice sociale, il faudrait prendre aux riches pour donner aux pauvres ? »
 Champ : population française, en % d'accord (total tout à fait et plutôt d'accord)



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

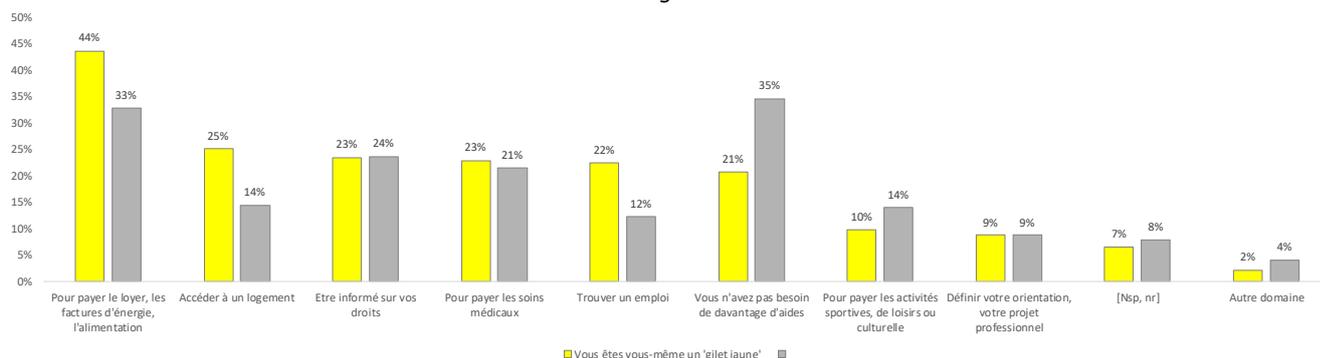
Avec un terrain d'enquête encore très différent, l'étude menée par un collectif de chercheurs de Sciences Po⁷³ via deux questions ouvertes administrées dans le cadre d'un questionnaire diffusé sur 300 groupes Facebook en France métropolitaine, mais aussi sur les groupes locaux pour optimiser la couverture géographique⁷⁴, aboutit à la même prédominance d'attentes concernant la **justice sociale**

⁷³ Chercheurs membres du collectif universitaire d'enquête sur les Gilets jaunes :
 Tristan Guerra, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS
 Frédéric Gonthier, Sciences Po Grenoble Pacte-CNRS
 Chloé Alexandre, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS
 Florent Gougou, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS
 Simon Persico, Sciences Po Grenoble, Pacte-CNRS

⁷⁴ plus de 1 750 réponses, dont 1 455 exploitées résultats disponibles sur le site dédié <https://aspsdt5.sphinxonline.net/reporting/report/41b80c5d-34b5-4ae3-8779-08d6807ede2d/41>

Les Gilets jaunes attendent davantage d'aides des pouvoirs publics

Quels seraient les deux principaux domaines dans lesquels vous souhaiteriez que les pouvoirs publics vous aident davantage ?

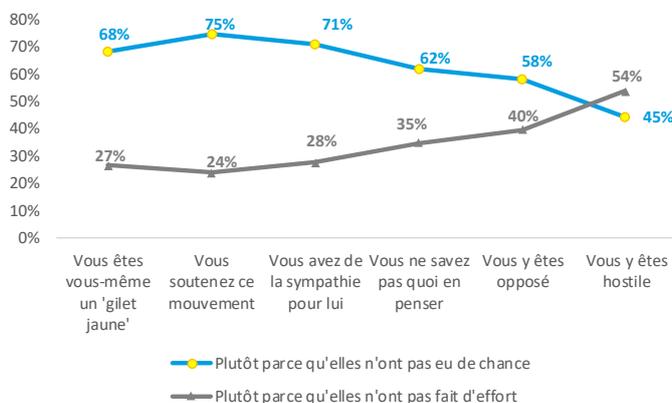


Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Les gilets jaunes se portent en effet en faux par rapport à l'horizon d'une totale responsabilité individuelle des parcours, valeur montante de notre société⁷⁵. Les Gilets jaunes (en grande majorité des actifs à l'équilibre financier fragile) ainsi que leurs soutiens rejettent cette individualisation des responsabilités et réclament un soutien plus fort des pouvoirs publics

La moitié des personnes hostiles aux Gilets jaunes considère que les pauvres n'ont pas fait d'efforts pour s'en sortir

Entre les deux raisons suivantes, quelle est celle qui, selon vous, explique le mieux que certaines personnes vivent dans la pauvreté ? % C'est **plutôt parce qu'elles n'ont pas eu de chance** (vs C'est plutôt parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir)



Source : CREDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

⁷⁵ Sandra Hoibian, Les Gilets jaunes, un "précipité" des valeurs de notre société, Note de synthèse n°26 CREDOC, avril 2019, <https://www.credoc.fr/publications/les-gilets-jaunes-un-precipite-des-valeurs-de-notre-societe>
Sandra HOIBIAN, Gilets jaunes: le refus de la responsabilité individuelle de la pauvreté, ; Consommation & Modes de Vie N306, juin 2019,

Ces difficultés personnelles et besoins d'aide se combinent à un fort sentiment d'injustice. L'étude Elabe – Institut Montaigne⁷⁶ décrit ainsi « **Cette croissante fragilité économique nourrit un sentiment presque unanime au sein des Gilets jaunes de vivre dans une société injuste (87 %, +9) et renforce l'idée selon laquelle la réussite sociale est jouée d'avance (68 %, +5). Ils expriment un profond sentiment de déclassement : 69 % (+17) estiment que leurs parents vivaient mieux qu'eux au même âge. Cette violence sociale ressentie affaiblit le consentement à l'impôt : la moitié des Gilets jaunes considère que les impôts et les taxes qu'elle paye sont inutiles (51 %, +16). Leur colère sociale se perçoit aussi dans les sujets qui indignent le plus les Gilets jaunes, qui ne sont que des sujets économiques et sociaux : écart entre hauts et bas salaires (46 %, +8) et les inégalités sociales (35 %, +5), mais aussi sur la fraude fiscale (26 %, +1), la précarité de l'emploi (26 %, +4), la corruption (25 %, +5) et la fraude aux aides sociales (24 %, -3). »**

Comme le résume le groupe de travail « Triangle » (UMR CNRS 5206, Lyon)⁷⁷ qui a lui aussi analysé le corpus du Vrai débat mais sur un corpus plus réduit (sélection d'un millier de contributions les plus consensuelles, c'est-à-dire ayant un pourcentage important de votes favorables, et peu de défavorables ou mitigés) « **Le titre (et la typographie) d'une des propositions résume l'attitude consensuelle sur la justice fiscale et la colère contre ceux qui fraudent : « Les gros payent GROS et les petits payent PETIT - lutter contre l'évasion fiscale ».** Il y a une forte demande d'équité (proportionnalité, progressivité) et de **sanctions envers les fraudeurs**. La lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, le retour de l'ISF sont présentés comme des revendications de **justice** mais aussi comme des **moyens de financer** les mesures proposées. Elle va de pair avec la revendication sur le CICE, dont est parfois demandée la suppression mais plus souvent encore la vérification d'effectivité : si ça ne sert pas à créer des emplois il faut récupérer les sommes avancées. »

L'enquête des chercheurs Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion à partir d'une interrogation sur les ronds-points de la région de Dieppe le 9 décembre, arrive à des conclusions similaires : « **Le rétablissement de l'ISF, la revalorisation du smic, l'annulation de l'augmentation du prix du carburant, l'augmentation des retraites, la baisse des impôts directs, l'augmentation des impôts pour les plus grosses entreprises, le maintien et le soutien des petits commerces locaux, la réforme des rémunérations des élus et l'interdiction des délocalisations d'entreprises sont plébiscitées par plus de 90 % des « gilets jaunes » comme « prioritaires » ou « très prioritaires ».**⁷⁸

⁷⁶ Elabe – Montaigne - Les Gilets jaunes : la partie émergée de la crise sociale française ?, 20 mars 2019, Blog - <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-gilets-jaunes-la-partie-emergée-de-la-crise-sociale-française>

⁷⁷ Triangle Éléments de synthèse réalisés par le groupe de travail de Triangle (du 8 au 18 mars 2019)

⁷⁸ v https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/27/le-mouvement-des-gilets-jaunes-n-est-pas-un-rassemblement-aux-revendications-heteroclités_5402547_3232.html

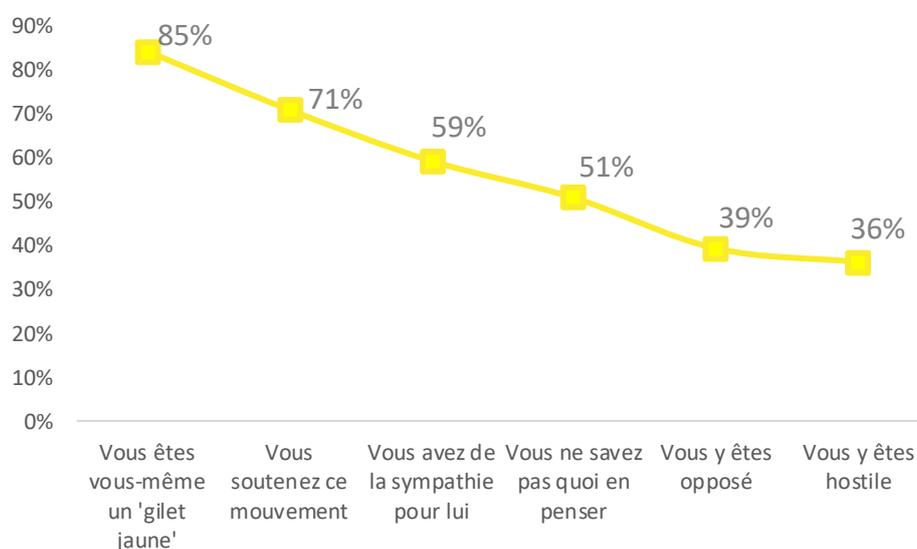
3. Un souhait de changement radical de la démocratie

Sortir de l'invisibilité

La question de l'**invisibilité sociale**, de la présence dans notre société de « groupes de population mal couverts par la statistique publique, peu visibles pour les pouvoirs publics et peu ou mal appréhendés par les politiques sociales »⁷⁹ ou les médias n'est pas nouvelle⁸⁰. Rosanvallon évoquait ainsi « *l'impression d'abandon [qui] exaspère aujourd'hui de nombreux Français. Ils se trouvent oubliés, incompris, pas écoutés. Le pays, en un mot, ne se sent pas représenté* »⁸¹. Nous avons cherché dès 2015 à cerner ce phénomène⁸² et montré **une omniprésence du sentiment d'invisibilité** puisque la **moitié des Français estimaient déjà être confrontés personnellement « très souvent » ou « assez souvent » à des difficultés invisibles**, qui ne seraient pas considérées par les pouvoirs publics ou les médias. Le taux est toujours de **58% en 2019**. Il culmine à **85% chez les Gilets jaunes, et 71% chez leurs soutiens**, contre seulement 36% chez les personnes hostiles au mouvement. Faut-il rappeler que dans sa fonction première le gilet jaune est **un gilet de « haute visibilité »** destiné à améliorer la visibilité d'une personne évoluant en bordure de chaussée en situation dangereuse ou sur un chantier pour améliorer la protection individuelle.

Le soutien au mouvement proportionnel au sentiment d'invisibilité

Avez-vous le sentiment d'être confronté(e) personnellement à des difficultés importantes que les pouvoirs publics ou les médias ne voient pas vraiment ? % très souvent ou assez souvent



Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, 2019

⁷⁹ ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », *La Lettre*, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf

⁸⁰ BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.

⁸¹ ROSANVALLON Pierre, *Le parlement des invisibles*, Editions du Seuil, Raconter la vie, 2014.

⁸² Nelly Guisse et Sandra Hoibian, *La France des invisibles*, Collection des rapports n°327, mars 2016 <https://www.credoc.fr/publications/la-france-des-invisibles>

Devenir visible est d'autant un enjeu que, pour la population, l'invisibilité a comme premier effet des conséquences individuelles. Être invisible socialement **accentuerait d'abord les difficultés des personnes concernées** (52%), jusqu'à les **exclure de la société** (47%). Les catégories les plus modestes de la population, sans doute plus fragiles, expriment plus que les autres cette crainte d'une aggravation de la situation des invisibles. Viennent ensuite le risque de **création de conflits et de tensions** (43%), et l'avènement d'une **société moins solidaire** (32%). Cet impact sur la solidarité est d'autant plus souvent souligné que l'âge décroît, les jeunes ayant peut-être le sentiment d'être les laissés pour compte d'une société dans laquelle leur insertion sociale et professionnelle apparaît de plus en plus difficile.

Comme l'explique Poissonnot ⁸³ « *L'insatisfaction de ces catégories populaires à l'égard du monde politique s'exprime donc **depuis longtemps sous la forme d'une contestation et d'un retrait**. Elle n'est pas prise en compte par le personnel politique. Depuis le 21 avril 2002 ou le référendum de 2005, les institutions n'ont pas notablement changé et les sources d'insatisfaction n'ont pas disparu. Du « cri muet » dans les urnes (comme le suggérait Jean-Claude Kaufmann dans *L'invention de soi*), les catégories populaires sont passées à la colère jaune. »*

L'augmentation du prix du carburant est ainsi lu comme un signe supplémentaire du désintérêt voire du dédain des élites politiques, médiatiques, par rapport aux conditions de vie des catégories populaires ne pouvant se passer de la voiture. L'annonce de la hausse des taxes sur le carburant met le feu aux poudres car elle entretient le sentiment d'injustice fiscale : les élites citadines n'auront pas à supporter cette la taxe carbone puisqu'ils utilisent peu leur voiture, quand ils en ont une. Cette vision caricaturale touche du doigt une réalité : 96% des habitants des communes rurales possèdent ou ont l'usage d'au moins une voiture, contre 69% dans l'agglomération parisienne et 55% dans Paris intra-muros⁸⁴. Le carburant ne représente que 2% du budget des ménages mais demeure indispensable pour travailler, consommer, se déplacer. Sans huile dans le moteur, l'exercice de l'autonomie personnelle devient impossible.

⁸³ Poissonnot, Les "Gilets jaunes", des catégories populaires en quête d'autonomie, 15/12/2018, <https://www.latribune.fr/opinions/tri-bunes/les-gilets-jaunes-des-categorie-populaires-en-quete-d-autonomie-800976.html>

⁸⁴ CREDOC, Enquête « Conditions de Vie et Aspirations »

Le rejet du système politique actuel

Selon une enquête² menée sur les ronds-points par un collectif de chercheurs du centre Durkheim, les gilets jaunes sont des **primo-militants**, qui n'ont jamais milité ni dans un parti politique, ni dans un mouvement syndical.

Une étude de terrain⁸⁵ menée à Dieppe par deux chercheurs Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion indique de manière convergente que pour 54 % d'entre eux⁸⁶, il s'agit de leur première participation à un mouvement social « *Ce qui montre [selon les chercheurs] à quel point ce mouvement rassemble des citoyens peu habitués à l'action collective et souvent éloignés de la politique* ». L'enquête Conditions de vie confirme ces données. Les gilets jaunes participent moins aux élections que la moyenne : **21% déclarent que ces dernières années ils n'ont pas voté**, contre 13% dans l'ensemble de la population. Ils se distinguent par un **rejet très net de la classe politique** : 60% n'ont pas du tout confiance dans les hommes et femmes politiques, contre 45% en moyenne, à l'opposé des personnes hostiles au mouvement qui accordent plus volontiers crédit à leurs représentants actuels.

Ce rejet se cristallise sur le **gouvernement d'Emmanuel Macron**. 67% déclarent qu'ils « ne font pas du tout confiance au gouvernement actuel pour résoudre les problèmes qui se posent aujourd'hui en France » contre 42% en moyenne dans la population et 17% des personnes hostiles au mouvement. Les travaux du LERASS⁸⁷ à partir des publications d'un groupe facebook de gilets jaunes du Cantal établit que classe lexicale la plus forte (19,9% des phrases employées) est composée de segments affichant la **rancœur** du public vis-à-vis du gouvernement incarné par la personnalité d'Emmanuel Macron, rassemblant des « *insultes, mais plus généralement l'expression d'un rapport de force qui se construit entre les gilets jaunes et le gouvernement* ».

Lorsqu'ils se déclarent une proximité avec une famille politique, ils optent plus souvent pour des courants **radicaux** qui appellent à un rejet du « système » actuel : 21% se situent « très à droite » contre 9% en moyenne, 9% « très à gauche » contre 1% en moyenne.

⁸⁵ réalisée le 9 décembre par des questionnaires-papier sur les quatre ronds-points toujours occupés à Dieppe (Arques-la-Bataille, Leclerc Rouxmesnil-Bouteilles, Euro Channel Neuville-lès-Dieppe et Auchan Dieppe). Chiffres donnés sur les 822 répondants (sur 1 549) qui déclarent avoir participé « au moins une fois » à un rassemblement sur un rond-point depuis le 17 novembre.

⁸⁶ https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/27/le-mouvement-des-gilets-jaunes-n-est-pas-un-rassemblement-aux-revendications-heteroclitiques_5402547_3232.html

⁸⁷ Sebbah et al, op.cit.

Autopositionnement politique et confiance dans le gouvernement actuel

	'Gilet jaune'	Ensemble de la population	Hostile
Très à gauche	9%	4%	1%
A gauche	10%	12%	5%
Plutôt à gauche	9%	14%	12%
Au centre	29%	32%	38%
Plutôt à droite	8%	13%	18%
À droite	6%	8%	12%
Très à droite	21%	9%	8%
[Nsp, NR]	8%	8%	6%

	'Gilet jaune'	Ensemble de la population	Hostile
Très confiance	14%	2%	2%
Plutôt confiance	8%	14%	26%
Plutôt pas confiance	16%	36%	43%
Pas du tout confiance	60%	45%	28%
[Nsp]	2%	3%	2%

Source : CRÉDOC, Enquête Conditions de vie et Aspirations des Français, 2019

Les travaux du CEVIPOF et CEPREMAP menés à la fois à partir d'une enquête en population générale, et d'une analyse géographique de l'emplacement des ronds-points convergent en ce sens. Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, Madeleine Péron indiquent ainsi que « *Ce sont majoritairement d'anciens électeurs de **Marine Le Pen, de Jean-Luc Mélenchon ou des abstentionnistes** (dans cet ordre). [...] L'analyse de la géographie des ronds-points confirme le caractère original de ce mouvement. Le Nord-Est et le Sud-Ouest sont les points forts de la mobilisation, soit les deux régions où Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon ont fait leurs meilleurs scores en 2017.*⁸⁸ ».

Les opinions recueillies par le collectif de chercheurs du CNRS « *Notre enquête confirme également le large **rejet des organisations représentatives traditionnelles** : 64 % considèrent que les syndicats n'ont pas leur place dans le mouvement, 81 % pensent de même pour tous les partis politiques. 93 % sont d'accord avec l'opinion selon laquelle « le **peuple**, et pas les responsables politiques, devrait prendre les décisions les plus importantes* ». C'est seulement le cas de 50 à 60 % des Français dans les enquêtes récentes. Il en va de même pour le rejet des élites politiques : 95 % sont d'accord avec l'opinion selon laquelle « *les responsables politiques parlent beaucoup et agissent trop peu* ».

Les travaux de l'institut Montaigne complètent ce portrait en mettant en lumière le sentiment d'une **incapacité** des partis politiques, des syndicats, des députés, des instances européennes et du Président de la République « **à faire évoluer le monde dans lequel on vit** ».

⁸⁸ Yann Algan, Elizabeth Beasley, Daniel Cohen, Martial Foucault, Madeleine Péron, « Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens ? », Observatoire du Bien-être du CEPREMAP et CEVIPOF, n°2019-03, 14 Février 2019

La figure d'un « peuple apolitique » qui décide

Priscillia Ludosky⁸⁹, figure emblématique du mouvement - à la fois à l'initiative de la pétition en ligne, et ensuite très investie dans le mouvement via l'administration de plusieurs groupes Facebook de gilets jaunes - explique la place importante des réseaux sociaux en ligne dans la construction du mouvement, en ce qu'ils permettent précisément selon elle, un **engagement et un échange d'idée sans la barrière qu'est selon elle l'affiliation politique.**

*« Il est peut-être assez inédit de voir que l'on a utilisé un réseau social comme outil pour initier un mouvement et pour continuer à débattre de ce mouvement. C'est peut-être le caractère inédit de la chose : **le rapport numérique est passé avant le rapport humain. Ce qui a fait tomber des barrières** puisque justement le problème c'est que chacun se jauge en fonction du parti dont il est membre. Là tout de suite, on a été dans le vif du sujet, dans le concret, pour échanger sur des idées qui rassemblent. Après forcément, au bout d'un an apparaissent des divergences. Mais au départ ce qui est très rassembleur c'est justement que par **les outils numériques, son affiliation à un parti politique ne se manifeste pas.** C'est par la force du débat, qu'effectivement les désaccords se font voir. Mais au départ non. Facebook est très rassembleur, très rapidement. »*

Les témoignages accréditant l'idée d'une révolte populaire sont nombreux. Les gilets jaunes se revendiquent du **peuple** sur les réseaux sociaux⁹⁰ ainsi que dans leurs interventions médiatiques. Inscrit dans le vocabulaire du mouvement, le « peuple » est le mot qui revient le plus souvent dans les doléances des gilets jaunes analysées par le laboratoire PACTE. Plus encore, les gilets jaunes ont le sentiment de **former** le peuple comme l'indique P. Genestier à partir de ses observations durant un mois, de la mi-novembre à la mi-décembre 2018, au contact de «gilets jaunes» occupants un rond-point sur une large route départementale d'accès à une ville sous-préfecture du département de Seine-et-Marne:

« Il s'agissait pour moi d'échanger avec quelques dizaines de personnes mobilisées, se disant elles-mêmes constituer "le peuple" puisqu'elles s'affirmaient représentatives de la « masses de la population » ignorée par "ceux d'en haut" ». [Genestier, 2019]

Plusieurs études convergent en ce sens. *« Lorsqu'on leur demande de choisir qui « devrait décider de ce qui est le meilleur pour le pays », les personnes interrogées font majoritairement confiance à des **citoyens tirés au sort** (53 %, contre 17 % pour les Français). Peu soutiennent une prise de décision par les députés (13 %) ou par le président de la République (2 %). Le recours aux experts est une solution envisagée par 30 % de l'échantillon, autant que l'ensemble des Français. »⁹¹*

⁸⁹ Priscillia Ludosky : « Créer un groupe Gilets Jaunes Facebook, c'est créer une petite entreprise politique virtuelle », entretien Par Igor Galligo, dans AOC Média

⁹⁰ Voir par exemple <https://www.facebook.com/gjpourlepeuple/>

⁹¹ Etude de 5 chercheurs de Sciences Po Grenoble (enquête par questionnaire en ligne diffusé sur 300 groupes Facebook.) https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/01/26/qui-sont-vraiment-les-gilets-jaunes-les-resultats-d-une-etude-sociologique_5414831_3232.html

Selon la Fondation Jean Jaurès « Parmi les 10 % des Français qui déclarent aujourd'hui se sentir « gilets jaunes », seuls 19 % d'entre eux pensent que la démocratie fonctionne bien ; les personnes soutenant le mouvement sans pour autant s'être mobilisées sont 32 % à consi-



Premier appel des Gilets jaunes de Commercy

Le mouvement est finalement davantage **a-partisan** qu'a-politique. L'exemple des « Gilets jaunes de Commercy » (Meuse) témoigne d'une forme de **politisation**. Les Gilets Jaunes locaux se sont organisés en assemblée populaire, prenant chaque décision après un vote des militants présents, et rédigeant des « appels »⁹² avec pour objectif de se doter de **lieux** "où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider", comme l'expliquait leur premier appel, mis en ligne le 30 novembre sur Youtube. D'autres témoignages expriment une forme de politisation. « Avec les

gilets jaunes, on est sorties de notre impuissance », résumant-elles d'une seule voix.⁹³ Dans leur étude menée à Dieppe sur les ronds-points les deux chercheurs Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion indiquent que « le mouvement des « gilets jaunes » n'est **pas vécu par ses principaux protagonistes comme un simple mouvement revendicatif et ponctuel** : 91 % des « gilets jaunes » souhaitent s'organiser en un mouvement structuré et durable et 80 % pensent même qu'ils doivent se doter de **messagers/porte-parole démocratiquement élus pour les représenter.** »⁹⁴

L'enquête d'Elise Lobbedez⁹⁵ à partir de son observation participante de « gilets jaunes » de la région lyonnaise confirme le tournant en termes d'engagement qu'a pu constituer le mouvement pour certains de ses participants, qui a pu aller jusqu'à provoquer des changements de vie.

Dans notre enquête Conditions de vie, 21% des gilets jaunes **déclarent accorder une importance maximale à la politique et la vie publique** (avec une note de 7 sur une échelle de 1 à 7), contre 13% en moyenne des Français.

Les différentes revendications du mouvement nous semblent également témoigner d'une politisation progressive, dans le sens d'une attention plus forte portée à la chose publique, aux enjeux de société.

Changer la représentation, mieux contrôler les élus

Dans son enquête, le collectif de chercheurs indique que « le thème du **renouveau démocratique et citoyen** est très saillant : 97 % des « gilets jaunes » estiment que la **démocratie** ne fonctionne pas très bien (25 %) ou **pas bien du tout (72 %)**. C'est 37 points de plus que l'ensemble des Français.

De fait, **le deuxième plus gros registre de discours (26%) des contributions du Vrai débat expriment ce souhait de renouveau de la démocratie**, autour de trois dimensions.

dérer que la démocratie fonctionne bien ; les personnes qui ne soutiennent pas le mouvement sont les plus satisfaites du système démocratique : 63 % considèrent que la démocratie fonctionne bien en France. » <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-observatoire-de-la-democratie-2019-premiers-enseignements>

⁹² <https://www.youtube.com/watch?v=dfLIYpJHir4>

⁹³ « Avec les gilets jaunes, nous sommes sorties de notre impuissance » : des femmes racontent leur année de révolte, 22 novembre 2019, Bastamag <https://www.bastamag.net/femmes-gilets-jaunes-maison-du-peuple-mouvement-social-mobilisation-greve-5-decembre>

⁹⁴ https://www.lemonde.fr/idees/article/2018/12/27/le-mouvement-des-gilets-jaunes-n-est-pas-un-rassemblement-aux-revendications-heteroclités_5402547_3232.html

⁹⁵ Elise Lobbedez, Un an après, le gilet jaune a bouleversé les quotidiens, 15/11/2019, The conversation, <https://theconversation.com/un-an-apres-le-gilet-jaune-a-bouleverse-les-quotidiens-126535>

La première et la plus importante de notre analyse lexicale (la classe 3 regroupe 13.1% des segments classés et concerne 3052 contributions) aborde en effet la question du **changement des modes de représentation des citoyens**. C'est cette classe qui **recueille le plus de votes d'adhésion (92920)**. Elle est également la plus **clivante** avec le plus de votes défavorables (23928), bien que beaucoup moins nombreux. Elle représente les contributions en faveur d'un changement du mode de représentation démocratique des citoyens. Plus spécifiquement nombreuses contributions souhaitent un changement des règles électorales, avec une prise en compte du **vote blanc**, un **taux de participation minimal** requis pour une prise en compte des résultats, voire un vote obligatoire. Autre attente très fortement présente : le désir d'un plus grand recours au référendum (avec notamment la revendication du **Référendum d'Initiative Citoyenne**) notamment pour les décisions importantes (modification de la Constitution, engagement de la France dans des traités internationaux - décision de la sortie de la France de l'Union Européenne, par exemple). D'autres contributions abordent la **remise en question du système représentatif actuel (Sénat, Parlement), l'introduction du tirage au sort dans les assemblées représentatives**, l'écriture d'une nouvelle constitution, etc.



voter	justice	député
référendum	magistrat	élire
constitution	juge	mandat
peuple	tribunal	sénateur
citoyen	juger	président
débattre	pénal	assembler
démocratie	procureur	sénat
référendum	délit	proportionne
élection	manifeste	ministre
blanc	avocat	cumul
candidat	justiciable	élection
initiative	manifestation	députer
démocratique	condamner	parlementaire
vote	commettre	casier
proposition	crime	conseil
loi	policer	maire
assembler	parquet	vierge
décision	coupable	département
exprimer	peine	avantage
politique	judiciaire	indemnité
élire	procès	république
législatif	jugement	suffrage
scrutin	indépendant	conseiller
électeur	cassation	régional
majorité	poursuite	national
opinion		

Deuxième idée récurrente émergeant de la concertation le souhait **d'un plus grand contrôle de la place des élus**. Cette classe 7 regroupe 9.6% des segments classés, soit 2616 contributions. Cette classe évoque très nettement la volonté de **réduire les avantages des députés et plus largement de l'ensemble des élus** (rémunération des hauts fonctionnaires, indemnités à vie pour certaines catégories d'anciens élus, immunité parlementaire, cumul des mandats). S'y ajoute **l'exigence d'exemplarité des élus et membres du gouvernement** (obligation d'avoir un casier judiciaire vierge).

De nombreuses voix s'expriment également en faveur d'une **diminution du nombre de niveaux de représentativité** (suppression du Sénat et redondance des niveaux commune/département/région), de l'introduction de scrutins **proportionnels** et d'un meilleur **contrôle** du travail des députés et des hauts fonctionnaires.

Enfin et de manière plus marginale, est évoquée l'attente d'une **justice indépendante et impartiale**. La classe 2 regroupe 3.2% des segments classés et concerne 878 contributions.

Les verbatims reflètent très fortement le désir d'une justice plus indépendante du pouvoir exécutif. De nombreuses contributions soulignent également la volonté d'avoir une justice plus équitable : mettre fin à l'impunité des élus et ne plus avoir de justice à plusieurs vitesses. Les violences policières sont aussi largement mentionnées, notamment dans le contexte des manifestations des Gilets jaunes. En contrepoint, on relèvera par ailleurs une part non négligeable d'interventions réclamant le retour à un état fort ainsi qu'un maintien de l'ordre plus ferme. Le souhait d'une application des peines plus rigoureuse est par ailleurs très nettement observable.

Pierre Rosanvallon⁹⁶ légitime cette attente ainsi « *Les représentants sont élus avec un si faible pourcentage aujourd’hui que leur légitimité de départ peut vite s’affaïsser, et qu’il faut donc la renforcer par des **épreuves permanentes de légitimation**. L’onction électorale, il faut le rappeler, repose sur une fiction qui consiste à dire que la majorité exprime la volonté générale. Avec ces majorités courtes et un fort taux d’abstention, le pouvoir doit sans cesse relégitimer son « permis de gouverner », être évalué, contrôlé. Il faudrait aussi, comme on l’a dit, une **démultiplication des formes de représentation**. Cette révolte est le révélateur du nécessaire basculement des sociétés dans un nouvel âge du social et de l’action démocratique.* »

Des préoccupations environnementales...différentes

Le mouvement des Gilets jaunes ayant émergé à la suite de la hausse des taxes de carburants, la question de position de la position des militants du mouvement vis-à-vis du défi climatique s’est très vite posée. La Fondation Jean Jaurès et l’IFOP⁹⁷ popularisent alors la formulation de Jean-Marc Jancovici en opposant les « *Fins de mois difficiles versus fin du monde ou quand la transition écologique réactive le clivage de classe* ». D’un côté la France qui se mobilise est celle des fins de mois difficiles, de l’autre les catégories aisées et diplômées se sentent beaucoup plus concernée par la fin de monde annoncée en liaison avec l’urgence climatique.

L’enquête Conditions de vie montre une vision plus nuancée. Certes les gilets jaunes sont avant tout préoccupés par les questions financières qui obscurcissent et s’imposent de manière lancinante au quotidien. Interrogés sur leurs préoccupations⁹⁸, la pauvreté en France arrive très nettement en tête (42% vs 27% en moyenne). Mais celles-ci n’écarterent pas complètement les questions écologiques. 20% des gilets jaunes se disent **préoccupés par l’environnement**. C’est moins que la moyenne de la population (26%) mais ils sont aussi nombreux (25% vs 23% en moyenne) à se dire prêts à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l’environnement, et 49% se déclarent sensibles à l’environnement, soit davantage que la moyenne de la population.

Les gilets jaunes ne se désintéressent pas des questions environnementales



Se dit préoccupé par la dégradation de l’environnement, parmi une liste de 12 thèmes

Se dit prêt à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l’environnement

Se dit sensible à l’environnement (notes 6 ou 7 sur 1 à 7)

	Se dit 'gilet jaune'	Ensemble de la population	Se dit hostile au mouvement
Se dit préoccupé par la dégradation de l’environnement, parmi une liste de 12 thèmes	20%	26%	29%
Se dit prêt à payer plus de taxes affectées directement à la défense de l’environnement	25%	23%	33%
Se dit sensible à l’environnement (notes 6 ou 7 sur 1 à 7)	49%	41%	48%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

⁹⁶ Le fonds de l’air est jaune

⁹⁷ Focus Ifop, Fondation Jean Jaurès, Les « gilets jaunes » : révélateur fluorescent des fractures françaises, N° 186, Novembre 2018

⁹⁸ Parmi une liste de douze thèmes intégrant l’immigration, l’Europe, la pauvreté dans le monde, les maladies graves, le chômage, les conflits sociaux, la drogue, la violence et l’insécurité, les tensions internationales.

L'étude du CENRS montre que 31 % se déclarent « prêts à accepter une réduction de leur niveau de vie afin de protéger l'environnement », contre 35 % qui refusent cette idée et 34 % qui ne s'estiment ni prêts ni pas prêts. Là encore, ce sont des proportions similaires à celles mesurées dans l'ensemble de la population française.

Les gilets jaunes se montrent moins préoccupés par le réchauffement de la planète (31%) que l'ensemble de la population (41%) et nettement moins que les personnes hostiles (49%, 18 pts d'écart). Mais ils se montrent plus sensibles à d'autres atteintes à la nature : **la pollution de l'eau, des rivières et des lacs** arrive en tête de leurs préoccupations dans le domaine écologique (32%, soit +7 pts par rapport à la moyenne et +18 pts par rapport aux hostiles).

Ils sont préoccupés autant par la pollution de l'eau que par le réchauffement climatique

Parmi les problèmes suivants liés à la dégradation de l'environnement, quels sont les deux qui vous paraissent les plus préoccupants ?

	Gilets jaunes	Ensemble	Hostiles
Le réchauffement de la planète	31%	41%	49%
La disparition de certaines espèces végétales ou animales	32%	32%	26%
Les catastrophes naturelles (inondations, tempêtes, séismes,	25%	28%	26%
La pollution de l'eau, des rivières et des lacs	32%	25%	24%
La pollution de l'air	15%	22%	27%
Les risques de l'industrie nucléaire	13%	12%	10%
L'augmentation des déchets ménagers	16%	11%	11%
Le recours à des technologies non respectueuses de l'environnement	13%	10%	10%
La dégradation des paysages	10%	8%	7%
La gêne occasionnée par le bruit	11%	6%	8%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019, questions insérées par le SOeS

Mais alors que les personnes hostiles au mouvement considèrent que ce sont en priorité les entreprises (47%) puis les particuliers (34%) qui doivent changer leurs comportements pour assurer le respect du développement durable, les gilets jaunes pointent davantage la responsabilité des **administrations** (27% vs 22% en moyenne et 17% chez les personnes hostiles au mouvement). L'Etat est pointé en premier lieu. 30% citent aussi la commune, vraisemblablement en liaison avec leur affinité plus grande aux actions mises en place à l'échelon local.

Une attente plus forte de prise de responsabilité dans ses actes par l'administration

Selon vous, qui doit en priorité changer ses comportements pour assurer le respect du développement durable...

	Gilets jaunes	Ensemble	Hostiles
Les administrations	27%	22%	17%
Les particuliers	24%	27%	34%
Les entreprises	48%	49%	47%
[Nsp, nr]	2%	2%	2%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

Parmi les acteurs publics, qui selon vous serait le mieux placé pour mettre en place des actions avec un impact vraiment positif sur l'environnement ?

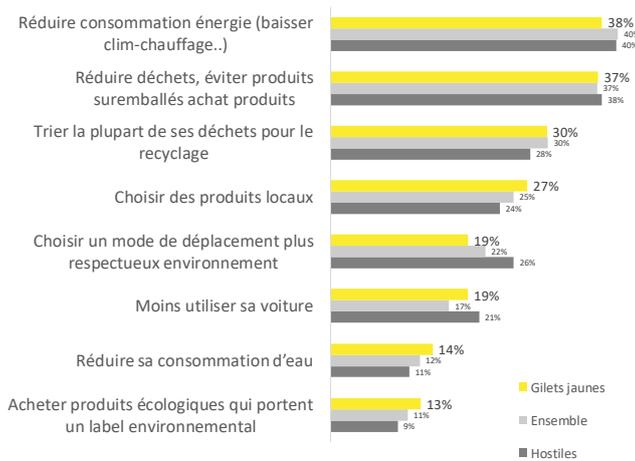
	Gilets jaunes	Ensemble	Hostiles
Les communes	30%	23%	30%
Les départements, les régions	27%	26%	26%
L'Etat	41%	48%	41%
[Nsp, nr]	1%	2%	3%

Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », 2019

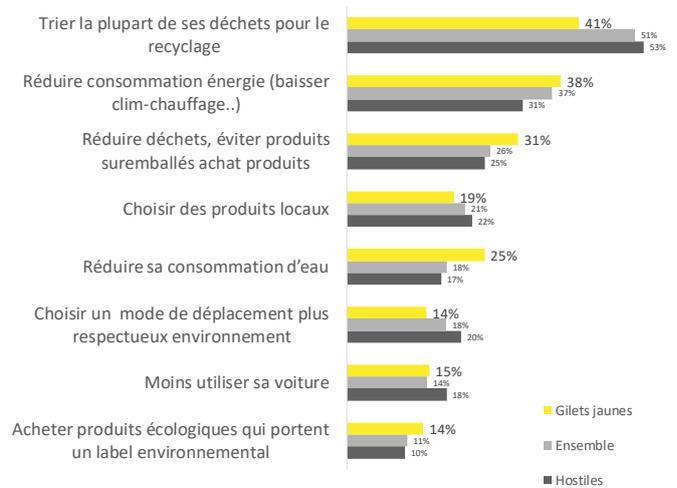
Lorsqu'on les interroge sur les actions individuelles qu'ils mettent le plus fréquemment en œuvre pour protéger l'environnement. Le tri des déchets arrive en tête de leurs réponses, avec une proportion toutefois inférieure à celle du reste de la population (41% vs 51%). Mais ils mettent davantage en avant leur attention pour réduire leur **consommation d'énergie** (chauffage) (38% contre 31% des personnes hostiles) et réduire leur consommation d'eau (25% contre 17% des hostiles). Ces comportements sont évidemment à mettre en relation avec leurs difficultés financières et leur gestion au plus près de leurs budgets, s'imposant de nombreuses restrictions. Mais pas seulement. Ils sont nombreux à déclarer **réduire à la source les déchets en évitant les sur-emballages** (31% vs 25% en moyenne) et 14% indiquent qu'ils achètent des produits avec label environnemental (vs 10% des hostiles). En revanche leur dépendance à la voiture reste visible puisqu'ils mentionnent moins souvent les leviers liés aux déplacements (choix de transport alternatif, réduction de l'usage de la voiture).

S'ils n'évoquent pas davantage l'achat de produits locaux comme mode d'action vert qu'ils effectuent au quotidien, ils sont plus nombreux à considérer que **consommer local** est un moyen **efficace** de protection de l'environnement (27%) que les autres. A l'inverse ils sous valorisent l'impact de la voiture sur la planète.

Selon vous, quelles sont les deux actions individuelles les plus efficaces pour protéger l'environnement



Au quotidien, quelles sont les deux actions que vous mettez le plus fréquemment en œuvre pour protéger l'environnement ?



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », questions insérées par le SOeS

Contraints financièrement, ils ont, de fait, une **consommation plus restreinte** : 63% expliquent qu'ils ont fait des économies au cours des 6 derniers mois en « consommant moins » (contre 56% en moyenne et 53% des hostiles), 52% qu'ils ont acheté des produits d'occasion (contre 36% en moyenne et 26% des hostiles), et 40% ont eu recours à des pratiques collaboratives non marchandes (telles que des pratiques d'échange ou de partage de biens et de services entre particuliers (ex. covoiturage, co-location entre personnes âgées et étudiants, échanges de services de jardinage, bricolage/recyclage, échange de livres, de jouets, petits cours, monnaies locales, fab lab, etc.) contre 21% en moyenne et 14% des hostiles.

Les travaux menés par soixante-dix sociologues, politistes et géographes ayant répondu en novembre 2018 à l'appel du Centre Emile Durkheim (CNRS-Sciences Po Bordeaux) et ayant interrogé 1300 gilets jaunes via des questionnaires en ligne aboutissent à des conclusions convergentes.

Magali Della Sudda⁹⁹ dresse ainsi un portrait très parlant du mouvement sur ce plan. « *Le mouvement, qui est né d'une protestation contre la hausse des taxes sur le carburant, a souvent été qualifié d'anti-écologiste. Notre enquête montre pourtant que les « gilets jaunes » qui estiment que l'écologie n'est pas une priorité sont très minoritaires. L'argument des fins de mois contre la fin du monde est battu en brèche. [...] L'enquête témoigne de l'émergence d'une "praxis écolo populaire" – faire son potager, acheter sa viande chez l'éleveur d'à côté, consommer autrement. [...] Ainsi, à la question : « Certaines personnes défendent la hausse des taxes sur le carburant pour des raisons écologiques. Que leur répondez-vous ? », près d'un tiers des personnes répond « Je suis pour l'écologie », et près d'une personne sur cinq « C'est le kérosène et les yachts qu'il faut taxer ». Ce qui résume bien le mouvement : l'expression d'une demande de justice dans les politiques environnementales, fiscales et sociales. Ainsi, un peu plus d'un sur dix estime que « ce n'est pas à [eux] de payer », qu'« il faudrait que la taxe sur les*

99 Magali Della Sudda, Les "gilets jaunes" sont écolos, à leur manière », 03/09/2019, Le Monde, https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/09/03/magali-della-sudda-les-gilets-jaunes-sont-ecolos-a-leur-maniere_5505699_3232.html

carburants aille vraiment à l'écologie », ou que l'écologie, « c'est pour ceux qui ont les moyens ». Plusieurs marchés citoyens réunissant producteurs locaux et habitants, et qui court-circuitent la grande distribution, ont vu le jour depuis le début du mouvement. On l'a constaté aussi bien en Gironde – à Saint-Macaire – que dans l'Oise ou en Bretagne. »



Une dimension que l'on retrouve dans l'analyse de Brigitte Sebbah et al. qui identifie dans les commentaires en ligne postés sous la pétition de Priscillia Ludosky côté d'un registre de colère contre le gouvernement, que **l'essentiel des commentaires évoquent « l'inefficacité écologique de la mesure et de son impact négatif sur le quotidien des travailleurs, notamment en milieu rural et périurbain. »**

4. Une aspiration à davantage de lien social ?

Les revendications des gilets jaunes n'évoquent quasi jamais cette dimension. Pourtant, il nous semble que l'analyse de leurs réponses à un certain nombre de questions posées dans l'enquête indiquent une **sensibilité particulière au lien social**.

Dans notre enquête, les personnes qui se disent gilets jaunes ne se montrent pas plus isolés socialement que les autres, elles semblent même avoir une sociabilité plus importante :

- 44% des gilets jaunes actifs voient leurs collègues plusieurs fois par mois contre 30% en moyenne
- 72% déclarent rencontrer régulièrement des membres de leur famille proche, une proportion très proche de la moyenne (76%)
- 38% voient une ou plus fois par semaine des membres familles (contre 24% en moyenne)
- 40% reçoivent des amis au moins une fois par semaine (contre 16%)
- 40% ont des échanges avec des voisins, dans leur immeuble ou quartier au-delà de l'échange de pure politesse une ou plusieurs fois par semaine (contre 26%)

Les gilets jaunes **mobilisent notamment les réseaux sociaux en ligne** pour étendre leur réseau de sociabilité :

- 49% des gilets jaunes indiquent que Internet et les technologies de l'information leur ont permis de : nouer des liens avec de nouvelles personnes (contre 43% en moyenne et 41% des personnes hostiles)

- 58% des gilets jaunes indiquent qu'ils ont grâce aux TIC pu retrouver d'anciennes connaissances (contre 50% en moyenne et 47% des personnes hostiles)
- 25% des gilets jaunes indiquent qu'ils ont grâce aux TIC pu faire une rencontre amoureuse (contre 15% en moyenne et 15% des personnes hostiles)



Un « gilet jaune » à Paris, samedi 7 décembre 2019. Julien muguet pour « Le Monde »

Est-ce parce que 37% sont célibataires, soit 7 points de plus que la moyenne (30%) ? Malgré une fréquence de liens sociaux proche, voire supérieure, à celle observée dans l'ensemble de la population, et malgré leur mobilisation d'internet pour étendre leurs réseaux de sociabilité, **28% déclarent se sentir souvent seuls** (vs 20% en moyenne), et parmi ceux-ci 88% déclarent en souffrir (contre 80%)

47% déclarent par ailleurs se sentir de temps à autre abandonnés, inutiles exclus (contre 30% en moyenne).

En parallèle, 29% des gilets jaunes donnent une note de 7 (sur 1 à 7) sur **l'importance qu'a la cohésion sociale dans leur vie** (contre 24% en moyenne) Six mois après, dans l'enquête de juin (menée cette fois en face à face) la dimension est encore plus importante : 47% des gilets jaunes (6% de la population) donnent alors une note de 7 (sur 1 à 7) sur l'importance qu'a la cohésion sociale dans leur vie (contre 31% en moyenne, et 18% des hostiles).

Les **ronds-points constituent en cela des points de rassemblement, où le lieu fait lien** comme l'expliquent¹⁰⁰ Antoine Bernard de Raymond et Sylvain Bordiec à partir de leur enquête ethnographique¹⁰¹ débutée en décembre sur deux ronds-points situés dans une petite ville du sud-ouest de la France (qu'ils appellent « Treyssac » pour des raisons de confidentialité), et où ils réalisent des observations régulières de lieux d'occupations et d'actions des Gilets jaunes.

Ils expliquent « *les ronds-points ont d'abord servi **d'espaces de rassemblement** pour mettre en place des blocages. Mais rapidement, beaucoup sont devenus **des lieux de vie**, qu'il s'est agi de tenir. Les Gilets jaunes se sont largement organisés à la faveur de la « sociabilité de rond-point »¹⁰² [...] De nombreux témoignages soulignent la **possibilité inédite d'échanger sur ses conditions de vie avec d'autres**, qui transforme le regard qu'on porte sur soi-même et sur la société : « Le 17 novembre, pour moi, c'est la précarité décomplexée », dit*

« Ce qui était génial à la maison du peuple, c'était de pouvoir arriver à n'importe quelle heure, et de rencontrer du monde pour discuter, échanger, manger ensemble, se remémorer Céline, enseignante démissionnaire. C'était très spontané. »

Source : Bastamag, 22 novembre 2019

¹⁰⁰ Antoine Bernard de Raymond & Sylvain Bordiec, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>

¹⁰¹ Les chercheurs se rendent « au minimum une fois par semaine à Treyssac, [et font] varier les observations selon le jour de la semaine et l'heure de la journée. En parallèle, nous effectuons des entretiens compréhensifs avec les participants et recueillons des matériaux écrits (tracts, comptes rendus de réunions, etc.). »

¹⁰² Gérard Noiriel, *Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire. Dialogue avec Nicolas Truong*, La Tour d'Aigues, Le Monde-Éditions de l'Aube, 2019.

un travailleur social. **Les rassemblements apparaissent à leurs protagonistes comme des moments de solidarité et de fraternité entre personnes ne se connaissant pas auparavant.** [...] on construit « en dur » et on s'organise pour tenir en permanence les occupations. Il s'agit de mettre en place un lieu habitable où il est possible de dormir, prendre des repas et se rassembler. Sur le premier des ronds-points réoccupés, les participants s'attellent à la construction d'une « cabane » (baptisée « Maison du citoyen ») à partir de palettes en bois et de bâches, tandis que sur le second rond-point la remorque d'un camion est surélevée, à laquelle on ajoute un auvent. [...] Le fait que les participants bénéficient d'un lieu permanent destiné à leur accueil aide à **donner corps à un collectif.** [...] 'un des aspects le plus fréquemment soulignés par les enquêtés pour expliquer l'intensité de leur engagement tient au fait de « **rencontrer des gens de tous milieux** », « des gens que je n'aurais jamais rencontrés sans les Gilets jaunes ». [...] Ces Gilets jaunes révèlent ainsi les ressorts affectifs, **les aspirations de fraternité, le manque ressenti, voire l'absence antérieure de supports relationnels**, moteurs de l'éclosion puis de la continuation du mouvement. On peut ici émettre une hypothèse : les occupations de ronds-points ne revêtent pas seulement une dimension stratégique, elles s'inscrivent aussi dans l'écologie sociale des zones périurbaines et des petites villes et contribuent à **recréer une forme de centralité sociale** à laquelle beaucoup de participants au mouvement estiment ne plus avoir accès. »



Une cabane construite par des Gilets jaunes, dans le Sud-Ouest (© S. Bordiec et A. Bernard de Raymond)

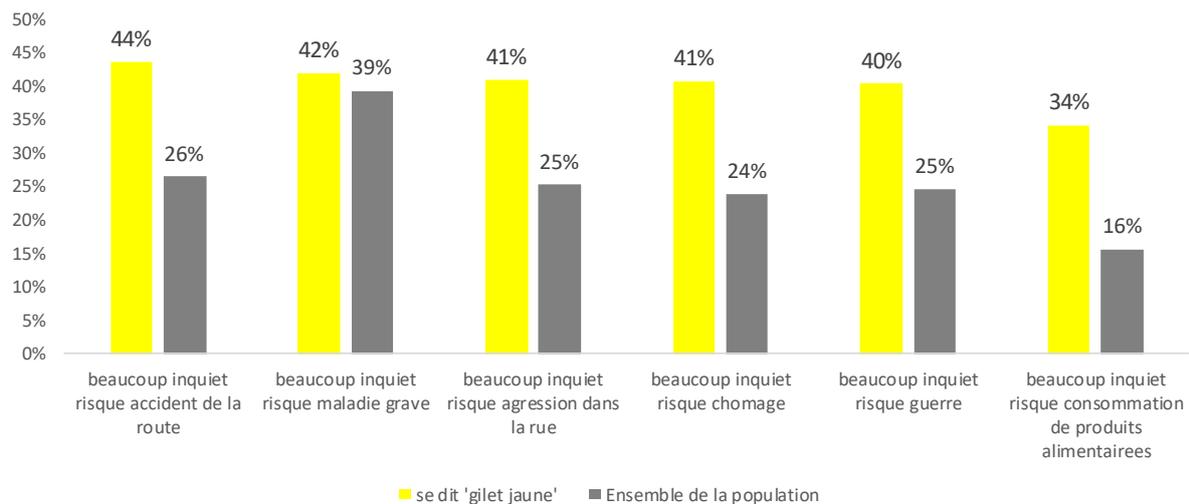
IV. DU MAL-ETRE AU REJET

1. De fortes inquiétudes et une défiance généralisée, la famille comme refuge

Les gilets jaunes se distinguent de la population par une forme de **fébrilité et angoisse par rapport au monde**. Sur certains risques, les explications semblent évidentes : automobilistes réguliers, ils sont plus inquiets des risques d'accident de la route que la moyenne des Français, avec des parcours professionnels plus précaires, ils s'inquiètent des risques de chômage. Mais ils sont également plus inquiets des risques d'agression dans la rue, des risques liés à la consommation de produits alimentaires. L'écart le plus parlant est probablement celui observé concernant les **risques de guerre** qui inquiètent beaucoup 34% des gilets jaunes contre 16% en moyenne.

Un fébrilité et inquiétude généralisée

On éprouve parfois de l'inquiétude, pour soi-même ou pour des proches. Pouvez-vous me dire si les risques suivants vous inquiètent ?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Lorsqu'on les interroge sur la confiance qu'ils accordent à différents organismes et interlocuteurs, ils se montrent plus méfiants que la moyenne. Leur défiance est paroxystique lorsque l'on évoque la **police** (ils sont 26 points de moins que la moyenne et -40 points que les personnes hostiles au mouvement). Une attitude à mettre en liaison avec les violences présumées des forces de l'ordre envers les manifestants, et notamment le tir de LBD, ayant donné lieu à l'ouverture de la saisie de 2019 affaires par l'IGPN et faisant l'objet de très nombreuses vidéos et photos sur les réseaux sociaux.

« Lors des manifestations GJ, plusieurs manifestants, qui ne mettaient pas la vie des forces de l'ordre en péril ont été mutilés par des LBD, devenues, de fait, des LBA : Lanceur de Balles d'Attaque. Le Ministre de l'intérieur porte là une responsabilité énorme. De fait, M. MACRON aura été le 1er Président de la Vème République à permettre à nos forces de l'ordre de tirer sur le peuple français. »

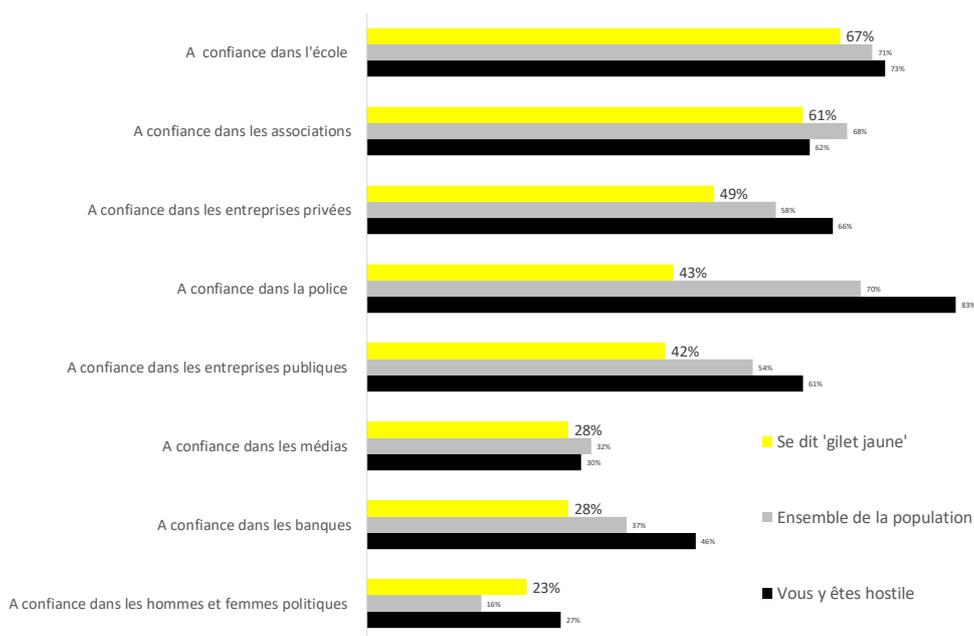
Les entreprises, de toute nature, suscitent ensuite une forte mise à distance : les gilets jaunes sont 12 points de moins que la moyenne et 19 points de moins que la moyenne à accorder leur confiance aux entreprises publiques. Ils sont également moins nombreux à accorder du crédit aux entreprises privées (-9 points par rapport à la moyenne et -17 points par rapport aux personnes hostiles au mouvement), ainsi qu'aux banques (-8 points par rapport à la moyenne et -18 points par rapport aux personnes hostiles au mouvement).

« Lors des manifestations de Gilets Jaunes, des agents de la BAC habillés en BlackBlocs et munis de marteaux ont commis des actes de vandalisme sur des vitrines. De nombreux témoins les ont identifiés comme protégés par les cordons de CRS. De nombreuses images de leurs exactions circulent sur les réseaux sociaux. Ils doivent être traduits en justice et écroués. »

Le discrédit des hommes et femmes politiques, et médias est élevé également mais il rejoint en cela le regard sombre porté par la population dans son ensemble.

Une défiance généralisée

Globalement, avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance dans les acteurs suivants ? % très+plutôt



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Ajoutons à ce tableau que seuls 30% des gilets jaunes considèrent que la **justice** « fonctionne bien » contre 32% en moyenne et 39% des hostiles au mouvement. La crise de confiance se manifeste par un pessimisme exacerbé, qui frappe singulièrement les Français [Le Bras, 2019]. Quand ils regardent derrière eux, les gilets jaunes estiment que le niveau de vie s'est dégradé depuis une dizaine d'année, tant au niveau personnel (52% pour les gilets jaunes contre 45% en moyenne et 35% des hostiles) que pour l'ensemble des Français (71% pour les gilets jaunes contre 66% en moyenne et 45% des hostiles).

Le regard sur l'avenir en est fortement assombri. **Au cours des cinq prochaines années, 62% des gilets jaunes estiment que leurs conditions de vie « vont se détériorer beaucoup »**, contre 49% en moyenne et 39% des hostiles. Et selon l'étude de l'Obsoco, 82% des gilets jaunes sont persuadés du fait que les « **générations futures vivront une vie moins heureuse que la nôtre** » contre 76% en moyenne et 67% des opposants.

On retrouve ce sentiment d'inquiétude généralisée lorsqu'on les interroge sur **l'impact de la digitalisation de la société**¹⁰³. 33% des gilets jaunes considèrent que les ordinateurs et d'internet sont une menace pour l'emploi (contre 21% en moyenne et seulement 11% des personnes hostiles au mouvement) ; 28% une menace pour l'éducation et la formation (contre 22% en moyenne et 20% des hostiles),

Le rejet de la mondialisation est également marqué. Selon l'étude de l'Obsoco, seuls 36% des gilets jaunes considèrent que « la mondialisation ne fait pas perdre son identité à la France » contre 43% en moyenne et 53% des opposants. L'étude de terrain menée par le collectif de chercheurs de Sciences po converge sur ce point « Les « gilets jaunes » sont très opposés à la mondialisation. Près de 87 % sont d'accord avec l'idée selon laquelle « *les conséquences économiques de la mondialisation sont extrêmement négatives pour la France* » (contre 63 % des Français). Les « gilets jaunes » partagent aussi un euroscepticisme bien ancré, puisqu'ils sont 83 % à s'opposer à l'idée que « *la France doit aller plus loin dans la construction européenne* ».

Alors qu'ils ont le sentiment de vivre dans un univers plus menaçant que la moyenne, **la famille constitue pour eux un fort point d'ancrage**. 73% des gilets jaunes affirment que « La famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu », contre 59% dans l'ensemble de la population. Notons que dans l'ensemble de la population, cette opinion a tendance à s'affaiblir sur longue période¹⁰⁴.

De même, alors que ces opinions ont très largement perdu du terrain dans la population française, 22% des gilets jaunes considèrent que « les femmes ne devraient jamais travailler avec des enfants en bas âge » (contre 8% en moyenne)¹⁰⁵ et 14% qu'elles ne devraient travailler que si nécessaire (contre 9% en moyenne)¹⁰⁶.

¹⁰³ Enquête CREDOC Conditions de vie et aspirations de juin 2019, menée en face à face auprès de 2000 personnes, questions posées dans le cadre du baromètre du numérique,

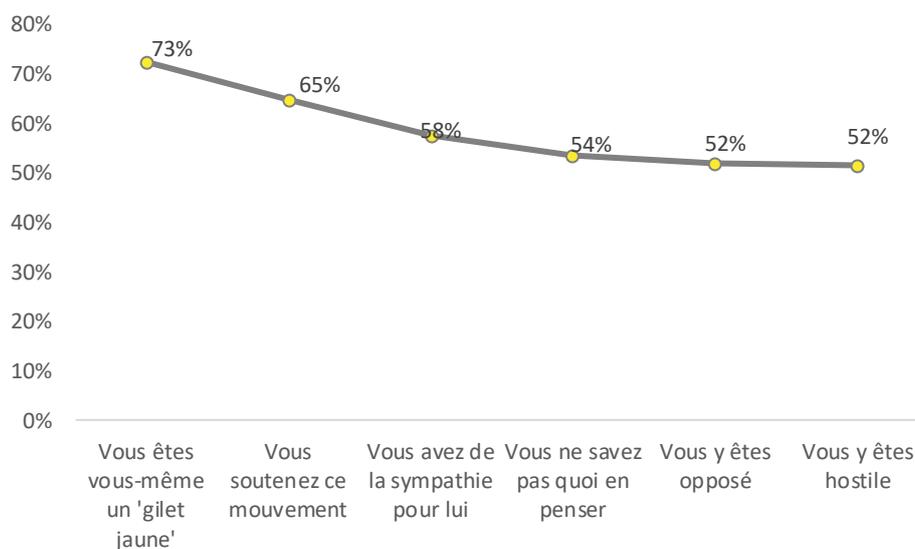
¹⁰⁴ L'opinion était partagée par sept personnes sur dix au début des années 80 contre 6 sur dix aujourd'hui.

¹⁰⁵ 41% des Français étaient de cet avis en 1979 contre 8% aujourd'hui

¹⁰⁶ 22% avaient cette opinion en 1979 contre 9% aujourd'hui

La famille comme refuge

Etes-vous d'accord avec l'affirmation suivante « La famille est le seul endroit où l'on se sente bien et détendu »



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

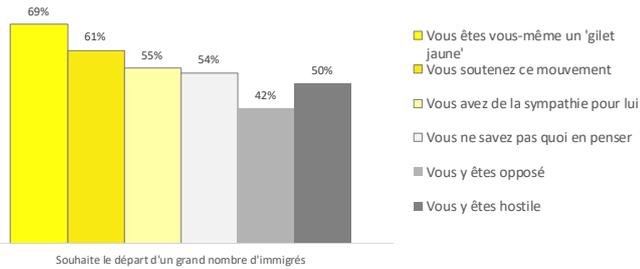
Si l'attachement des gilets jaunes à la famille, et à un rôle traditionnel des femmes est notable, en revanche, ceux-ci se montrent **plus ouverts que la moyenne au mariage de personnes de même sexe** (74% vs 72% en moyenne et 69% des personnes hostiles), ainsi qu'à l'adoption par des couples de même sexe à laquelle 70% des gilets jaunes adhèrent (contre 61% en moyenne et 56% des personnes hostiles au mouvement).

2. Nous et eux : Le rejet des immigrés, des tendances complotistes et antisémites

Les institutions ne sont pas les seules à faire les frais de la colère des gilets jaunes. **L'immigration** suscite un rejet plus important que la moyenne de la part des personnes aux gilets fluorescents. L'immigration arrive en deuxième place de leurs préoccupations, derrière la pauvreté en France (+8 points par rapport à la moyenne). Et 69% des gilets jaunes souhaitent que l'on favorise en priorité le départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France (vs leur intégration, dans notre société). La proportion est en moyenne de 55%, soit un écart de 14 points.

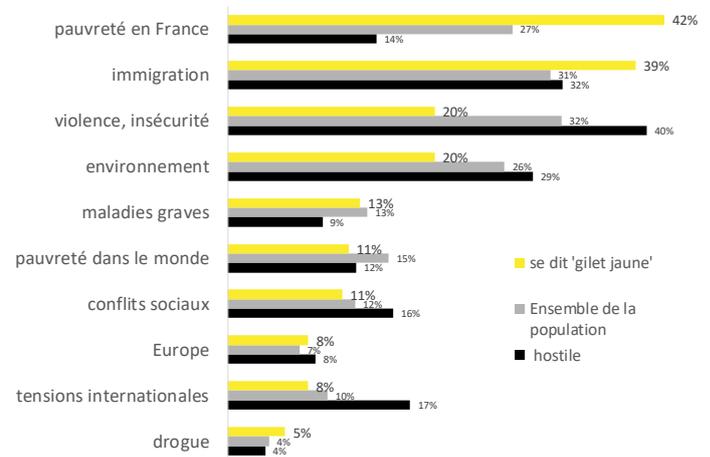
69% souhaitent qu'on favorise le départ d'un grand nombre d'immigrés qui vivent actuellement en France

Vous personnellement, souhaiteriez-vous que dans les prochaines années, on favorise en priorité ? % Le départ d'un grand nombre des immigrés qui vivent actuellement en France (vs L'intégration, dans notre société, des immigrés qui vivent actuellement en France)



L'immigration est le deuxième sujet de préoccupation principale des gilets jaunes

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ?% total 2 réponses



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », début 2019.

Les données de l'étude sur le complotisme¹⁰⁷ menée par la Fondation Jean Jaurès et l'IFOP montrent que si les gilets jaunes (et plus particulièrement les plus militants) sont particulièrement **réceptifs aux théories du complot**, quelles qu'elles soient, les croyances où l'écart est le plus important par rapport à la moyenne de la population concernent des **complots en lien avec l'immigration, ou le sionisme** :

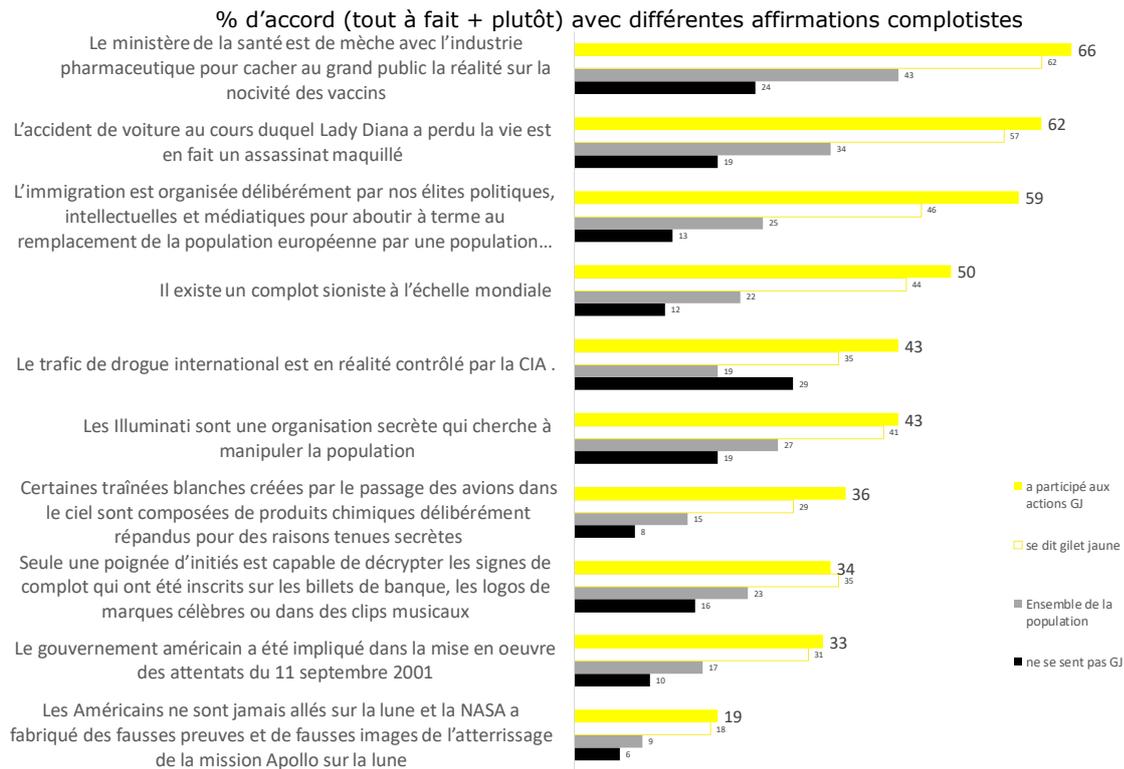
- 59% des gilets jaunes ayant participé aux actions sont d'accord avec l'idée que « **L'immigration est organisée délibérément par nos élites politiques, intellectuelles et médiatiques pour aboutir à terme au remplacement de la population européenne par une population immigrée** » (+34 points par rapport à la moyenne, et +46 points par rapport aux personnes ne s'identifiant pas au mouvement)
- 50% des gilets jaunes ayant participé aux actions) sont d'accord avec l'idée qu'il « **existe un complot sioniste à l'échelle mondiale** », soit 28 points de plus que la moyenne, et +38 points par rapport aux personnes ne s'identifiant pas au mouvement)



Source : Le télégramme, 29/12/2018

¹⁰⁷ Enquête sur le complotisme – Vague 2, Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès et Conspiracy Watch JF/JPD, janvier 2019. L'enquête a été menée en ligne du 21 au 23 décembre 2018 auprès d'un échantillon de 1 506 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, complété par un échantillon de 254 personnes de moins de 35 ans, qui ont été remises à leurs poids réel au sein de l'échantillon lors du traitement statistique des résultats. Au total, 1 760 personnes ont été interrogées.

Les gilets jaunes beaucoup plus convaincus de différentes théories complotistes que la moyenne



Source : Fondation Jean Jaurès – IFOP pour Conspiracy watch, janvier 2019

Notons que l'analyse statistique des données (régressions logistiques multinomiales) menée par Laurent Cordonier, Gérald Bronner et Florian Cafiero, montre que « *le profil sociologique des « gilets jaunes » ne permet pas d'expliquer à lui seul le haut degré de conspirationnisme observé au sein du mouvement. Le fait d'être un gilet jaune augmente en effet de façon significative la probabilité d'adhérer à des théories du complot, indépendamment de la catégorie professionnelle, du niveau d'études, de l'âge, du positionnement politique et de la religion des sondés* »¹⁰⁸.

Les résultats de plusieurs enquêtes convergent dans le sens d'un rejet plus fort des gilets jaunes pour la diversité. L'enquête menée par l'OBSOCO montre que seuls 39% des gilets jaunes considèrent que « la diversité culturelle apportée par l'immigration est bénéfique à la France » contre 47% en moyenne et 53% des opposants.

Différentes enquêtes judiciaires pour "injure publique à caractère raciste" de personnes aux jaquettes fluo ont été ouvertes¹⁰⁹. L'étude des publications facebook de deux leaders médiatisés du mouvement

¹⁰⁸ Gérald Bronner, Université Paris Diderot; Florian Cafiero, Université Paris Diderot et Laurent Cordonier, Université Paris Diderot, Les « gilets jaunes » au risque du complotisme, <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-au-risque-du-complotisme-111644>

¹⁰⁹ Une enquête a été confiée à la brigade de recherche de la gendarmerie d'Amiens "pour injure publique à caractère raciste", après la publication d'une vidéo où des migrants sont insultés le mardi 20 novembre 2018 en marge d'un blocage de "gilets jaunes", dans la Somme. Ces "gilets jaunes", alertés par du bruit, ont signalé à la gendarmerie la présence de migrants dans un camion-citerne bloqué sur un barrage à Flixecourt. Dans une vidéo tournée sur place et publiée sur les réseaux sociaux, un homme appelle à faire un "barbecue géant" avec les migrants, en paraissant se réjouir de l'intervention des forces de l'ordre. Voir par exemple : <https://www.europe1.fr/societe/somme-enquete-pour-injure-raciste-contre-des-migrants-lors-dun-blocage-de-gilets-jaunes-3806009>

En marge d'une manifestation de Gilets jaunes, le 16 février, le philosophe Alain Finkielkraut avait été violemment pris à partie avec des injectives telles que « Elle est à nous, la France », encore « Sale race » ou « T'es un haineux et tu vas mourir ». Le tribunal a notamment

dressé par La Fondation Jean Jaurès¹¹⁰ identifie également la présence de ce type de discours. Dans le cas d'Eric Drouet, Roman Bornstein repère des vidéos antimigrants, le relais de l'info du Pacte de Marrakech, le partage d'un article qui s'en prend aux « racailles » et à « l'immigration de masse », publié à l'origine sur le site de Vincent Lapierre, un journaliste gravitant entre les sphères antisémites d'Alain Soral et de Dieudonné, ou l'intervention non interrompue lors de « lives » de membres de la « France en colère » qui expriment des opinions telles que « *C'est ce qu'on appelle la mafia Khazar, ce sont les sionistes. Ce ne sont pas des juifs ni des sémites, ce sont la mafia Khazar, les sionistes qui sont en train de nous entretuer* » ou « *Le plus marrant dans les « gilets jaunes » : il n'y a pas de mecs des cités. Il n'y a pas de Blacks. J'ai pas vu toute cette fratrie qui vend de la drogue "h24" qui ont été assimilés par cette matrice sociétale. Ils n'en ont rien à foutre* ».

« Parce que c'est notre rejet » slogan collecté 17 nov au 26 dec 2018 sur murs, pancartes, banderoles – source : Le fonds de l'air est jaune

Le mouvement n'est pas toutefois monocorde sur ces questions. Certains gilets jaunes¹¹¹ expriment très nettement leur rejet complet du racisme, et de l'antisémitisme. « *Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni raciste, ni sexiste, ni homophobe, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.* »¹¹²

Samuel Hayat¹¹³ relie le rejet de l'étranger au concept de l'économie morale décrite plus haut. « *Cela a un coût dont il faut prendre la mesure : les mouvements fondés sur l'économie morale s'inscrivent dans le **rappel d'une coutume, la soumission à un ordre juste, mais aussi dans le cadre d'une communauté.** L'économie morale est conservatrice, non seulement parce qu'elle rappelle des normes intemporelles, mais aussi parce qu'elle lie entre elles des personnes définies par une commune appartenance.* (...) *L'économie morale est la proclamation des normes d'une communauté, elle n'étend pas la logique de l'égalité des droits aux étrangers, pas plus qu'elle ne reconnaît les conflits internes, en particulier idéologiques.* Ce dernier point éclaire d'un autre jour le refus proclamé des partis : il s'agit certes d'une mise en question du pouvoir des représentants au profit d'une réappropriation populaire de la politique. Mais c'est aussi le refus du caractère partisan de la démocratie, de l'opposition entre projets politiques, au profit d'une unité dont on sait bien qu'elle peut aisément se transformer en « rassemblement haineux autour de la passion de l'Un qui exclut » »

estimé que ces propos « apparaissent viser Alain Finkielkraut comme personne de confession juive », par le recours aux stéréotypes habituels antisémites, décrivant les personnes de confession juive comme n'appartenant pas à la communauté nationale », selon la décision consultée par l'Agence France-Presse. « Les injures apparaissent ici avoir été proférées en raison de la religion de la personne visée, le terme sioniste venant ici purement et simplement dissimuler le caractère antisémite des propos », a encore considéré le tribunal. Voir par exemple : https://www.lepoint.fr/societe/finkielkraut-deux-mois-avec-sursis-pour-le-gilet-jaune-qui-l-avait-insulte-12-07-2019-2324269_23.php

¹¹⁰ Roman Bornstein, En immersion numérique avec les « gilets jaunes », 14/01/2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/en-immersion-numerique-avec-les-gilets-jaunes>,

¹¹¹ Voir par exemple le troisième appel des gilets jaunes de Commercy, Publié le 18 février 2019 <https://manif-est.info/Le-troisieme-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-946.html>

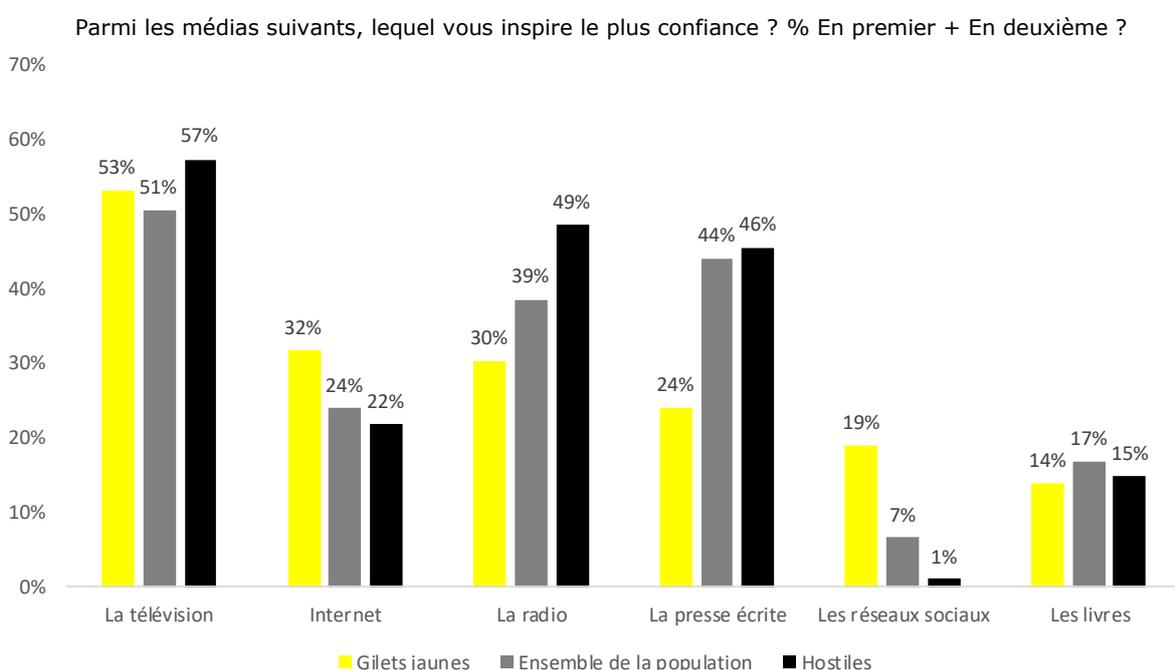
¹¹² Appel de la première « Assemblée des assemblées » des Gilets jaunes, <https://solidaires.org/Appel-de-la-premiere-Assemblee-des-assemblees-des-Gilets-jaunes>

¹¹³ Samuel Hayat, Le fonds de l'air est jaune, op.cit.

3. Une porosité à des informations « étonnantes »

Le rejet des gilets jaunes de différentes institutions, au sein desquels les médias traditionnels figurent en bonne place, combiné à une défiance dans les discours officiels, se traduit par une présence importante des gilets jaunes sur les **réseaux sociaux** (74% contre 66% en moyenne et +64% des hostiles) selon l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC de juin 2019 menée en face à face. Et surtout, derrière la télévision¹¹⁴ ; **Internet et les réseaux sociaux** sont considérés par les gilets jaunes plus souvent que la moyenne comme des sources d'information fiable.

Les gilets jaunes font plus souvent confiance que la moyenne à internet et aux réseaux sociaux



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2019.

Olivier Ertzscheid¹¹⁵, chercheur en sciences de l'information à l'université de Nantes, avance l'hypothèse que les réseaux en ligne viennent prendre, chez les gilets jaunes, et plus généralement les catégories modestes, la **place des anciens corps intermédiaires** (syndicats et partis) aujourd'hui délaissés. Le **changement d'algorithme de Facebook**, instauré début 2018, met davantage en avant les contenus issus des pages de groupes, très prisées chez les sympathisants des "Gilets jaunes", viendra amplifier ce mouvement dans un mécanisme encourageant la viralité. « *« après quelques likes sur un groupe, on se retrouve submergé du contenu de ce groupe dans son fil d'actualité. Le nouvel algorithme a précipité les gilets jaunes dans une bulle de filtre »* ¹¹⁶ Ce changement, explique le chercheur, n'est **pas le fruit du hasard**. Selon Olivier Ertzscheid « *en février 2017, Marc Zuckerberg avait en effet explicité son intention de bâtir deux types d'infrastructures sociales : « la première pour encourager l'engagement*

¹¹⁴ Télévision qui est aujourd'hui encore le média dans lesquels les Français – et les gilets jaunes - ont le plus confiance

¹¹⁵ Olivier Ertzscheid, De l'algorithme des pauvres gens à l'Internet des familles modestes, Le Fonds de l'air est jaune, op.cit.

¹¹⁶ Vincent Glad cité par Olivier Ertzscheid

dans les processus politiques existants, notamment l'appel à aller voter pour lutter contre l'abstention, « la seconde pour établir de nouveaux processus participatifs dans des prises de décisions collectives pour les citoyens du monde. »

Divina Frau-Meigs¹¹⁷, sociologue des médias à l'Université Sorbonne Nouvelle., explique que le succès des médias sociaux auprès des gilets jaunes (et plus globalement de la population) **n'est pas la cause mais la conséquence d'une évolution des médias traditionnels**, dont le « régime de véracité » construit dans les années 1920 a été fortement ébranlé dès les années 1980-1990, avant même l'arrivée des réseaux sociaux. « *Les recherches en marketing ont poussé la presse écrite à s'aligner sur la presse télévisée, à la conquête de publics nouveaux par le biais d'études de marché fondées sur les styles de vie (jardinage, restauration...), [...]. Les propriétaires de journaux sont devenus de plus en plus des personnalités politiques et économiques éloignées du métier, à la tête d'entreprises dont le cœur de mission n'est pas l'information : 10 milliardaires du bâtiment, du luxe, de la défense et de la téléphonie se partagent 90 % de la presse nationale. Ces entreprises ont pris le contrôle des comités éditoriaux qui ont été réduits de manière drastique, tout comme les équipes de terrain. Elles ont fait jouer la concurrence économique, qui accroît la dépendance à l'égard de la publicité et des annonceurs, et réduit la capacité à mener des enquêtes de long terme. [...] La norme d'objectivité s'est fossilisée : elle a de plus en plus consisté en le recours quasi-mécanique à deux experts de bords opposés, contribuant ainsi au sentiment de polarisation. »*

Cette polarisation de l'information dans les médias classiques, l'apparition des chaînes de médias en continu dont les formats laissent **peu de place à une parole longue et posée**, la perte d'autonomie financière des médias (vers Audience Network et AdSense qui récupèrent 80 % du trafic publicitaire) laissent une place aux médias en ligne dont la **nouvelle trilogie de la véracité** devient selon la chercheuse « *capter l'attention sur un « scandale » social, susciter l'émotion pour exprimer le désir de changement et proposer une nouvelle façon d'envisager le problème, avec un recours aux idées raisonnées en fin de processus, »*. Les formats de médias présents uniquement sur les réseaux sociaux comme « Brut » ou « Loopsider » suivent ces nouveaux préceptes. **Ils ne proposent plus de débat contradictoire, de mise en perspective des données**, mais mettent l'accent sur un point de vue comme dans une conversation où chacun pourrait déployer son opinion.

Cette évolution pose d'autant plus question que les gilets jaunes sont particulièrement réceptifs, à ce que nous avons appelé dans notre enquête une **information « étonnante » sur les réseaux sociaux**. 51% des gilets jaunes s'y intéressent, soit qu'ils ont **immédiatement envie de la partager** (22% contre 9% en moyenne) ou qu'ils cherchent à recouper cette information avec d'autres sources (29% soit une proportion quasi identique à la moyenne).

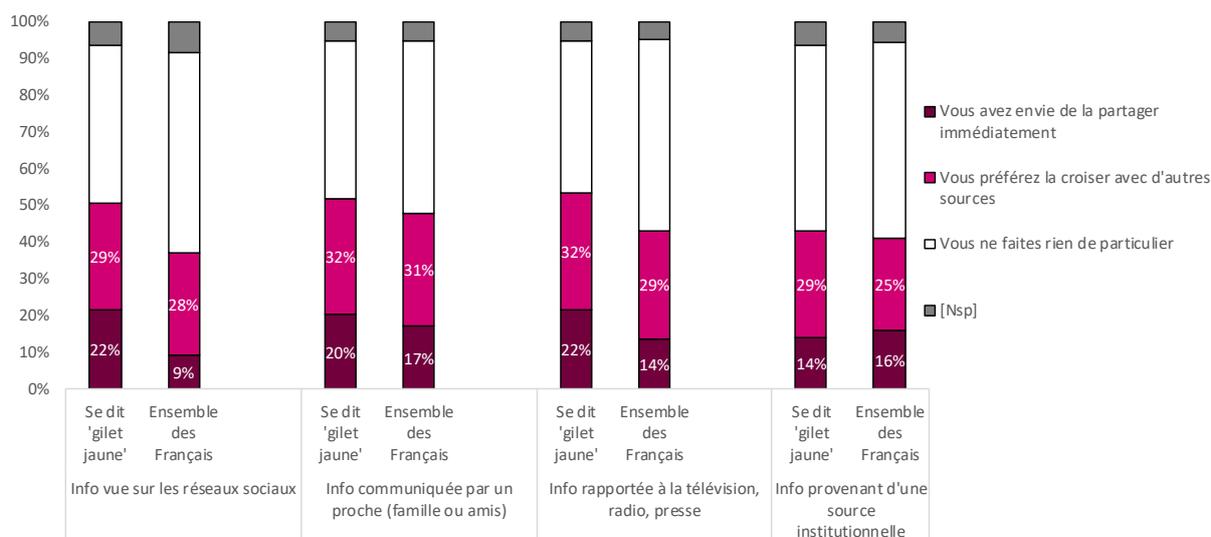
Comme l'explique Divina Frau-Meigs « *Cette approche par la conversation permet au public d'exprimer son cynisme à l'égard des médias de masse tout en se réinvestissant dans les échanges perçus comme plus authentiques sur les médias sociaux. Elle suscite l'empathie, la compassion et la reconnaissance. La proximité, la subjectivité et la participation en ligne et hors ligne supplantent alors l'objectivité et l'impartialité. »*

¹¹⁷ Divina Frau-Meigs, « Gilets jaunes » : ce que leur défiance envers les médias nous apprend », 11 février 2019, The conversation, <https://theconversation.com/gilets-jaunes-ce-que-leur-defiance-envers-les-medias-nous-apprend-111273>

Notons que le phénomène dépasse le champ des réseaux sociaux. L'intérêt pour des informations sensationnelles ou à contrecourant de discours plus consensuels et convenus est aussi présent lorsque les gilets jaunes en prennent connaissance via les médias traditionnels (télévision, radio, presse) ou lorsque l'information leur est communiquée par un proche. En revanche, lorsque l'information provient d'une source institutionnelle, les comportements des gilets jaunes ne se distinguent pas de la moyenne.

Un intérêt pour les informations « étonnantes »

De plus en plus d'informations circulent, notamment sur internet. Comment réagissez-vous dans les différentes situations suivantes face à une information étonnante :



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et aspirations », juin 2019.

4. Une radicalité instrumentale qui débouche sur une radicalité politique ?

Les images du saccage des Champs Elysées près de l'Arc de triomphe, les violences entre manifestants et forces de l'ordre, ont fait l'objet d'une couverture médiatique mettant précisément l'accent sur celles-ci : « Gilets jaunes Acte 18 : scènes de **chaos** sur les Champs Elysées »¹¹⁸, « L'acte XVIII des gilets jaunes marqué par les **violences** »¹¹⁹, « Gilets jaunes: à Paris, la **peur** des violences paralyse certains quartiers »¹²⁰. Les images filmées avec des codes proches des scènes de guerre alimentent l'idée d'un mouvement particulièrement radical dans ses modes d'action. Au-delà du **sensationalisme médiatique** constitué par le nouveau régime de « véracité » des médias (voir plus haut) les données de l'enquête Conditions de vie montrent que cette radicalité s'inscrit dans des tendances sociétales plus globales.

Dès 2018 en effet, l'enquête Conditions de vie mesurait déjà un **soutien à des formes d'actions radicales** comme formes d'actions l'occupation ou le blocage de certains lieux, le recours à la violence physique ou la dégradation de biens publics, dans un contexte de confrontations autour de l'aéroport de Notre dame des Landes. Ce soutien était particulièrement fort chez les bas revenus, les jeunes.

Début 2019, **les Français, dans leur ensemble**, semblent **accepter encore un peu plus facilement qu'un an auparavant** ces différentes formes d'actions (+3 à +5 points). L'occupation et le blocage bénéficient de l'assentiment du plus grand nombre (59%, +3 points), le recours à la violence physique et la dégradation de biens publics restent majoritairement perçus comme injustifiés aux yeux de nos concitoyens mais leur légitimité gagne du terrain : 17% (+5 points en un an) comprennent qu'on puisse avoir recours à la violence physique pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, et 13% (+3 points) qu'on puisse dégrader des biens publics. On aurait pu s'attendre à ce que les pillages et actes de vandalisme fortement médiatisés sur les chaînes d'information en continu aient limité la compréhension à la radicalité. À part chez les indépendants et les cadres chez qui le soutien à ce type d'action a eu tendance à diminuer, on constate une progression dans l'ensemble de la société. Davantage qu'idéologique, la **violence est valorisée pour sa fonction instrumentale** : avec l'idée que ce n'est que par la violence que chacun peut obtenir gain de cause. Elle s'explique ainsi par la volonté d'être entendu.



Capture d'écran d'une vidéo dépeignant les violences le 1^{er} décembre à Paris

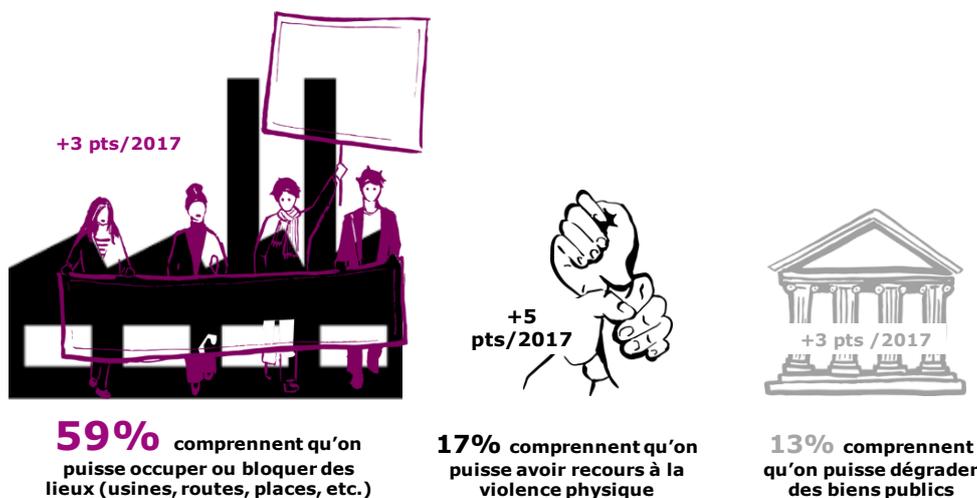
¹¹⁸ <https://www.youtube.com/watch?v=iJUKNNHCBoK>

¹¹⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=SDpRbarzM34>

¹²⁰ <https://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/gilets-jaunes-a-paris-la-peur-des-violences-paralysent-certains-quartiers-1148490.html>

Le soutien à des formes d'action radicales progresse

Pour s'opposer à une décision que l'on désapprouve fortement, ou faire triompher une cause qui tient à cœur, comprenez-vous qu'on puisse avoir recours aux actions suivantes ?



Source : CRÉDOC, enquêtes « Conditions de vie et aspirations », début 2019

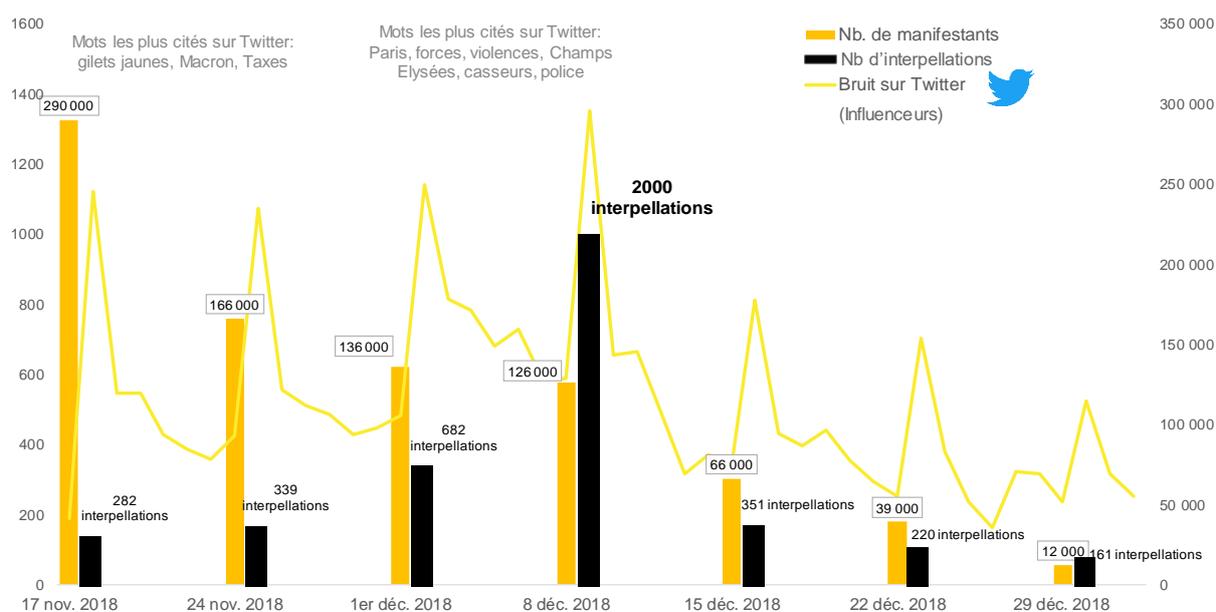
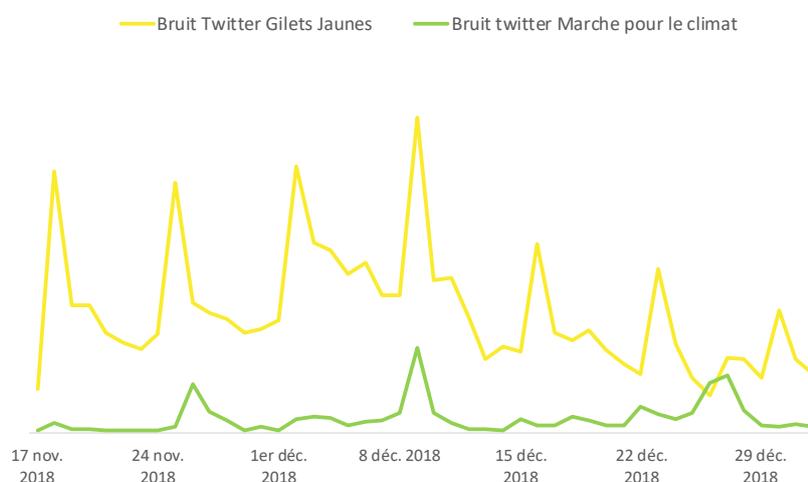
Luc Boltanski et Arnaud Esquerre¹²¹, dans une publication récente, décrivent le cadre théorique de ce qu'ils dénomment l'économie « de l'enrichissement ». L'économie de l'enrichissement « *suppose toujours le recours à un dispositif narratif afin de sélectionner, dans la multiplicité phénoménale, certaines des différences que présente une certaine chose. (...) En ce sens, les économies de l'enrichissement ont pour principale ressource la confection et la mise en forme des différences et des identités.* ». Le mouvement des Gilets jaunes offre un **dispositif narratif de nature à visibiliser et donner la valeur** au mouvement : les manifestations sont dénommées « des actes » comme au théâtre, le gilet jaune donne une visibilité et unité visuelle inédite qui fera ensuite des émules (les stylos rouges, ...), le blocage des ronds-points offre des images spectaculaires, les marches sur les Champs Élysées, lieu réputé au niveau international et d'ordinaire peu souvent mobilisé pour des manifestations présentent un caractère de nouveauté et disent la colère par rapport à la consommation de luxe, les actes de violence contribuent à la diffusion en boucle sur les chaînes d'information continue.

L'analyse d'influenceurs sur Twitter, lieu de prise de parole investi plutôt par les élites, jeunes, à fort capital culturel et intéressées par la sphère publique, est de ce point de vue riche d'enseignement. **L'écho donné par les influenceurs au mouvement des Gilets jaunes est sans commune mesure avec celui de la marche pour le Climat**, ayant pourtant rassemblé 130 000 manifestants en septembre et octobre, soit des ordres de grandeur similaires. Le pic des tweets autour des Gilets jaunes est dans le détail **davantage lié au nombre d'interpellations** qu'au nombre de manifestants. Il culmine autour du 8 décembre, date marquée par des affrontements violents autour de l'Arc de triomphe, qui n'est pourtant pas la manifestation ayant rassemblé le plus de personnes.

¹²¹ Luc Boltanski, Arnaud Esquerre, L'économie de l'enrichissement et ses effets sociaux, 2017

Etre audible dans la société du spectacle

Tweets de leaders d'opinion sur les Gilets jaunes et sur la marche sur le climat
Quantification du nombre de tweets intégrant les termes « Gilets jaunes » « GJ » ou « RIC » chez des influenceurs (c'est-à-dire vus par plus de 5000 personnes, et/ou ayant déclenché plus de 500 marques d'engagement comme des likes, des shares, des réactions de followers)



Source : CRÉDOC, Analyse des tweets d'influenceurs sur le réseau Twitter à partir de l'outil Talkwalker

La population est parfaitement consciente de ces phénomènes. Lorsqu'on leur demandait, en 2015, d'expliquer le phénomène d'invisibilité sociale, les Français plaçaient en tête des raisons l'individualisme (« chacun ne pensant qu'à ses problèmes » 50%), et tout de suite derrière un **sensationalisme des médias (42%)**.

La proportion de gilets jaunes **aspirant à un « changement radical » de société (42%) n'était au début 2019 pas réellement différente** de celle observée dans l'ensemble de la population (38%). En revanche, pour arriver à leurs fins, les gilets jaunes se montraient **beaucoup plus compréhensifs par rapport à différents**

« On ne rentre pas dans un monde meilleur sans effraction »

« je ne manifeste pas, je m'insurge »

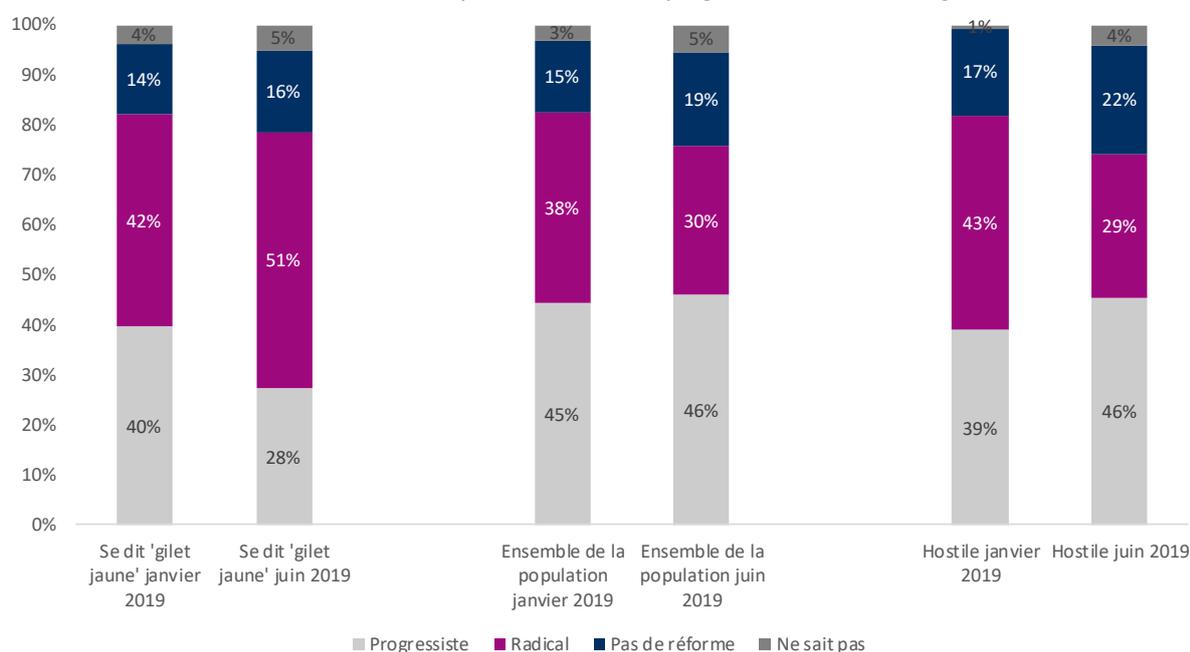
Slogans recueillis dans Le fonds de l'air est jaune

actes violents : 88% comprenaient qu'on puisse occuper ou bloquer des lieux (usines, routes, places) contre 59% en moyenne et 14% des hostiles, 38% qu'on puisse dégrader des biens publics contre 13% en moyenne et 3% des hostiles, et 49% qu'on puisse avoir recours à la violence physique contre 17% en moyenne et 5% des hostiles.

Avec le temps le mouvement se **radicalise-t-il sur le fond** ? En juin 2019 soit près de huit mois après la naissance du mouvement, les personnes qui s'identifient à la contestation, sont sensiblement plus nombreuses à **aspirer à un changement radical de société** (51% contre 42% en janvier), alors même que dans le reste de la population, le mouvement est plutôt inverse.

Le souhait d'un changement radical de société progresse chez les gilets jaunes

Estimez-vous que la société française a besoin de se transformer profondément ? Pour que la société change comme vous le souhaitez, êtes-vous pour des réformes progressives ou des changements radicaux ?



Source : CRÉDOC, Enquêtes Conditions de vie et aspirations (janvier et juin 2019)

Signalons également que, si le RIC et plus globalement la transformation de la démocratie via l'introduction de davantage de **démocratie directe aux cotés de la démocratie** représentative fait partie des revendications les plus récurrentes du mouvement (voir plus haut), on mesure aussi une forme de **distance** avec la démocratie au sein du mouvement des gilets jaunes. Selon l'OBSOCO, seuls 61% d'entre eux considèrent que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible », contre 67% en moyenne et 77% des opposants au mouvement.

Comme l'explique Michel Wievorka¹²², « **la violence est le contraire du mouvement social**, [...]. Elle surgit quand celui-ci ne parvient pas ou plus à exister et à se transcrire en action concrète, et transforme en rupture ce qui dans un conflit est de l'ordre de la relation, du débat et, éventuellement, de la négociation. **Le conflit met aux prises des adversaires, là où la violence oppose des ennemis**. Mais cette dernière peut aussi être un élément du mouvement social, une composante à la fois **stratégique et expressive**. C'est même ainsi qu'il faut comprendre, à certains égards, les violences des samedi 24 novembre et 1er décembre derniers à Paris – sans oublier qu'il y en a eu aussi dans quelques autres villes de France. »

La radicalisation du mouvement sur le plan des idées, et le recours légitimé à la violence comme moyen d'attirer l'attention et d'obtenir gain de cause doivent être écoutés avec attention par les politiques publiques. **Construire de nouveaux espaces de dialogue démocratique, tant sur le plan physique via des lieux, qu'institutionnel**, avec une réelle capacité d'impact sur le monde, semble de ce point de vue, incontournable.

¹²² Michel Wievorka, Les « gilets jaunes », qu'est-ce que c'est?, 4 décembre 2018 <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-quest-ce-que-cest-108213>

V. DISCUSSION

La première des limites et certainement la plus importante est que dans les différentes enquêtes quantitatives mobilisées, et compte tenu des taux de personnes se considérant comme affiliés au mouvement (6% dans l'enquête Conditions de vie de janvier) les **échantillons** de gilets jaunes sont faibles. L'enquête Conditions de vie en décompte (183 sur 2976 interviews en hiver, et 79 sur 2052 en juin). Mécaniquement, certaines populations au sein des gilets jaunes (retraités modestes, foyers monoparentaux) ne peuvent être étudiées.

Deuxième limite, le mouvement des gilets jaunes est **particulièrement difficile à analyser**. D'abord car il se défend d'institutionnalisation. Chacun peut ainsi se déclarer Gilet jaune, sans être considéré comme tel par son voisin. Être gilet jaune est-ce avoir manifesté tous les samedis ? avoir bloqué des ronds-points ? avoir posté des messages sur les groupes facebook ? ou avoir un gilet jaune posé ostensiblement sur son pare-brise ? se sentir représenté par ceux qui ont manifesté selon ces différents types d'engagement. La **population d'origine à représenter**, question basique de tout travail de recherche, est en elle-même insaisissable et sans points de repère fiables.

Parce qu'il se revendique **horizontal**, il est beaucoup plus malaisé d'affirmer avec certitude des analyses concernant les gilets jaunes. Telle personne qui se considère gilet jaune peut avoir une opinion, qui sera tout aussi bien démentie par une autre. Alors que pour l'étude d'un mouvement associatif, politique, ou syndical, il est possible de compléter les entretiens par des analyses de discours, il est beaucoup plus difficile de le faire dans le cas des gilets jaunes : quels « collectifs » retenir ?

Enfin, les terrains et modalités d'enquête mobilisés dans ce travail ont tous en commun de chercher à discerner qui compose ce mouvement tant du point de vue sociologique que sur le plan des idées. La **diversité des engagements, et leur évolution dans le temps** complexifie fortement la tâche des sociologues. Ce travail, pour avoir cherché à mobiliser des sources différentes, avec des méthodes différentes (quantitatives, qualitatives, observations participatives, ethnographiques) **passé de nombreux travaux pourtant très intéressants**, faute de temps ou de les avoir repérés. En outre, le mouvement étant fort récent, de nombreuses enquêtes citées dans ce cahier de recherche n'ont pas encore fait l'objet de **publications académiques**. Les **précisions méthodologiques** des résumés publiés dans la presse mobilisés dans ce cahier de recherche sont donc souvent sommaires.

VI. ANNEXES – METHODOLOGIE

Nous avons cherché à mobiliser différents travaux ayant mobilisé des matériaux recueillis à peu près à la même période : entre novembre 2018 et février 2019, soit au plus fort de la contestation.

Différentes enquêtes en ligne auprès d'un échantillon représentatif de Français

- L'étude **Conditions de vie et aspirations du CREDOC, enquête en ligne auprès d'un échantillon représentatif de 3000 personnes**, menée du 4 au 21 janvier 2019. L'échantillon recruté est représentatif de la population âgée de 15 ans et plus, résidente en France métropolitaine, en Corse et dans les DOM. L'échantillon est structuré de la façon suivante : Grande région (12 modalités), Sexe, Age (5 modalités), Profession - catégorie sociale (8 modalités), Taille d'agglomération (9 modalités), Type de logement (individuel ou collectif). Les quotas sont déterminés à partir des données du recensement de la population le plus récent, redressées par les derniers résultats disponibles de l'enquête Emploi et du bilan démographique de l'INSEE. 6% se déclarent gilets jaunes dans cette enquête.
Plus ponctuellement, (à la fois car elle est menée à une période plus lointaine de la naissance du mouvement, et qu'elle porte sur un échantillon plus restreint) l'enquête Conditions de vie et aspirations du CREDOC, menée en **juin 2019** en face à face auprès d'un échantillon représentatif de 2000 personnes de 18 ans et plus, et qui mesure elle aussi une proportion de 4% de la population qui se dit « gilet jaunes ».
- L'enquête menée par **le CEPREMAP adossé au** Baromètre de la confiance du CEVIPOF (Sciences Po). La vague d'enquête a eu lieu en **décembre** 2018. L'enquête comporte un échantillon de 2116 personnes, représentatif de la population française.
- L'étude de **l'Obsoco**, d'une enquête **en ligne** auprès d'un échantillon représentatif de 4000 Français de 18 à 70 ans, **menée du 23 janvier au 1er février 2019**. Les quotas ont été établis sur la population globale interrogée au regard des critères suivants : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle, niveau de diplôme, région de résidence et taille de l'agglomération de résidence. Un redressement a été appliqué aux données brutes pour assurer un ajustement fin de l'échantillon final aux quotas nationaux.
- L'étude menée par l'IFOP pour la Fondation Jean Jaures¹²³ en janvier 2019¹²⁴.
- L'enquête Elabe pour **l'Institut Montaigne**, s'appuie sur une enquête réalisée **en ligne** auprès d'un échantillon de **10 010 personnes**, entre le 14 **décembre** 2018 et le 8 janvier 2019 constitué selon la méthode des quotas appliquée par **région** aux variables de genre, âge, catégorie socio-professionnelle et taille d'agglomération. 12 sous-échantillons régionaux

¹²³ « Gilets jaunes » - Note n°2 : Les « gilets jaunes » : Sociologie d'un mouvement hors norme

¹²⁴ La méthodologie précise, question et échantillon n'est pas précisée dans la note.

de 800 individus (1 200 en Ile-de-France) ont ainsi été constitué pour être représentatifs de la population résidente de chaque région administrative métropolitaine âgée de 18 ans et plus¹²⁵.

D'une enquête à l'autre, les formulations et les modalités de réponse changent quelque peu. On passe d'une participation binaire (« Vous qualifiez-vous de gilets jaunes ?») à un continuum d'attitudes possibles face au mouvement (Tableau 1).

	Date du terrain d'enquête	Question	Modalités de réponses proposées	Proportion de « gilets jaunes » ou soutiens dans l'échantillon
Institut Montaigne - ELABE	14/12/18 – 08/01/19	« Vous-même, diriez-vous que vous êtes un « gilet jaune » ?	« Oui », « Non mais je soutiens l'action et les revendications des gilets jaunes », « Non »	21% se disent gilets jaunes 47% ne se disent pas gilets jaunes mais soutiennent l'action et les revendications du mouvement
CEPREMAP/	décembre 2018	Diriez-vous que vous soutenez le mouvement des Gilets jaunes ?	Tout à fait/ plutôt/ indifférent/ plutôt pas/ pas du tout	30% soutiennent tout à fait les gilets jaunes
CREDOC	4 au 21 janvier 2019	« Depuis Octobre 2018 est apparu le mouvement des « Gilets jaunes », appelant au départ les automobilistes à bloquer les routes pour protester contre la hausse des prix du carburant et demande une baisse des taxes. Quelle est votre attitude à l'égard de ce mouvement	« Vous êtes vous-même un 'gilet jaune' », « Vous soutenez ce mouvement », « Vous avez de la sympathie pour lui », « Vous ne savez pas quoi en penser », « Vous y êtes opposé », « Vous y êtes hostile »	6% se disent gilets jaunes 33% soutiennent le mouvement 17% a de la sympathie
L'ObSoCo	23/01/19 – 01/02/19	« Vous qualifiez-vous de gilets jaunes » Avez-vous personnellement pris part au mouvement des « gilets jaunes » ? : participation active sur les réseaux sociaux, blocages de ronds-points ou de péages, manifestations proches de leur lieu de vie ou à Paris, opération escargot.	« Oui », « Non »	46% de la population se déclare gilet jaune 6% est très impliqué : i.e a réalisé trois types d'action parmi les suivantes <ul style="list-style-type: none"> • a participé activement sur les réseaux sociaux (16% des fcs) • a manifesté près de leur lieux de vie (10% des fcs) • a occupé des ronds points (7% des fcs) • a réalisé des opérations escargot (5% des fcs)

¹²⁵ Les régions Corse et Provence-Alpes-Côte d'Azur ont été regroupées.

				<ul style="list-style-type: none"> • a bloqué des péages ou d'accès (3% des fcs) • ont manifesté à Paris. (2% des fcs)
Fondation Jean Jaures-IFOP				<p>16% des Français se définissent comme « gilets jaunes »</p> <p>44% affichent de la sympathie sans pour autant s'identifier à ce mouvement,</p> <p>40% ne se sentant ni proches ni en soutien.</p>

Une **enquête menée sur les ronds-points et lieux de manifestations** par un collectif de chercheurs :

- L'enquête menée par un **collectif de chercheurs** (mobilisant des chercheurs du Centre **Emile-Durkheim** (Bordeaux), du CNRS, de l'INRA et des étudiants) via 166 questionnaires distribués sur les ronds-points et aux péages, ou lors des manifestations ayant eu lieu les **24 et 1er décembre**

Cette enquête a été enrichie menée à partir de **questionnaires recueillis en ligne sur les groupes facebook** :

- Une étude « Gilets jaunes : que disent-ils de leur mouvement ? » réalisée par un collectif de cinq chercheurs de **Sciences Po Grenoble** a été menée **par questionnaire en ligne diffusé sur 300 groupes Facebook**. L'enquête quantitative « a été lancée le 22 décembre 2018 cible près de 300 groupes Facebook de tous les départements de France. L'enquête a obtenu plus **de 1 750 réponses**, dont 1 455 exploitées – Les résultats ont été publiés en partie via une tribune sur le site du journal Le Monde, 26 janvier 2019 et une publication sur un site internet dédié <https://aspsdt5.sphinxonline.net/reporting/report/41b80c5d-34b5-4ae3-8779-08d6807ede2d>

Une **étude ethnographique** menée par Antoine Bernard de Raymond & Sylvain Bordiec, « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>, « débutée en décembre sur **deux ronds-points situés dans une petite ville du sud-ouest de la France** (appelons-la « Treyssac »), où nous réalisons des observations régulières de lieux d'occupations et d'actions des Gilets jaunes. Venant au minimum une fois par semaine à Treyssac, nous faisons varier les observations selon le jour de la semaine et l'heure de la journée. En parallèle, nous effectuons des entretiens compréhensifs avec les participants et recueillons des matériaux écrits (tracts, comptes rendus de réunions, etc.).

Une **enquête de terrain** menée par Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion Jean-Yves Dormagen et Geoffrey Pion mobilisant différentes méthodologies dont notamment sur une enquête par questionnaires le 9 décembre par des questionnaires-papier sur les quatre ronds-points toujours occupés à **Dieppe** (Arques-la-Bataille, Leclerc Rouxmesnil-Bouteilles, Euro Channel Neuville-lès-Dieppe et Auchan Dieppe).

Une **observation participante menée** par Elise Lobbedez de la région lyonnaise

Des travaux d'analyse des lieux de mobilisation :

- Le CREST¹²⁶ a mené une analyse territoriale en s'appuyant sur deux types de matériau :
 - o la carte des 788 rassemblements prévus pour le 17 novembre (enregistrée le 16 novembre au soir) disponible sur **un site internet dédié** (www.blocage17novembre.fr), qui ont été associés à une commune¹²⁷
 - o une collecte manuelle des **groupes Facebook** de plus de 100 membres liés aux gilets jaunes entre les 12 et 15 décembre 2018 via des requêtes de recherche un panel de mots-clefs liés au mouvement, et auxquels ont été associés un échelon géographique identifiable, selon les références explicites présentes dans le nom du groupe (par exemple "Les Gilets jaunes de Savoie", "Gilet Jaune 74", "Mobilisation gilets jaunes senlis". . .).¹²⁸
- Hervé Le bras a également menée une approche s'appuyant sur le **nombre de manifestants** lors de la manifestation du 17 novembre 2018, ayant été la plus suivie, publié par le ministère de l'Intérieur, qu'il rapporte à la population du département considéré.

¹²⁶ P.C. BOYER, T. DELEMOTTE, G.GAUTHIER, V.ROLLET, B.SCHMUTZ, Les déterminants de la mobilisation des "gilets jaunes", Série des Documents de Travail, n° 2019-06

¹²⁷ Comme l'expliquent les chercheurs il s'agit là de déclarations d'intention de manifester faites par les gilets jaunes eux-mêmes à la veille des mobilisations

¹²⁸ Par ailleurs les chercheurs ont collecté manuellement des données sur les groupes Facebook liés aux gilets jaunes entre les 12 et 15 décembre 2018 via des requêtes de recherche sur Facebook avec un panel de mots-clefs liés au mouvement et associés, ou non, à des indicateurs géographiques. Pour chaque groupe ainsi repéré, ils ont récupéré les informations suivantes : le nom du groupe, le nombre de membres ainsi que le nombre de messages publiés. En ignorant les groupes qui comptent moins de 100 membres, cette méthode nous permet de répertorier 1548 groupes différents. Ces différents groupes sont ensuite associés à un échelon géographique identifiable : national, régional, départemental, ou infra-départemental (à l'échelle d'une ville ou d'une agglomération) selon les références explicites présentes dans le nom du groupe (par exemple "Les Gilets jaunes de Savoie", "Gilet Jaune 74", "Mobilisation gilets jaunes senlis". . .). Plus de la moitié des groupes analysés (834) sont associés à une ville, à un petit groupe de villes ou à un "pays" et seuls un peu plus de 25% des groupes ont une visée qui dépasse l'échelle du département. Par ailleurs, près de la moitié des publications le sont sur des groupes locaux (730 295 sur 1 473 616). Ces observations témoignent du caractère local et décentralisé du mouvement. Nous utilisons des méthodes d'analyse textuelle afin d'associer chaque groupe localisable à son entité géographique (région, département, communes ou groupes de commune). Grâce à ces deux sources de données compilées, reflétant à la fois la mobilisation online (sur Facebook) et off -line (blocages des ronds-points), nous construisons trois indicateurs :

Nombre de rassemblements prévus par zone géographique;

Nombre de membres de groupes Facebook associés à chaque zone géographique;

Nombre de publications sur les groupes Facebook par zone géographique.

Une analyse menée lexicale à partir d'un corpus de titres de presse et d'un corpus Facebook de gilets jaunes par Brigitte Sebbah, Lucie Loubère, Natacha Souillard, Julie Renard, Nikos Smyrniotis, La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique, Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider menée

« Notre collecte des données a été effectuée du 05 au 10 février 2019 ; elle inclut donc la journée de mobilisation syndicale du mardi 5 février et la manifestation du 14ème Acte qui a eu lieu le samedi 9 février. Notre corpus Facebook provient de la page du **groupe public "la France en colère !!!"**² et comprend 103 529 commentaires et posts publiés par plus de 20000 comptes. Ce groupe public est d'ailleurs passé cette semaine en groupe privé, comme d'autres groupes des Gilets jaunes. Le corpus de **presse quotidienne nationale (PQN)** est composé de 352 articles collectés à partir de la base de données Europresse en utilisant les mots-clés "gilet jaune" et "gilets jaunes »

Une analyse de data science réalisée pour cette recherche par le CREDOC à partir du corpus de la consultation du « Vrai débat » lancée par un collectif de gilets jaunes

La plateforme du « Vrai débat » a été ouverte le 25 novembre 2018 à l'initiative d'un groupe de « citoyens Gilets jaunes » de la Réunion, puis suivis par de nombreuses régions. La collecte des **« revendications »** a eu lieu du **30 janvier au 3 mars 2019**.

La plateforme, a permis de recueillir les contributions des citoyens, ces contributions s'articulant autour de **neuf thématiques prédéfinies** :

- Démocratie, Institutions
- Transition écologique & solidaire, Agriculture & Alimentation, Transport
- Justice, Police, Armée
- Europe, Affaires étrangères, Outre-mer
- Santé, Solidarité, Handicap
- Économie, Finances, Travail, Comptes publics
- Éducation, Jeunesse, Enseignement supérieur, Recherche et Innovation
- Sport, Culture
- Expression Libre & sujets de société

23 205 « opinions » que nous appellerons « contributions » dans le document qui ont généré 679 938 votes, 76 723 « arguments », 1405 sources ont ainsi été analysées avec les méthodes de la data science.

VII. BIBLIOGRAPHIE

- ALBEROLA E, BRICE L, GUISSÉ N, HOIBIAN S. (2015), La France des invisibles, *Rapport du CREDOC réalisé à la demande de l'ONPES*
- ALBEROLA E, ALDEGHI I, Muller J. (2016), Les modes de vie des ménages vivant avec moins que le budget de référence, *Collection des rapports, CREDOC*
- ALGAN, Yann, BEASLEY, Elizabeth, COHEN, Daniel, et al. *Qui sont les Gilets jaunes et leurs soutiens*. Technical report, CEPREMAP et CEVIPOF, 2019.
- AUTOR David H. et DORN D., (2013), « The Growth of Low-Skill Service Jobs and the Polarization of the US Labor Market », *American Economic Review* 2013, 103(5): 1553–1597 <http://dx.doi.org/10.1257/aer.103.5.1553>.
- BABES, M. BIGOT R. et HOIBIAN, S. Propriétaires, locataires : une nouvelle ligne de fracture sociale, *Consommation et mode de vie du CRÉDOC* - n° 248, mars 2012
- BABES, M. BIGOT R. et HOIBIAN, S. Les dommages collatéraux de la crise du logement sur les conditions de vie de la population, *Cahier de Recherche*, n°281, CREDOC, 2011. <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C281.pdf>
- BARCZAK I. & HILAL M. (2017), Quelle évolution de la présence des services publics en France ? *Presses Universitaires de Rennes*, pp. 254, Espace et Territoires
- BARRERE A., MARTUCCELLI D. « La modernité et l'imaginaire de la mobilité : l'inflexion contemporaine », *Cahiers internationaux de sociologie* 2005/1 (n° 118), p. 55-79.
- BENNETT L.W. & SEGERBERG A. (2012), The logic of connective action, *Information, Communication & Society*, vol 15, pp. 739-768
- BERLIN, I., *Four Essays on Liberty*, Oxford, Oxford University Press, 1969.
- BERNARD DE RAYMOND A., BORDIEC S., « Tenir : les Gilets jaunes, mouvement d'occupation de places publiques », *Métropolitiques*, 14 octobre 2019. URL : <https://www.metropolitiques.eu/Tenir-les-Gilets-jaunes-mouvement-d-occupation-de-places-publiques.html>
- BIGOT, R. Les classes moyennes sous pression, *Consommation et modes de vie* n°219, mars 2009, <http://www.credoc.fr/pdf/4p/219.pdf>
- BIGOT R. et HOIBIAN, S. « L'évolution du bien-être en France depuis 25 ans : un bilan mitigé, une augmentation des inégalités », *L'Année sociologique*, vol. vol. 64, no. 2, 2014, pp. 331-358.
- BIGOT R. et HOIBIAN, S. « Les difficultés des Français face au logement », *Cahier de Recherche*, n°265, CREDOC, 2009. <http://www.credoc.fr/pdf/Rech/C265.pdf>
- BOLTANSKI L., ESQUERRE, Arnaud *L'économie de l'enrichissement et ses effets sociaux*, 2017
- BORNSTEIN, Roman. En immersion numérique avec les «gilets jaunes». *Le Debat*, 2019, no 2, p. 38-51. Payant
- BOUBA-OLGA, O., GROSSETTI M. La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ?. 2018. hal-01724699v2
- BOURDIEU Pierre, *La Misère du monde*, Editions du Seuil, 1993.
- BOUTINET JP, *Anthropologie du projet*, PUF, 2012
- BOYER, Pierre C., DELEMOTTE, Thomas, GAUTHIER, Germain, et al. (2019), Les déterminants de la mobilisation des "Gilets jaunes" 2019, *Working Papers*, CREST
- BRONNER, G. Université Paris Diderot; Cafiero F., Université Paris Diderot et Cordonier L., Université Paris Diderot, Les « gilets jaunes » au risque du complotisme, <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-au-risque-du-complotisme-111644>
- CARTIER, M. COUTANT, I. MASCLÉ, O., SIBLOT, Y., *La France des « petits-moyens »*, Enquête sur la banlieue pavillonnaire, La Découverte, 2008
- CASTEL, R., 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Paris, Gallimard

CEVIPOF, janvier 2019, *Baromètre de la confiance politique*

CHARMES, E. « La revanche des villages » (article dans *La vie des idées*)

CHAUCHARD J-P. (2017), « L'apparition de nouvelles formes d'emploi : l'exemple de l'ubérisation », in Travail et protection sociale : de nouvelles articulations ?, coll : Grands colloques, LGDJ.

CONFAVREUX, Joseph. *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*. Seuil, 2019. Livre

CONSEIL SUPERIEUR DE L'AUDIOVISUEL, Baromètre de la diversité de la société française, Vague 2018, CSA, décembre 2018

COQUARD B., Ceux qui restent, Faire sa vie dans les campagnes en déclin, La découverte, Octobre 2019

CREDOC, Baromètre du numérique 2019, ARCEP, CGE, Agence du numérique,

CROUTTE P., HOIBIAN S., MILLOT C., 2018 : le bon moment pour se lancer dans un projet, note de synthèse, avril 2018

CUSIN F., LEFEBVRE H., SIGAUD T. (2016), La question périurbaine. Enquête sur la croissance et la diversité des espaces périphériques, *Revue française de sociologie*, vol. 57, no. 4, pp. 641-679.

DAUDEY E., HOIBIAN S. et LAUTIE S., Le budget vacances des Français, cahier de recherche n°324, décembre 2015

DARES, CDD, CDI : comment évoluent les embauches et les ruptures depuis 25 ans ?, Dares analyses n°26, juin 2018

DAVEZIES L. (2017), Le monde rural en mutation, *Terra Nova*

DELÉAGE, J-. L'insurrection des «gilets jaunes», et après?. *Ecologie politique*, 2019, no 1, p. 5-8.

DELLA SUDDA, M. Les "gilets jaunes" sont écolos, à leur manière », 03/09/2019, Le Monde, https://www.le-monde.fr/idees/article/2019/09/03/magali-della-sudda-les-gilets-jaunes-sont-ecolos-a-leur-maniere_5505699_3232.html

DELPIROU, A. La couleur des Gilets jaunes. *La vie des idées, en ligne*, 2018.

DE SINGLY, F. Les deux sources de l'individualisme, *La vie des idées*, avril 2015

DOYTCHEVA Milena, « III. Libéraux et communautariens », dans : DOYTCHEVA Milena éd., *Le multiculturalisme*. Paris, La Découverte, « Repères », 2018, p. 31-46.

DUBET F. (2019), *Le Temps des passions tristes*, Seuil

DUMAZEDIER J. (1962), *Vers une civilisation du loisir ?*. Ed du seuil Paris

DURAND FOLCO, Jonathan et COUTROT, Thomas. Les Gilets jaunes: échec ou occasion pour la gauche française?. *Relations*, 2019, no 802, p. 12-13.

ERTZSCHEID, O. De l'algorithme des pauvres gens à l'Internet des familles modestes, *Le Fonds de l'air est jaune*, op.cit.

FAURE, A. Débat: la citoyenneté du nombril des " gilets jaunes". *The Conversation*, 2018.

FONDATION JEAN-JAURES - IFOP - Les « gilets jaunes » : révélateur fluorescent des fractures françaises N° 186, Novembre 2018

FONDATION JEAN-JAURES - IFOP - CONSPIRACY WATCH, Enquête sur le complotisme – Vague 2, , janvier 2019.

FOURNIAU J.M. (2019), Le « grand débat national » : un exercice inédit, une audience modérée au profil socioéconomique opposé à celui des gilets jaunes, *Synthèse des travaux de l'Observatoire des Débats*, note de travail N° 1

FOURQUET J. & MANTERNACH S. (2018), Les « gilets jaunes » : révélateur fluorescent des fractures françaises, *Fondation Jean Jaurès*

FOURQUET J. (2018), 1985-2017 : quand les classes favorisées ont fait sécession, *Fondation Jean Jaurès*

FOURQUET J. (2019), La fin de la grande classe moyenne, *Fondation Jean Jaurès*

FRAU-MEIGS, D. « Gilets jaunes » : ce que leur défiance envers les médias nous apprend », 11 février 2019, The conversation, <https://theconversation.com/gilets-jaunes-ce-que-leur-defiance-envers-les-medias-nous-apprend-111273>

GAUCHET M., « Trois figures de l'individu », *Le Débat*, 2010/3 (n° 160), p. 72-78.

GAZIER B., PALIER B., PERIVIER H., (2014), *Refonder le système de protection sociale*, Presses de Sciences Po, chapitre 1.

GEISSER, Vincent. Les gilets jaunes et le triptyque «islam, banlieues, immigration»: une machine à produire des fantasmes identitaires. *Migrations Societe*, 2019, no 1, p. 5-16.

GENESTIER P. (2019), Les « gilets jaunes » : une question d'autonomie autant que d'automobile, *Le Débat*, vol. 204, no. 2, pp. 16-34

GILETS JAUNES DE COMMERCY, troisième appel des gilets jaunes de Commercy, Publié le 18 février 2019 <https://manif-est.info/Le-troisieme-appel-des-gilets-jaunes-de-Commercy-946.html> ; Appel de la première « Assemblée des assemblées » des Gilets jaunes, <https://solidaires.org/Appel-de-la-premiere-Assemblee-des-assemblees-des-Gilets-jaunes>

GILLES L., COVOLO C., BUDGETS DE REFERENCE, Étude réalisée à la demande de l'Observatoire

National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale (ONPES), juillet 2014, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/ONPES_CREDOC_RAPPORT_FINAL.pdf

GOMANT F. (2019), Le mouvement des « gilets jaunes » : une illustration de la peur du déclassement, *Après-demain*, no 50, pp. 23-25

GOOS M. et MANNING A. (2007), « Lousy and Lovely Jobs: The Rising Polarization of Work in Britain », *Review of Economics and Statistics*, vol. 89, no 1, p. 113-133,

GRUNBERG, G. Les «gilets jaunes» et la crise de la démocratie représentative. *Le Debat*, 2019, no 2, p. 95-103.

GUILLUY C. (2014), *La France périphérique, Comment on a sacrifié les classes populaires*, Flammarion

GUISSSE N. et Sandra HOIBIAN, S. La France des invisibles, Collection des rapports n°327, mars 2016 <https://www.credoc.fr/publications/la-france-des-invisibles>

HAYAT, S. L'économie morale et le pouvoir, in *Le fond de l'air est jaune. Comprendre une révolte inédite*, Textes réunis et présentés par Joseph Confavreux, Seuil, 2019

HAYAT, S. « Une politique en mode mineur. Ordre patronal et ordre communautaire dans les mines du Nord au XIXe siècle », *Politix*, n°120, 2017

HAYAT, S. « La République, la rue et l'urne », *Pouvoirs*, vol116, 2006, p.31-44.

HIRSCHMAN, A, *Morale secrète de l'économiste* ", Les Belles Lettres, 1997, 110 francs.

HOIBIAN S. (2019), Gilets jaunes : le refus de la responsabilité individuelle de la pauvreté, *Consommation et mode de vie*, CREDOC, no 306.

HOIBIAN S. (2019), Les Gilets jaunes, un "précipité" des valeurs de notre société, Note de synthèse n°26 CREDOC, avril 2019, <https://www.credoc.fr/publications/les-gilets-jaunes-un-precipite-des-valeurs-de-notre-societe>

HOIBIAN et al. (2019), *Egalité, Liberté, Individualité*, Note de conjoncture sociétale, CREDOC

HOIBIAN et al. (2018), *Être l'entrepreneur de son bien-être*, Note de conjoncture sociétale, CREDOC

HOIBIAN S, HATCHUEL G. 2009 : Avec la crise, la recherche de vacances économes se développe, CREDOC, Paris, mars 2010.

ION, Jacques, *S'engager dans une société d'individus*, Armand Colin, 2012.

INSEE Première n°1579 (2016), *L'accès aux services, une question de densité des territoires*

INSEE Première n°1552 (2015), *Une pauvreté très présente dans les villes-centres des très grands pôles urbains*

INSEE Référence, *Tableau de l'économie française*, Ed. 2019

- INSEE, Note de conjoncture de l'Insee, décembre 2018
- INSEE, Les conditions de logement en France, Édition 2017,
- INSTITUT MONTAIGNE- ELABE, mars 2019, *Les Gilets jaunes : la partie émergée de la crise sociale française ?*, 20 mars 2019, Blog - <https://www.institutmontaigne.org/blog/les-gilets-jaunes-la-partie-emergée-de-la-crise-sociale-francaise>
- LAFERRERE A., POULIQUEN E., ROUGERIE C., Le logement en France depuis trente ans, Insee Références, édition 2017 - Vue d'ensemble - Le logement en France depuis trente ans
- LAFERTE, Gilles et PAUGAM, Serge. Après les gilets jaunes, repenser les classes sociales. 2018.
- LE BRAS H. (2019), *Se sentir mal dans une France qui va bien*, L'aube
- LE BRAS, H. La voiture, les «gilets jaunes» et le Rassemblement national. *Etudes*, 2019, no 4, p. 31-44.
- LOBBEDEZ, E. Un an après, le gilet jaune a bouleversé les quotidiens, 15/11/2019, The conversation, <https://theconversation.com/un-an-apres-le-gilet-jaune-a-bouleverse-les-quotidiens-126535>
- L'ObSoCo, *Qui sont les gilets jaunes, leurs soutiens et leurs opposants ?* Rapport d'analyse, février 2019
- MAURIN E. (2005), *Le guetto français. Enquête sur le séparatisme social*, Seuil
- Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer, en charge des relations internationales sur le climat, Data lab transport, Les chiffres clés du transport, édition 2018, mars 2018, <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/2018-10/datalab-31-chiffres-cles-transport-mars2018-c.pdf>
- NOIRIEL, G. Les gilets jaunes et les « leçons de l'histoire », 21/11/2018, <https://noiriel.wordpress.com/2018/11/21/les-gilets-jaunes-et-les-lecons-de-lhistoire/>
- NOIRIEL, Gérard Les Gilets jaunes à la lumière de l'histoire. Dialogue avec Nicolas Truong, La Tour d'Aigues, Le Monde-Éditions de l'Aube, 2019.
- OCDE (2019), *Sous pression : la classe moyenne en perte de vitesse*
- ONPES, « Étude sur l'invisibilité sociale : un enjeu de connaissance des personnes pauvres et précaires », La Lettre, n°4, octobre 2014. http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/Lettre_ONPES_04_2014.pdf
- ONPES, les budgets de référence : une méthode d'évaluation des besoins pour une participation effective à la vie sociale, Rapport 2014-2015, http://www.onpes.gouv.fr/IMG/pdf/WEB_Rapport_2014_2015.pdf
- PALMER THOMPSON E., « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century », *Past & Present*, n°50, 1971, p. 76-136
- PERON M & PERONA M. (2018), Note de l'Observatoire du Bien-Être : Bonheur rural, malheur urbain ? *CEPREMAP*
- POISSENOT, C. Les «gilets jaunes», des catégories populaires en quête d'autonomie. *The Conversation*, 2018, p. <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-des-categories-populaires-en-quete-dautonomie-108476>.
- ROSANVALLON P., *Le parlement des invisibles*, Éditions du Seuil, Raconter la vie, 2014.
- ROUGE L. (2018), Périurbanisation, *Géoconfluences*
- SCOTT, J. C, *The Moral Economy of the Peasant Rebellion & Subsistence in Southeast Asia*, New Haven, Yale University Press, 1977
- SEBBAH, B., LOUBÈRE, L., SOUILLARD, N., *et al.* Les Gilets jaunes se font une place dans les médias et l'agenda politique. 2018.
- SEBBAH B., LOUBERE L., SOUILLARD N., RENARD J., SMYRNAIOS N., La dilution des Gilets jaunes dans l'agenda médiatique et politique, Quand le mouvement ne fait plus l'événement mais tente de se consolider, Rapport de recherche - 22 février 2019, Laboratoire d'Études et de Recherches Appliquées en Sciences Sociales, Axe Médias et médiations socio-numériques - Université de Toulouse, <https://www.lerass.com/opsn/>
- Taguieff P.-A., *Le sens du progrès*, Paris, Flammarion, 2004.

TRIANGLE (UMR CNRS 5206, Lyon), mars 2019, Eléments de synthèse réalisés par le groupe de travail de Triangle

VERMEREN P. (2019), Le dévoilement d'une France méconnue, *Le Débat*, vol. 204, no. 2, pp. 4-15

VERMEREN, Pierre. *La France qui déclasse: Les Gilets jaunes, une jacquerie au xxe siècle*. Tallandier, 2019

WIEVIORKA, M. Les « gilets jaunes », qu'est-ce que c'est?, 4 décembre 2018 <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-quest-ce-que-cest-108213>